

LE MONDE *diplomatique*

LA PASSION
DU BURGER

PAR CAMILLE BEAUVAIS
ET GATIEN ÉLIE

Page 28.

Mensuel - 28 pages

N° 844 - 70^e année. Juillet 2024

Dossier : France, de la crise au chaos politique

Nous y sommes

Un demi-siècle après sa fondation, le Rassemblement national est le premier parti de France. Ses priorités idéologiques – durcissement pénal, combat contre les immigrés et les « assistés » – inspirent les politiques du président Emmanuel Macron. Mais l'extrême droite se nourrit depuis longtemps des renoncements et des accommodements des partis de gouvernement.

PAR BENOÎT BRÉVILLE,
SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT

LE Rassemblement national (RN) au centre du jeu, l'ordre politique décomposé : comment en est-on arrivé là ? Décidée par M. Emmanuel Macron à l'issue du scrutin européen du 9 juin, où le parti de M. Jordan Bardella a réuni deux fois plus de suffrages que celui du président, la dissolution de l'Assemblée nationale ne sanctionne pas seulement l'échec cuisant d'un extrême centre convaincu qu'on dirige un pays comme on administre une banque, ni même celui du personnage impulsif et arrogant qui s'est prétendu rempart contre l'extrême droite avant de lui ouvrir les portes du pouvoir : « *Si on gagne*, prétendait-il pourtant à La Plaine Saint-Denis le 20 mars 2017, *ils s'effondreront le jour d'après. Aucun doute.* »

Le caprice de M. Macron clôt un long cycle d'hypocrisie consistant, pour les gouvernements qui se sont succédé depuis que l'extrême droite a pris son envol, à dénon-

cer les effets dont ils ont favorisé les causes. Les premiers succès du Front national (FN) enregistrés lors de scrutins locaux en 1983 coïncident avec la soumission aux contraintes européennes des socialistes au pouvoir lorsqu'ils renoncent à la politique de « *rupture avec le capitalisme* » prévue dans leur programme. Si rien ne relie alors les deux événements, l'obéissance des partis de droite comme de gauche aux règles d'une mondialisation qu'ils présenteront parfois comme « *heureuse* » fournira le terreau fertile d'un parti qui totalisait cent mille voix aux élections législatives de 1981. À mesure que les classes dirigeantes abandonnent à des instances supranationales des pans croissants de leur souveraineté économique, monétaire, juridique, le



AARON JOHNSON. – « Misty Morning » (Matin brumeux), 2023

débat public, jusque-là dominé par l'opposition entre libéralisme et socialisme, se trouve reformulé en clivages nationaux, culturels, sécuritaires, identitaires, voire civilisationnels.

Le groupuscule fondé en 1972 par des partisans de Vichy et de l'Algérie française va s'épanouir dans le chaos social né de la désindustrialisation et du chômage de masse.

(Lire la suite pages 6 et 7
et le dossier pages 5 à 13.)

DES POURSUITES INÉDITES

La justice internationale dans le chaudron de Gaza

Les tribunaux internationaux se sont rarement trouvés à ce point sous le feu des projecteurs. Les deux procédures ouvertes à La Haye concernant Gaza – l'une contre l'État d'Israël, l'autre contre deux de ses dirigeants et ceux du Hamas – illustrent les fractures d'une géopolitique bouleversée.

PAR ANNE-CÉCILE ROBERT

« **U**N dirigeant m'a interpellé : « *Cette cour est faite pour l'Afrique et les voyous comme Poutine* » (1). » Le 20 mai dernier, sur CNN, le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) évoquait les réactions à sa demande d'émission de mandats d'arrêt contre trois chefs du Hamas – MM. Yahya Sinwar, Mohammed Diab Ibrahim Al-Masri (dit « Deïf ») et Ismaïl Haniyeh – ainsi que contre le premier ministre d'Israël, M. Benjamin Netanyahu, et son ministre de la défense, M. Yoav Galant, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité dans la bande de Gaza. Inédite contre des élus d'un pays démocratique, la requête a été qualifiée

de « *scandaleuse* » par le président américain Joseph Biden, tandis que plusieurs élus républicains menacent de représailles le procureur. M. Netanyahu l'a, pour sa part, balayée d'un revers de la main en réaffirmant que rien n'arrêterait Israël dans ses opérations de « *légitime défense* ».

Inspirée du tribunal de Nuremberg – et de son pendant de Tokyo –, la CPI poursuit des individus, quel que soit leur statut diplomatique ou politique, tandis que la Cour internationale de justice (CIJ) juge des États. La guerre déclenchée à Gaza après les massacres du 7 octobre 2023 fait l'objet de deux procédures concomitantes

mais distinctes devant les deux instances installées à La Haye. Saisie par l'Afrique du Sud sur le fondement de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 (2), la CIJ a déjà rendu trois ordonnances prononçant des mesures conservatoires à la charge d'Israël. Le poids de l'histoire, la qualité des mis en cause (un État – ou ses dirigeants – issu lui-même d'un génocide), le nombre des victimes civiles et l'importance des destructions infligées à Gaza provoquent de fortes tensions internationales, de vastes mouvements populaires de protestation et de vives querelles politiques au sein de nombreux pays.

Trois enseignements importants peuvent être tirés de ces procédures inédites.

(Lire la suite pages 16 et 17.)

(1) Propos rapportés par M. Karim Khan lors d'un entretien avec Christiane Amanpour sur CNN le 20 mai 2024.

(2) Lire « Comment l'Afrique du Sud défend une cause universelle », *Le Monde diplomatique*, février 2024.

Sur les réseaux sociaux, des hommes, des vrais

C'est une nébuleuse. Des influenceurs, des vidéastes engagés dans la défense d'une identité masculine qu'ils estiment menacée. Souvent liées à l'extrême droite, ses principales figures volent au secours du patriarcat, soldats valeureux d'une guerre féroce, et parfois cynique, tout entière consacrée à la cause des hommes.

PAR ANNE JOURDAIN *

EN apprenant le ralliement de M. Éric Ciotti au Rassemblement national (RN), Julien Rochedy n'a pas caché sa joie : « *Mon rêve politique depuis plus de dix ans* », s'enthousiasmait-il sur son compte X (137 000 fidèles). Le fringant trentenaire, directeur du Front national de la jeunesse au début des années 2010, a quitté le parti d'extrême droite en 2014, notamment pour protester contre la présence de « *petits mecs autour de Florian Philippot* », « *des jeunes gens qui ne sont pas des hommes selon [son] cœur* ». Depuis, Rochedy a tenté de monter une formation à la masculinité et à la séduction (l'école Major), un projet qui a fait long feu malgré sa recette originale (« *courage* », « *esprit de conquête* », « *volonté de puissance* »). Il mène désormais une carrière de vidéaste sur Internet. Et il publie des livres aux Éditions Hétairie : *L'Amour et la Guerre. Répondre aux féministes* (2021); *Veni Vidi Vici. Menaces sur les gauchistes* (2021, avec Papacito); *Surhommes et sous-hommes. Valeur et destin de l'homme* (2023)... À l'évidence, l'essayiste a ses lubies : il veut restaurer l'« *idéal d'une virilité saine et aristocratique pour la masculinité, celle de "l'homme total" européen, du Grec au gentilhomme* ».

Avec Papacito, Baptiste Marchais, Valek ou encore Stéphane Édouard, Rochedy incarne la fine fleur de la sphère masculiniste française (la « *manosphère* »), qui fantasme un monde

régenté par les femmes où la masculinité serait menacée, dans un discours mêlant homophobie, misogynie, et bien souvent xénophobie ou désir d'autoritarisme. Des idées de plus en plus partagées, constate l'anthropologue Mélanie Gourarier, qui a enquêté durant plusieurs années auprès de groupes d'hommes se présentant comme des « *séducteurs* ». « *Ce discours se développe depuis trois (...) décennies en France et plus largement en Europe et en Amérique du Nord autour de la défense des pères, des hommes et du masculin plus généralement. Apparemment sans rapport les uns avec les autres, ces récits victimaires procèdent pourtant de la même idéologie masculiniste, fondée sur l'apologie de la "cause des hommes"* ». Une réaction « *aux luttes féministes* » et à « *plusieurs décennies d'oppression misandre* » (1).

Certains « *séducteurs* », les « *pick-up artists* », ont saisi là une occasion. Contre rémunération, ils coachent leurs congénères tétanisés par les nouvelles règles du marché sexuel. Esthètes et chasseurs à la fois, leur habileté à « *prélever* » des individus femelles épate leur public. Ne reculant devant aucune manipulation pour « *ferrer* » des femmes et les mettre dans leur lit, ils s'échangent des astuces pour que cède la « *résistance de dernière minute* », celle qui pourrait conduire leur « *proie* » à « *détaler* ».

(Lire la suite page 12.)

(1) Mélanie Gourarier, *Alpha mâle. Séduire les femmes pour s'apprécier entre hommes*, Seuil, Paris, 2017.

* Enseignante.



COURRIER DES LECTEURS

Sanctions

Entre autres remarques, l'article « Comment la Russie surmonte les sanctions » de David Teurtrie (juin) inspire à M. Christian Berthet la réserve suivante :

La Russie est présentée comme un pays au même rang que les pays développés (production agricole, production d'électricité, etc.) et donc capable de soutenir l'effort de la guerre d'Ukraine. Mais si, avec six millions de tonnes par an, elle produit tout l'acier nécessaire pour les bombes, obus et autres matériels militaires, elle ne fabrique pas un seul composant électronique utilisé dans les systèmes de navigation, vision, ou transmission de ces armes. Tout simplement parce que, depuis cinquante ans, la Russie n'a jamais réussi à faire fonctionner industriellement une seule usine de semi-conducteurs, et elle n'y arrivera jamais. Les Occidentaux maîtrisent toute la chaîne, des machines de photolithographie aux logiciels de conception. Les composants utilisés par les Russes sont achetés en Chine et dépendent uniquement du bon vouloir de Xi Jinping. À quel prix ?

Corée

M. Alexandre Le Bouteiller revient sur la situation militaire en Corée décrite par Martin Hart-Landsberg dans « Qui menace la péninsule coréenne ? » (juin) :

L'analyse sur la péninsule coréenne consistant à contextualiser les démonstrations et déclarations bellicistes du régime de Pyongyang par l'activisme militaire à la fois ancien et croissant des États-Unis dans la région pourrait être complétée par l'évocation de la dernière grande

variable de l'équation, à savoir la Chine, à la fois « objet final » de Washington et « sujet actif » dans la péninsule. Tant en 1950 qu'aujourd'hui, la Corée apparaît comme un espace de concurrence entre les deux puissances, la Chine soutenant un voisin-allié à la fois utile et encombrant par son rôle de *bad guy*, prétexte au surarmement du camp adverse. La Chine ne s'y trompe pas lorsqu'elle déplore que les armes développées en Corée du Sud (tant en matière de défense antimissile que de frappe en profondeur) ne sont pas pour faire face au Nord mais à elle-même, ne serait-ce qu'au regard des portées prévues.

Mondialisation

Le panorama des « Droites en fusion » (juin) à la veille des élections européennes a intéressé M. Henri Holderbach, en particulier la description de leur convergence idéologique. Il a cependant souhaité prolonger l'analyse :

L'article de Grégory Rzepski met le doigt sur un élément essentiel quand il écrit que « les droites radicales (en Europe) poursuivent désormais un même objectif malgré leurs différences : défendre ce fameux "mode de vie" résumé par le slogan de la Confédération Liberté et indépendance en Pologne, "une maison, une pelouse, un barbecue, deux voitures, des vacances" ». Mais il ne va pas assez loin. Ces droites ne prennent cette direction que mues par la mondialisation, qui exacerbe en quelque sorte le besoin d'intimité que ressent tout citoyen de l'Union et membre d'une collectivité nationale quand il est menacé par les vents extérieurs trop virulents. Autrement dit, si « la radicalisation de pans entiers

du centre, du libéralisme politique, de la démocratie chrétienne ou du conservatisme » est au cœur de ce phénomène, on peut en imputer la responsabilité à une ouverture plus (et trop) violente des États.

Diplomatie

L'article « La guerre n'est pas le plus court chemin vers la paix » de M. Dominique de Villepin (juin) a suscité de nombreuses réactions. M. Thomas Brisbart entend ainsi nuancer le recours à certaines comparaisons, historiques ou économiques :

Il s'agirait de ne pas trop idéaliser ou positiver la politique étrangère gaulliste, notamment en affirmant que la France parlait « d'égal à égal à tous les États du monde ». Bien que la formulation de M. de Villepin soit choisie pour vraisemblablement illustrer une approche loin du « deux poids, deux mesures » d'aujourd'hui, elle minimise néanmoins le caractère néocolonial qui a caractérisé les relations entre la France et de nombreuses anciennes colonies en Afrique à partir des années 1960, lorsque la France a su imposer un système monétaire et des dirigeants enclins à répondre positivement aux demandes françaises.

Par ailleurs, il semble sérieusement limité de comparer la puissance états-unienne exclusivement en termes de produit intérieur brut (PIB) et de géants technologiques face aux pays de l'Union européenne, notamment de sa partie occidentale. En effet, les pays d'Europe de l'Ouest peuvent toujours compter sur des systèmes de sécurité sociale et de répartition, certes imparfaits, mais bien loin de ce qui existe outre-Atlantique.

L'article relevait, en effet, que les PIB « européen et américain étaient similaires en 2008 [et que] le premier ne représente aujourd'hui que les deux tiers de celui des États-Unis. » Ce constat a inspiré un autre commentaire à M. Jean Baneth, plus méthodologique :

Si la valeur relative du PIB européen exprimée en dollars avait effectivement baissé d'environ un tiers, c'est tout simplement parce que le taux de change de l'euro par rapport au dollar a baissé. En juillet 2008, 1 euro valait presque 1,6 dollar, la monnaie unique était alors à son plus haut niveau depuis sa création. Cela semblait valoriser le PIB européen. Puis l'euro a baissé. Le 3 octobre 2022 il atteignait 0,97 dollar, son plus bas niveau depuis plus de vingt ans. Au taux de change de 2008, le PIB de l'Union à 27 aurait eu en 2022 un rapport à peu près inchangé au PIB américain. Les taux d'inflation des deux régions ayant été semblables, le rapport réel des deux PIB (qu'on appelle aussi celui des volumes) restait à peu près stable.

De nos jours on utilise beaucoup les comparaisons dites en « parité de pouvoir d'achat » (PPA) censées, comme l'indique la Banque mondiale sur son site, « convertir différentes monnaies en une monnaie commune et dans le cadre de ce processus de conversion égaliser leurs pouvoirs d'achat en contrôlant les différences de prix entre économies. » En 2022, le revenu total de l'Union européenne était de 25 600 milliards de dollars dits internationaux, celui des États-Unis de 25 978 milliards (toujours d'après la même Banque mondiale). Ces chiffres n'invitent pas à croire à un déclassement désastreux de l'Europe. Ils engagent au

contraire à soumettre à un examen très critique les conclusions politiques tirées d'un tel déclassement supposé. (...)

L'augmentation de la valeur relative du PIB européen consécutive à la montée vertigineuse de l'euro jusqu'à son sommet de 2008 ne signifiait pas plus le triomphe définitif de l'Europe que sa baisse consécutive aux nouveaux mouvements de change ne signifie son effondrement. Mais ces nuances ne doivent pas non plus occulter les difficultés inhérentes au recours aux valeurs dites réelles ou en PPA. Ces dernières ont leurs propres limites, de calcul et de sens. Elles aussi doivent être utilisées avec prudence, en se gardant de conclusions politiques que peut inspirer leur fausse interprétation. Il n'y a pas de méthode miracle : il n'existe aucune équivalence exacte, aucune proportionnalité à la fois précise et objective, entre deux économies qui occupent des espaces ou des temps différents. Il faut faire avec : diversifier les outils statistiques, confronter et comparer les réponses, et accepter le paradoxe qu'en ce domaine on peut s'approcher de la vérité mais jamais l'appréhender totalement, parce qu'une vérité unique n'existe pas.

Punk

Consacré au punk en France, l'article « Pogote camarade... » (juin) de Daniel Paris-Clavel a fait réagir un lecteur :

Domage d'oublier le mouvement tekno (avec un « k ») et *free party* français. Il a sa propre presse type fanzine, des sites spécialisés, des labels indépendants, etc. (...). Si certaines de ses franges ont connu une dérive commerciale, d'autres restent sous les radars, *undergronde*. Bref, si un mouvement incarne aujourd'hui la contestation, c'est bien la free, synthèse entre plusieurs courants (tekno, punk...) mais toujours anar au fond !

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :

Courrier des lecteurs,
1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris
ou courrier@monde-diplomatique.fr

Édité par la SA Le Monde diplomatique.
Actionnaires : Société editrice du Monde,
Association Gunter Holzmann,
Les Amis du Monde diplomatique
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01, Télécopieur : 01-53-94-96-26
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire :
Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe

Autres membres :
Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT
Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication :
Serge HALIMI

Conseiller en finance et développement auprès du directoire :
Bruno LOMBARD
Secrétaire générale :
Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE
Rédacteur en chef : Akram BELKAÏD
Rédacteurs en chef adjoints : Evelynne PIEILLER,
Grégory RZEPSKI
Cheffes d'édition :
Angélique MOUNIER-KUHN (*Manière de voir*),
Anne-Lise THOMASSON (*Le Monde diplomatique*)

Rédaction : Philippe DESCAMPS,
Renaud LAMBERT, Hélène RICHARD,
Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT,
Christophe VENTURA
Cartographie : Cécile MARIN
Site Internet : Guillaume BAROU
Conception artistique :
Nina HLACER, Boris SÉMÉNIKO
(avec la collaboration
de Delphine LACROIX pour l'iconographie)
Archives et données numériques :
Suzy GAIDOZ, Maria IERARDI
Mise en pages et photogravure :
Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PÜECH-WILHEM
Correction : Dominique MARTEL,
Xavier MONTHEARD

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON
Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER
Responsable du contrôle de gestion : Zaïa SAHALI
Administration : Sophie DURAND-NGÔ (9674),
Sylvia DUNCNEL (9621), Eleonora FALETTI (9601)
Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.
Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN,
Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

Publicité : Hélène FAVERIE (01-57-28-38-03)

Diffusion, mercatique : Saveria COLOSIMO-MORIN,
Maureen DECARPIGNY, Sophie GERBAUD, Sabine GUIDE,
Adeline KRUG DONAT, Christiane MONTILLET
Relations marchands de journaux (numéro vert) :
0805-050-147
Service relations abonnés
• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé)
www.monde-diplomatique.fr
• Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32
Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/cgv

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration
© ADAGP, Paris, 2024,
pour les œuvres de ses adhérents
Prix au numéro : 5,40 €
Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée :
France métropolitaine : 59 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo
Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux
de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

PRÉVENTE
Livraison à partir du 12 septembre

12 €*
au lieu de
14 €**

Réservez dès aujourd'hui notre nouveau hors-série en scannant le QR code, ou en ligne :

www.monde-diplomatique.fr/manuel



Format : 20 x 27 cm
Nombre de pages : 132

MANUEL D'AUTODÉFENSE INTELLECTUELLE HISTOIRE

Exemples d'idées reçues pulvérisées

- « Churchill, soldat de la liberté »
- « La gauche adore les islamistes »
- « Pour l'Occident, toutes les vies se valent »
- « Le peuple a élu Hitler »

Et des démontages de textes, d'images, de cartes...

* Cette offre est valable jusqu'au 31/08/2024 inclus dans la limite des stocks disponibles. Livraison à partir du 12/09/2024.

Pour un envoi hors de France métropolitaine, des frais de port s'ajouteront à la fin de votre commande. Offre réservée aux particuliers. Conformément à la législation en vigueur, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Pour l'exercer, contactez-nous à l'adresse dpo@monde-diplomatique.fr

** Prix de vente à partir du 12 septembre chez les marchands de journaux.



AVOIR POUR SOI L'HISTOIRE

Le 12 septembre prochain, *Le Monde diplomatique* publiera un hors-série d'un genre particulier : un manuel d'autodéfense intellectuelle consacré à l'histoire. Qu'il s'agisse de la guerre au Proche-Orient, de celle en Ukraine, des discours politiques, des films et des séries aussi, les références historiques foisonnent. Mais l'usage du passé sert plus souvent d'outil de propagande que d'instrument d'analyse. Épaulé par un groupe d'historiens et de chercheurs en sciences sociales, l'équipe du *Monde diplomatique* démène les grandes idées reçues qui faussent le débat public. À chacune d'entre elles – « Les extrêmes se rejoignent », « L'Afrique n'est jamais entrée dans l'histoire », « Avant, la justice était plus sévère », « Faire l'Europe, c'est faire la paix », etc. –, une étude de cas apporte un démenti factuel. Cartes, encadrés thématiques, documents d'archives, bêtisiers, remettent à l'endroit des événements décisifs tantôt occultés, tantôt falsifiés, réécrits ou galvaudés. Mais l'ambition de cette publication va au-delà des exemples concrets qu'elle rappelle ou corrige. Il s'agit de fournir aux lecteurs les techniques fondamentales et les astuces méthodologiques pour qu'ils puissent repérer eux-mêmes les manipulations qui pullulent dans les médias, sans verser dans la paranoïa ni échafauder des théories fumeuses. Cette « boîte à outils » critique permettra également à chacun d'élaborer de manière autonome des arguments à la fois convaincants et justes. Car voilà l'un des grands paradoxes du XXI^e siècle : au moment où les connaissances n'ont jamais été aussi accessibles et où les populations jouissent d'un niveau de formation inégalé, les dirigeants politiques et éditoriaux s'emploient à les infantiliser.

Photos non contractuelles

DE QUOI URSULA VON DER LEYEN EST-ELLE LE NOM ?

L'Europe conservatrice qui vient

Le scrutin européen du 9 juin dernier n'a pas modifié les équilibres politiques au Parlement. Les droites nationalistes progressent mais restent désunies, libéraux et écologistes reculent, sociaux-démocrates et Parti populaire conservent leur position dominante. Mais derrière cette apparente continuité émerge un bloc idéologique néoconservateur incarné par M^{me} Ursula von der Leyen.

PAR FRÉDÉRIC LEBARON *

QUAND M^{me} Ursula von der Leyen obtient en juillet 2019 la courte majorité qui la propulse au poste de présidente de la Commission européenne, chacun imagine que cette figure plutôt centriste de la démocratie chrétienne allemande se contentera de remplir le traditionnel cahier des charges associé à sa fonction : incarner une bureaucratie bruxelloise parfois soupçonnée de vivre sur une exoplanète ; avancer d'un pas prudent sur la corde raide des équilibres entre Parti populaire européen (PPE) et sociaux-démocrates qui, avec les libéraux, cogèrent le Parlement. Mais la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine ont changé la donne. Profitant des béances institutionnelles de l'Europe politique, M^{me} von der Leyen a imposé de nouvelles orientations en matière de défense, d'environnement et d'immigration sans trop heurter les convictions des partisans les plus zélés de l'Europe fédérale ni froisser les sensibilités progressistes et conservatrices. Au prix de louvoiments : après son plan de relance économique de mai 2020, elle a semblé réorienter l'Union vers un développement plus durable en se faisant le chantre du Green Deal (« pacte vert ») avant de faire machine arrière devant la fronde généralisée de son propre courant politique et du monde agricole.

De toutes les considérations qui déterminent une candidature à la tête de la Commission, celle de la proximité avec le cultivateur bavarois ou l'éleveur béarnais a manifestement été écartée. Issue d'une lignée patricienne de la Hanse,

À la remorque des États-Unis

LA crise du Covid et la guerre en Ukraine lui ont paradoxalement fourni l'occasion de renforcer son image tout en alignant les échecs. Son mandat au ministère allemand de la défense (2013-2019) avait été marqué du même sceau : derrière le vernis des photographies de la ministre inspectant les panzers avait éclaté le scandale d'une institution administrée par les cabinets de conseil auxquels M^{me} von der Leyen, croyante impénitente en l'efficacité des marchés, avait sous-traité sa charge. La même croyance aveugle doublée de dilettantisme a guidé sa gestion des achats de vaccins en 2021 (1). Puis, les années suivantes, son obstination à durcir des sanctions économiques inefficaces contre la Russie au prix d'une inflation massive en Europe et d'une récession allemande (2).

Car il est un domaine dans lequel les convictions de M^{me} von der Leyen supplantent sa foi libérale : son hostilité à la Russie, pays qu'elle perçoit comme le mal absolu. Une menace susceptible d'unifier enfin une Europe des valeurs démocratiques, libérales et atlantistes. Veste jaune, blouse bleu ciel : par son discret lobbying en faveur de l'entrée en urgence de l'Ukraine dans l'Union, ses déclarations antirusse quasi quotidiennes, sa volonté de renforcer l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), la présidente de la Commission a semblé prendre le contrôle d'une diplomatie européenne qui, juridiquement, reste la prérogative du Conseil européen, c'est-à-dire des chefs d'État et de gouvernement.

En ce domaine, M^{me} von der Leyen défend les positions militaristes et bel-

M^{me} von der Leyen se jette en politique au début des années 2000 dans les pas et sur les terres de son père, ministre-président de Basse-Saxe, vice-président de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et haut fonctionnaire européen à la direction générale de la concurrence. Habitée aux pages des magazines depuis l'enfance, élevée dans le respect des valeurs conservatrices et de la prière à table, étudiante à la London School of Economics sous un nom d'emprunt pour fuir des menaces d'enlèvement par la Fraction armée rouge, docteure en médecine, aussi à l'aise en anglais qu'en français, M^{me} von der Leyen n'a jamais développé la passion des bains de foule : elle préfère monter à cheval que trinquer à la bière avec des militants.

En contrepoint d'une conduite jugée cassante avec ses collaborateurs, d'une propension à placer ses proches à des postes-clés et d'un ascétisme qui tranche avec la relative bonhomie de ses prédécesseurs, M^{me} von der Leyen porte l'aisance médiatique à un point inédit à ce poste. Depuis son passage au ministère de la famille en 2005, où elle mettait en scène son personnage de femme active et mère de sept enfants pour promouvoir une politique d'allocations destinée à salarier davantage de femmes, elle maîtrise les règles du spectacle audiovisuel et apparaît sur toutes les photographies officielles, au point de donner parfois aux chefs d'État et de gouvernement européens le sentiment de s'incruster.

liqueuses du Pentagone, des pays baltes ou de la Pologne, plus que celles de l'Europe du Sud. « *Le partenariat qu'elle a établi avec M. [Joseph] Biden sert son influence en Europe et confère à la Commission un statut sans précédent* », observe le quotidien britannique *Financial Times* (22-23 avril 2023). M^{me} von der Leyen n'a d'ailleurs jamais dissimulé son désir de diriger l'Alliance atlantique, une aspiration paradoxalement entravée par son obsession antirusse, si prononcée que le chancelier Olaf Scholz a redouté qu'à terme elle porte préjudice à l'Allemagne (3). La discrétion feutrée qu'elle affiche vis-à-vis des crimes de guerre israéliens à Gaza souligne par contraste son hubris pro-ukrainienne.

Cet engagement dans une Europe réarmée, loin des discours pacifistes traditionnels, s'est concrétisé par la stratégie industrielle européenne de défense et la proposition de créer un poste de commissaire incarnant l'unité de la politique de défense future. Arrivée avec des promesses de paix, M^{me} von der Leyen incarne désormais le retour d'une Europe-puissance dotée d'un solide bras militaire, où la subvention publique massive permet le développement d'une industrie privée mise au service de l'identité européenne.

Identité, valeurs : sa présidence a jeté les bases d'une nouvelle configuration politique, actant de façon de moins en moins voilée des évolutions idéologiques profondes et rapides.

Les institutions européennes ont longtemps vu la montée des partis de droite radicale comme le principal défi auquel elles devaient faire face, à la fois au Parlement européen, avec l'as-



RAY SMITH. – « Fighting Dogs » (Chiens de combat), 1989

cension régulière des groupes nationalistes et antieuropéens souvent qualifiés de « populistes », et, surtout, au sein des États membres (4). En quelques années, les forces de droite radicale, jusqu'ici cantonnées aux marges, ont imposé leurs obsessions dans plusieurs pays, parfois en prenant les commandes d'exécutifs nationaux, comme en Italie autour du parti postfasciste Fratelli d'Italia, parfois en s'immiscant au sein de coalitions gouvernementales, comme en Finlande, en Slovaquie, en Hongrie ou plus récemment aux Pays-Bas et en Croatie, ou encore en devenant des forces d'appoint parlementaires, comme en Suède (5).

Les dernières élections européennes ont confirmé leur progression, sans faire vaciller la droite du PPE. Le premier groupe à Strasbourg pourra donc, en fonction des circonstances, soit reconduire sa coalition informelle avec les sociaux-démocrates et les centristes, soit rechercher le concours de la droite radicale. Les logiques de vote au Parlement européen, comme dans les Parlements nationaux (en France, avec par exemple la loi sur l'immigration), font apparaître en pratique un brouillage croissant des frontières entre les groupes à droite de l'échiquier. Le fait que les plus durs d'entre eux se soient recentrés en matière économique facilite des convergences, symbolisées par le rapprochement récent entre M^{me} von der Leyen et M^{me} Giorgia Meloni.

De fait, les perspectives tracées par la présidente de l'Union ont le mérite d'une certaine clarté. Loin de renoncer au cadre qui régit à nouveau les politiques budgétaires des États membres, la future Europe poursuivrait la remise en cause des États-providence sous les dehors de l'austérité, tout en dépensant sans compter l'argent public pour le réarmement et l'innovation. Cette dernière sera plus létale que source de bien-être accru et d'harmonie avec l'environnement. La parenthèse de la « relance Covid » est bien refermée et, surtout, l'urgence de la transition écologique s'éloigne des priorités sous l'effet de la crise agricole, née de l'inflation et des importations en provenance d'Ukraine. Les niveaux élevés d'endettement public et la perte de compétitivité accélérée de l'industrie européenne, due, notamment, au renchérissement du coût de l'énergie, s'accompagnent d'un diagnostic sans originalité : « *La compétitivité doit être le leitmotiv de l'Union pour les années à venir* », comme le claironne le PPE sur son site (25 avril 2024). Traduction : l'économie européenne, minée par des coûts sociaux excessifs, doit approfondir ses réformes structurelles pour ne pas sombrer dans la compétition mondiale.

Concession à l'air du temps, le discours libre-échangiste s'accompagne d'un durcissement interventionniste au moins verbal face aux pratiques déloyales des concurrents mondiaux, et en particulier aux « *distorsions du marché chinois* » : « *J'ai donc encouragé le*

gouvernement chinois à s'attaquer à ces surcapacités structurelles », a expliqué M^{me} von der Leyen lors de la visite du président Xi Jinping en France en mai 2024. Le soutien à la souveraineté industrielle européenne, cher au président Emmanuel Macron, est devenu celui d'une Europe plus agressive à l'échelle mondiale, bien loin de la mondialisation heureuse et béate des années 1990-2000. Austérité et libéralisation interne, timide légitimation de pratiques protectionnistes à l'échelle européenne, saupoudrée d'un argumentaire écologique voire social, et surtout investissement massif dans l'appareil militaire-industriel constituent ainsi les grandes lignes d'une nouvelle présidence von der Leyen, des orientations partagées par les principales forces politiques. Cette économie kaki, à défaut de relance verte, s'est dès 2022 accompagnée d'un nouveau discours sur l'identité européenne, définie avant tout par des oppositions : antirusse, antichinoise et anti-islamique, chacun de ces pôles présentant des traits variables selon les acteurs, les enjeux et les moments.

Mais apaiser les forces « postlibérales » et cimenter la cohésion d'un espace objectivement hétérogène, que ce soit sur les plans économique, politique ou religieux, appelle un moteur idéologique plus puissant encore : l'affirmation d'une spécificité, voire

Valeurs, traditions et pragmatisme

À L'OPPOSÉ, la réalité concrète des politiques migratoires toujours plus restrictives promues par les principaux acteurs, M^{mes} Meloni et von der Leyen en premier lieu, définit désormais une Europe fermée aux populations du Sud. Dans cette Europe conservatrice, où la défense résume l'action publique volontariste, les valeurs « traditionnelles », centrées sur la famille, gagnent du terrain. « *Les idéologies telles que l'idéologie du genre nient la réalité biologique et sociale et sapent l'identité des citoyens* », explique le site du groupe ECR, lequel a « *placé le sort des chrétiens persécutés au premier plan de l'agenda de la politique étrangère de l'Union* ». Paradoxalement, la convergence des libéraux économiques avec les droites radicales rapproche l'idéologie européenne en gestation du fonds intellectuel nationaliste conservateur dont se nourrissent depuis plusieurs années des dirigeants comme M. Donald Trump, M. Vladimir Poutine ou, dans un autre contexte idéologico-religieux, M. Narendra Modi.

En somme, M^{me} von der Leyen fédérerait, par la magie d'un positionnement euro-nationaliste pragmatique, plusieurs pôles souvent opposés au niveau national (7). D'abord les « démocrates », surreprésentés à l'Ouest dans les professions qualifiées à fort capital cultu-

d'une supériorité, de la civilisation européenne, définie en termes volontairement vagues (6). M^{me} von der Leyen excelle dans cet exercice. Les différentes forces politiques peuvent se reconnaître dans un discours qui ne tranche pas entre « Europe des valeurs » (démocratique, écologique et sociale) et « Europe ethnico-religieuse ». Cette dernière s'impose comme une définition implicite dans plusieurs pays d'Europe centrale et explicite au sein des forces dites « populistes », comme le parti Droit et justice (PiS) polonais, membre du groupe des Conservateurs et réformistes européens (ECR) que M^{me} von der Leyen a ouvertement courtoisé. Deux conceptions de l'Union européenne potentiellement opposées, mais en pratique indissociables, coexistent ainsi grâce au flou entretenu par la présidente de la Commission. Dans les traditions de gauche et écologiste, même très modérées comme en Allemagne, voire dans la démocratie chrétienne « traditionnelle », l'Europe politique n'a pas d'ancrage ethnique ou religieux et se définit avant tout à partir des droits, sans limite géographique claire a priori. Ainsi conçue, l'Europe pourrait s'étendre potentiellement de l'Atlantique à l'Oural (ou au moins à Odessa), voire au-delà, et en principe intégrer une future Turquie « démocratique », comme elle se prépare à intégrer la Bosnie-Herzégovine majoritairement musulmane.

La « grande coalition » sociale et politique

rel et qui, face à la menace autoritaire « russo-chinoise », projettent sur le monde le fantasme d'une « Europe des valeurs » ; en outre, les classes populaires et moyennes dont de larges secteurs font porter aux migrants le poids de leurs frustrations face aux réformes néolibérales et aux inégalités criantes ; enfin, les groupes sociaux économiquement dominants et leurs appuis intellectuels et médiatiques, qui continuent d'impulser ces politiques destructrices pour la cohésion sociale.

Cette « grande coalition » sociale et politique en gestation a probablement remporté le scrutin du 9 juin.

(1) Peter Kuras, « The aristocratic ineptitude of Ursula von der Leyen », *Foreign Policy*, Washington, DC, 30 avril 2021.

(2) Lire David Teurtrie, « Comment la Russie surmonte les sanctions », *Le Monde diplomatique*, juin 2024.

(3) Christoph B. Schiltz, « Scholz verhinderte von der Leyen – nun ist ein Niederländer Favorit als Nato-Chef », *Welt am Sonntag*, Berlin, 22 février 2024.

(4) Guillaume Sacriste, *Le Parlement européen contre la démocratie*, Presses de Sciences Po, Paris, 2024.

(5) Lire Grégory Rzepski, « Droites en fusion », *Le Monde diplomatique*, juin 2024.

(6) Lire « L'illusion du nationalisme européen », *Le Monde diplomatique*, mars 2023.

(7) Cf. Bruno Amable et Stefano Palombarini, *L'illusion du bloc bourgeois*, Raisons d'agir, Paris, 2017.

* Professeur de sociologie à l'École normale supérieure Paris-Saclay.

COMMENT LE RAIL POURRAIT SAUVER LES GRANDES AGGLOMÉRATIONS

Les trains régionaux, un retard français

En France, les aires métropolitaines ne cessent de s'étendre et, avec elles, les frontières invisibles entre ville-centre et périphérie. Pour relier l'une à l'autre, les trains express ont démontré leur efficacité partout en Europe mais ils tardent à se développer dans l'Hexagone, Paris excepté. Entre deux proclamations sur l'urgence écologique, les pouvoirs publics entravent le rail.

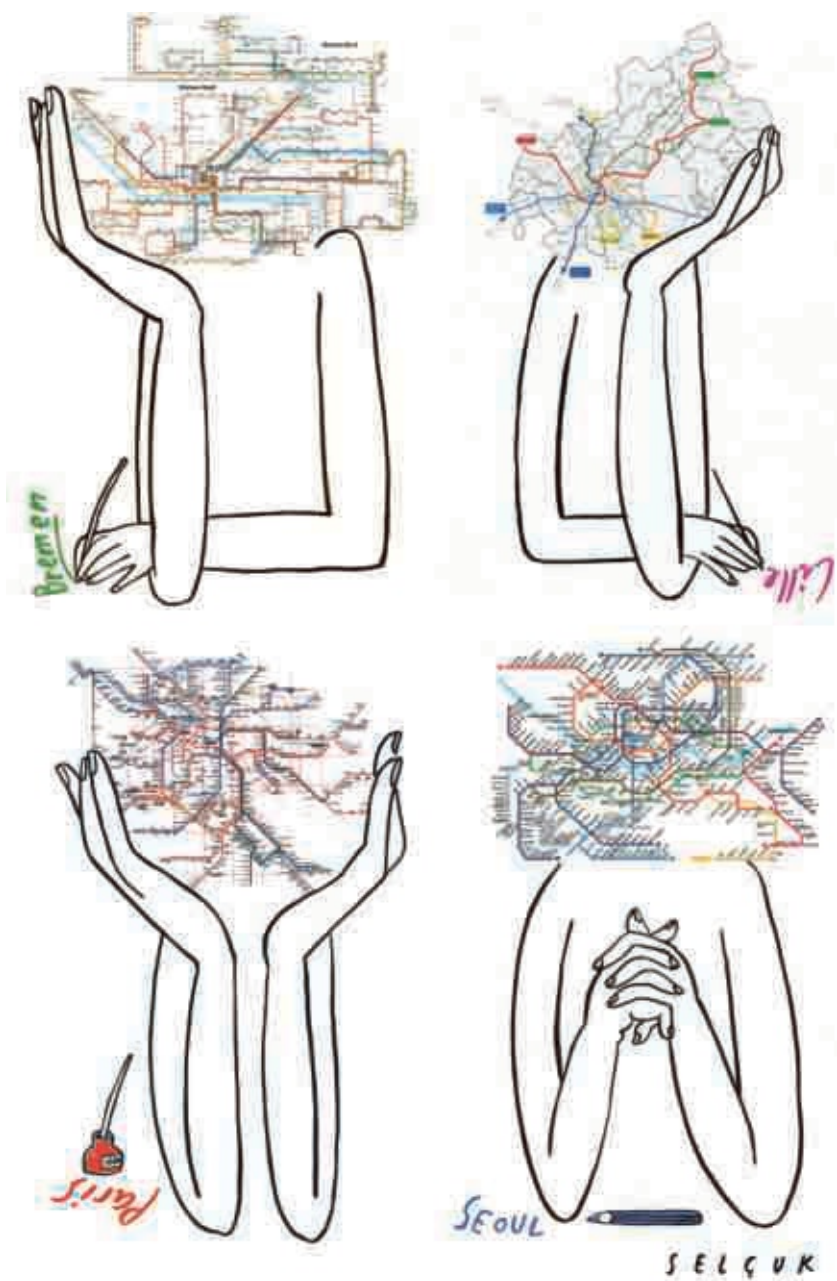
PAR VINCENT DOUMAYROU *

EN gare de Lille Flandres, un jour de semaine, en soirée. Les annonces rappellent aux voyageurs l'obligation d'étiquetage des bagages, mais de voyageurs, il n'y a plus guère, et pour cause : le bâtiment historique ferme à 21 heures, les trains au départ se font bien rares et la gare semble assoupie. Le dernier train TER (transport express régional) pour Villeneuve-d'Ascq part à 22h08, pour Roubaix et Tourcoing à 22h09, pour Armentières à 22h13, pour Seclin, ultime TER de la soirée, à 22h27(1). Dans la métropole, les voies ferrées traversent les villes de Lomme et de Lambersart, presque trente mille habitants chacune, sans aucune halte ; celles de Croix, Wasquehal et La Madeleine, vingt mille habitants chacune, n'ont qu'une desserte rachitique. Ainsi, dans l'une des plus grandes agglomérations de France (1,18 million d'habitants), l'une des plus aptes à une offre ferroviaire massive, le TER n'assure que 0,4% des déplacements des habitants de la métropole(2).

À la même heure, la gare principale de Brême, dans le nord de l'Allemagne, ressemble à une ruche. Le train de grandes lignes pour Oldenburg est annoncé au départ, les liaisons avec Hambourg ou Hanovre circulent même après minuit, et le ballet des rames du réseau express régional (RER) ne s'interrompt jamais(3). La différence avec Lille saute aux yeux – Brême, 570000 habitants, est pourtant beaucoup moins peuplée. Ce contraste traduit l'absence de RER en France en dehors de la capitale, alors qu'on en trouve dans une

quinzaine de villes allemandes. À l'origine propre à l'Île-de-France, la notion de RER désigne par extension un système de transport ferroviaire de desserte des grandes agglomérations qui se caractérise par des trains fréquents et cadencés, traversants – ils vont d'un bout à l'autre de l'agglomération sans terminus en gare centrale – et ayant une communauté tarifaire avec les transports urbains(4).

Les milieux dirigeants expliquent les succès ferroviaires de l'Allemagne par la libéralisation, en vigueur depuis 1996, mais la présence des RER tient à des choix d'aménagement très antérieurs. Dès 1882, dans un pays en pleine croissance industrielle et démographique, on inaugure une ligne qui traverse Berlin et relie la gare de Charlottenbourg à la gare de Silésie (*Ostbahnhof*) : le premier RER du pays. Le concept gagne Hambourg en 1906, puis, après la seconde guerre mondiale, la région de la Ruhr, Cologne, Leipzig, etc. Des gares en terminus sont équipées de lignes d'interconnexion souterraine, à Munich en 1972, lors des Jeux olympiques, et à Francfort-sur-le-Main en 1978, ce qui permet aux trains de traverser l'agglomération et donc des liaisons plus rapides. Le principe a ensuite été transposé dans des villes de taille plus modeste, comme Hanovre en 2000. Les réseaux génèrent d'énormes trafics : jusqu'à 250 millions de déplacements annuels avec le seul RER de Hambourg – ville de taille comparable à Lyon –, soit un niveau identique à celui des TER de toute la France.



puie[nt] prioritairement sur un renforcement de la desserte ferroviaire». Mais à Lille, où la gare en terminus empêche l'exploitation de trains traversants, le projet de réseau express des Hauts-de-France demeure relativement lointain.

La question se pose aussi à Toulouse. Le «grand village» des années 1960 a grandi hors de proportions, au point de générer de spectaculaires embouteillages. Les deux lignes de métro présentent le travers de ne desservir que la commune, ou presque et, dans l'agglomération, la voiture assure 60% des déplacements selon l'universitaire Bruno Revelli. Le contraste entre une ville très bien desservie par les transports publics et le reste de l'agglomération, où règnent l'habitat pavillonnaire et la voiture, est sans doute plus marqué qu'ailleurs.

Fondée en 2018, l'association Rallumons l'Étoile milite pour la création d'un RER toulousain. Elle organise des réunions publiques, diffuse des tracts, publie des rapports d'expertise. Au nombre de ses adhérents, elle compte une trentaine de communes, qui rassemblent une population totale de 181000 habitants, ainsi que quinze entreprises et plus de 900 citoyens. Les revendications de l'association se heurtent à l'incapacité de l'État et de SNCF Réseau d'assurer le financement du réseau ferré et, plus généralement, à des institutions qui se renvoient la balle. La région Occitanie objecte qu'elle a déjà fortement accru l'offre autour de Toulouse, et sa présidente, M^{me} Carole Delga, se dit «déterminée à voir aboutir ce projet de développement massif(...) de l'étoile ferroviaire de Toulouse(8)»... mais, comme le remarque Juliette Maulat, maîtresse de conférences en urbanisme et en aménagement, M^{me} Delga semble «tirillée» entre deux options : d'un côté, mettre en place un système de trains à bon marché, desservir plus finement le territoire, accroître les liaisons rapides avec les villes moyennes comme Montauban ou Albi ; de l'autre, construire des lignes à grande vitesse.

Au mois de janvier, la région a publié un document, de concert avec la métropole de Toulouse et le département de la Haute-Garonne, et se déclare candidate auprès de l'État à la mise en place d'un SERM. Le schéma prévoit un renforcement progressif des fréquences ferroviaires, mais aussi la «création de gares terminus aux bornes de l'aire urbaine toulousaine», par exemple à la station La

Vache, en correspondance avec l'actuelle ligne B et la future ligne C du métro... Ces terminus recréeraient les trains de banlieue traditionnels et leurs culs-de-sac dans les gares ; «Toulouse avec le RER, ce serait Paris avant le RER», résume M. Benoît Lanusse, président de Rallumons l'Étoile.

Retour à Brême. La ville hanséatique tire fierté de sa cathédrale, de la statue de Roland et de celle des Musiciens, inspirée du conte de Jacob et Wilhelm Grimm. Très industrialisée, elle compte un port fluvial, une usine Daimler-Benz et la

brasserie Beck's, mais aussi, rêve d'électeur écologiste, huit lignes de tramway, le Bürgerpark, son jardin public qui jouxte la gare centrale, et des rives de la Weser rendues aux piétons et aux cyclistes. Un trajet sur cinq s'effectue à bicyclette, 15% à pied, 17% en transport public : l'utilisation de la voiture particulière est minoritaire(9).

Quant au RER, M. Ingo Franssen, membre de Pro Bahn, association d'usagers du train, explique que «le déclin de la construction navale, de la sidérurgie et des liaisons maritimes transatlantiques qui, dès les années 1960, ont appauvri et endetté la ville, ainsi que les projets de métro ont retardé sa mise en place(10)». L'inauguration de la Regio S-Bahn, nom officiel du RER, n'a eu lieu qu'en 2010, au terme d'une décennie marquée par un étoffement progressif des dessertes, notamment le samedi et le dimanche, la réouverture et l'électrification de la ligne entre Brême Vegesack et Farge, qui avait fermé aux voyageurs en 1961. Le réseau compte six lignes ; la première dessert dix-sept haltes situées dans le territoire de la commune, la seconde assure la liaison avec le port maritime de Bremerhaven, sur la mer du Nord, la troisième avec Oldenburg, en direction des Pays-Bas.

Le système semble toutefois montrer quelques limites. M. Mark Peter Wege, fondateur de l'association Einfach Einsteigen («monter facilement à bord»), qui défend un «tournant des transports publics», remarque que même si «le tramway de Brême est un trésor, la part modale des transports publics y reste inférieure à des villes comparables», comme Francfort, Hanovre ou Düsseldorf. Et «la ville n'a pas un véritable RER, car les trains partagent les voies avec d'autres trains», alors qu'au sens strict, la notion suppose des voies utilisées exclusivement pour la desserte urbaine, comme c'est le cas à Hambourg et à Berlin. M. Malte Diehl, de l'association Pro Bahn, explique que, dans la direction de Hanovre, circulent un train de grandes lignes, trois trains régionaux, deux RER et cinq trains de marchandises par heure de pointe et par sens : «Il n'y a sur certaines lignes qu'un RER par heure, il en faudrait au moins un toutes les demi-heures.» Or l'exploitation de trains circulant à des rythmes différents rend ardue la densification des circulations.

À la manière des musiciens de Brême

BRÊME forme avec son débouché maritime Bremerhaven un Land de deux villes ceint par le Land de Basse-Saxe, d'où des effets de frontière peu propices à l'organisation des transports publics. Cependant, les soixante-douze membres du conseil municipal la représentent également, de droit, au Parlement régional ; le *Senat* est l'organe exécutif aussi bien de la municipalité que du Land, point qui facilite les consensus. L'hôtel de ville du xv^e siècle et l'édifice des années 1960 du Parlement ont beau s'opposer par leurs styles et se faire face sur la place principale, les institutions qu'ils hébergent collaborent ; la commune a créé, avec Bremerhaven et des communes et arrondissements administratifs de Basse-Saxe, une autorité organisatrice des transports, le Verkehrsverbund Bremen/Niedersachsen (VBN), et l'intégration tarifaire permet, avec un même billet, de prendre le RER, les autobus ou les tramways de la société des transports urbains.

«Dans le conte Les Musiciens de Brême, les frères Grimm montrent un âne, un chien, un chat et un coq vieillissants qui parviennent, en joignant leurs efforts, à mettre en déroute une bande de voleurs», rappelle M. Henning Bleyl, de la Fondation Heinrich-Böll, proche des Verts. La solidarité compense nos faiblesses, et en vertu de ce principe, nos élus trouvent des compromis pour assurer le service de transport. Toutefois, une organisation par l'État fédéral rendrait l'offre plus cohérente.» Ainsi, la pose d'une troisième voie ferrée sur certaines lignes, qui porterait remède à la saturation, relève, aux termes de la Loi fondamentale, de la compétence du gouvernement fédéral : même en Allemagne, où les Länder disposent d'une force de

frappe financière bien supérieure à celle des régions françaises, l'État central joue un rôle fondamental pour fortifier les compromis trouvés au niveau local.

En France, pour conduire les pouvoirs publics à collaborer à la manière des musiciens de la ville de Brême, et à mettre en place les RER tant attendus, le poil à gratter d'associations comme Rallumons l'Étoile devra être particulièrement urticant.

(1) Départs constatés le 12 février 2024.
(2) «Enquête Déplacements 2016», rapport de synthèse, Métropole européenne de Lille, mars 2017, www.lillemetropole.fr
(3) RER peut se traduire par S-Bahn, abréviation du mot *Stadtschnellbahn* ou «train express urbain», mais dans cet article nous employons le terme de RER de manière générique.
(4) Lire «Quand l'État français sabote le train», *Le Monde diplomatique*, juin 2016.
(5) *Ville, Rail et Transports*, n° 508, Paris, 1^{er} décembre 2010.
(6) Christophe Keseljevic, «Pantalonnade...», *Chemins de fer*, n° 561, Paris, décembre 2016.
(7) Lionel Steinmann, «Le PDG de la SNCF demande 100 milliards sur 15 ans pour le ferroviaire», *Les Échos*, Paris, 13 juillet 2022.
(8) Gabriel Kenedi, «Carole Delga : "La Région ne peut assurer seule le financement du RER toulousain"», 8 novembre 2022, <https://actu.fr>
(9) Ces chiffres englobent les trajets quotidiens à l'intérieur, en direction et en provenance de la ville de Brême. Cf. *Verkehrsentwicklungsplan*
(10) Cf. Konrad Elmsäuser, *Geschichte Bremens*, C. H. Beck, Munich, 2007.

«Les batailles du rail» seront au menu du prochain *Manière de voir*. De nombreuses cartes et articles permettront d'explorer les ressorts passés et à venir du chemin de fer, avec des illustrations sur tous les continents. *Manière de voir* n° 196 (août-septembre) en kiosques et sur notre site à partir du 17 juillet.



* Auteur de *La Fracture ferroviaire*, L'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2007.

FRANCE, DE LA CRISE AU CHAOS POLITIQUE

N'y a-t-il pas quelque chose d'hypocrite à notre surprise ? Une crise institutionnelle, le Rassemblement national (RN) premier parti de France, un « grand jeu » politique : la conjoncture des dernières semaines s'inscrit dans une histoire d'au moins quarante ans. Le reniement des classes dirigeantes (*lire pages 1, 6 et 7*), leur morgue culturelle (*lire page 13*), leur mépris social et leur

séparatisme spatial (*lire pages 10 et 11*) ont fait le lit du RN. Aujourd'hui, sa xénophobie et son antiféminisme (*lire pages 1 et 12*) ne rebutent plus certaines élites (*lire page 8*). À la tête d'un État dont les classes populaires se défient (*lire page 9*), le président affaibli tente, lui, d'improviser. Mais, comme le montre son bilan diplomatique, cette méthode a des limites (*lire ci-dessous*).

Aux yeux du monde

PAR GRÉGORI RZEPSKI

L'ANNONCE de la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin conforte l'impression d'un chef de l'État aux décisions impulsives, erratiques et souvent désastreuses. En matière de politique étrangère, les toquades du président de la République font planer chez les adversaires comme parmi les alliés un doute sur le sérieux et la stabilité de la diplomatie française (1). Car M. Emmanuel Macron a volé vers toutes les régions du monde pour dispenser des leçons ou proposer des plans boiteux, avec une réussite presque nulle.

L'AFRIQUE ? UN « NON-SUJET »

« *Le kwassa-kwassa pêche peu, il amène du Comorien.* » Le 1^{er} juin 2017, les embarcations des migrants vers Mayotte inspirent un bon mot à M. Macron. Le tollé ne l'empêche pas de récidiver six mois plus tard lors d'une conférence à l'université de Ouagadougou aux côtés de M. Roch Marc Christian Kaboré. Tandis que le président burkinabé a dû s'absenter, le Français amuse l'auditoire. « *Il est parti réparer la climatisation !* » À une étudiante qui l'interroge au cours de la même conférence sur les armées hexagonales dans la région, M. Macron réplique, cette fois sans rire : « *Ne venez pas me parler comme ça* » et, dans un coup de menton, « *Vous ne devez qu'une chose aux soldats français : les applaudir.* »

Depuis, ces militaires ont quitté le Burkina Faso, mais aussi le Mali, le Niger, et M. Macron suit un cheminement illisible. Un an à peine après avoir condamné le putsch qui a renversé le président malien Ibrahim Boubacar Keïta en août 2020, il se précipite à N'Djamena adouber M. Mahamat Idriss Déby Itno – auteur d'un coup d'État au Tchad après la mort de son père en avril 2021 –, alimentant les soupçons de « deux poids, deux mesures ». Puis, malgré l'échec malien et la destitution de M. Kaboré en janvier 2022, M. Macron s'acharne à en découdre au Sahel contre un ennemi insaisissable, ce qui contribue à la déstabilisation du Niger et au renversement du président Mohamed Bazoum en juillet 2023.

Le 20 juin dernier à l'Élysée, le chef de l'État français recevait son homologue sénégalais. Très critique de la présence de l'armée tricolore dans son pays, M. Bassirou Diomaye Faye pourrait aussi vouloir remettre en cause le franc CFA, dont le président Macron assurait en 2017 qu'il était un « *non-sujet* »... avant d'en accepter une réforme (limitée) en 2019. Pour les nouveaux dirigeants du Sénégal, comme pour de nombreux économistes africains, c'est l'existence même de la devise qui compromet le développement. En ce domaine, plus généralement, M. Macron n'a pas tenu sa promesse de porter à 0,55 % du revenu national en 2022 l'aide française. Et ce poste budgétaire – qui bénéficie en priorité à l'Afrique – sera le plus affecté (à hauteur de 800 millions d'euros) par les réductions de crédits décidées en avril.

IMPASSES MÉMORIELLES

« *Oui, la colonisation est un crime contre l'humanité.* » Le candidat d'En marche ! avait ravi les Algériens début 2017. Devenu président il suscite leur colère lorsqu'en 2021 il doute de l'existence d'une



AARON JOHNSON. – « Dances With Wolves » (Danse avec les loups), 2019

nation algérienne avant cette colonisation. La provocation passe mal. D'autant plus mal auprès du peuple qu'en 2019 M. Macron avait approuvé la prolongation du quatrième mandat du président Abdelaziz Bouteflika : une preuve supplémentaire de l'appui de Paris à l'autoritarisme qui sévit dans le pays. Le président français n'a pas davantage pris la mesure des équilibres délicats avec Alger et Rabat. Ses prédécesseurs veillaient à ne pas donner l'impression de préférer l'un à l'autre. Lui alterne avec désinvolture les petits gestes à l'attention des deux parties, sans jamais en contenter aucune... L'Algérie et le Maroc s'accordent au moins pour juger que le Maghreb ne figure plus parmi les priorités françaises.

L'ORIENT CONTRARIÉ

Au Proche-Orient, M. Macron a cherché à se distinguer par des positions détonantes, y compris pour des alliés historiques de la France. Fin octobre, à Jérusalem, sur les bons conseils de Bernard-Henri Lévy mais sans se concerter avec le Quai d'Orsay, il propose de « *bâtir une coalition régionale et internationale pour lutter contre les groupes terroristes qui nous menacent tous* ». Un communiqué de l'Élysée enfonce immédiatement le clou : « *Il s'agit de s'inspirer de la coalition internationale contre Daech et de voir quels aspects sont répliquables contre le Hamas.* » De quoi convaincre plusieurs capitales arabes d'un abandon, cette fois-ci définitif, par la France de sa diplomatie traditionnelle dans la région. M. Macron, qui n'a toujours pas accepté de reconnaître l'État de Palestine, invente sans cesse de nouvelles objections, alors que plusieurs pays européens ont franchi le pas : fin mai, il explique ne pas vouloir le faire « *sous le coup de l'émotion* » ; le lendemain, au téléphone, il pose comme préalable au président Mahmoud Abbas la réforme de l'Autorité palestinienne.

À Beyrouth, juste après l'explosion du port le 4 août 2020, il adresse un ultimatum à la classe politique locale pour que le pays se dote enfin d'un gouvernement. « *Si les promesses ne sont pas tenues d'ici octobre, menace-t-il, il y aura des conséquences.* » Un mois plus

tard, alors que la situation n'a en rien changé, il joue la partition de l'homme en colère et accuse les dirigeants libanais de « *trahison* ». Ils auraient livré leur pays « *au jeu des puissances étrangères* »... De fait, c'est plutôt au président français que des millions de Libanais reprochent encore aujourd'hui son ingérence et sa suffisance. Quelques mois à peine avant son aventure libanaise, M. Macron avait déjà remballé ses velléités de médiation sur le nucléaire iranien, face aux pressions de l'administration Trump (2).

UNE STRATÉGIE PACIFIQUE ?

En 2019, le ministère des armées publie sa stratégie de défense en Indo-Pacifique. Si sept des douze territoires ultramarins français se trouvent entre océan Indien et Pacifique sud, la démarche revient surtout à s'aligner sur les Américains, les Australiens et les Britanniques face à la Chine. Mais, en septembre 2021, ces « alliés » concluent dans son dos le pacte Aukus (pour Australia, United Kingdom et United States), qui consiste pour Canberra à rompre un contrat de sous-marins avec le français Naval Group. Une telle humiliation diplomatique entre « partenaires » n'a guère de précédents. Six semaines avant ce camouflet, M. Macron pérorait à Papeete, où sa tournée océanienne faisait étape : « *Dans les temps qui s'ouvrent, malheur aux petits, malheur aux isolés, malheur à celles et ceux qui vont subir les influences, les incursions de puissances hégémoniques qui viendront chercher leur poisson, leurs technologies, leurs ressources économiques.* »

MACRON ET LES PICAROS

Le président de la République ne s'intéresse guère à l'Amérique latine. Il n'y effectue son premier déplacement officiel – à des fins bilatérales – qu'en 2024, au Brésil. Ses prises de position ponctuelles, toujours médiatisées, renvoient souvent à des enjeux intérieurs. Au G7 de Biarritz en 2019, par exemple, il provoque un esclandre avec le Brésilien Jair Bolsonaro – qu'il accuse de mentir sur l'environnement – et pose en rempart à l'extrême droite. La même année, il s'efforce de complaire à M. Donald Trump en reconnaissant le président de l'Assemblée nationale Juan Guaidó comme chef de l'État vénézuélien par intérim, au détriment de M. Nicolás Maduro. Son alignement sur les États-Unis rompt alors avec la doctrine française de reconnaissance des États – non pas des régimes –, et ruine ses capacités de médiation dans le sous-continent. Fin 2022, toutefois, le brut vénézuélien peut contribuer à remplacer le russe sous sanctions : le Français redonne donc du « président » à M. Maduro lorsqu'il le rencontre en Égypte à une conférence des Nations unies sur le climat.

« DES MECS À ODESSA »

« *De toute façon, dans l'année qui vient, je vais devoir envoyer des mecs à Odessa* » (15 mars 2024). *Le Monde* rapporte comment, dans la nuit du 21 février, « *un verre de whisky à la main* », M. Macron se serait confié auprès de quelques convives. Cinq jours plus tard, lors d'une conférence de presse, il envisage l'envoi de troupes au sol en Ukraine. Des médias français au garde-à-vous l'encouragent à la surenchère. « *On doit permettre [aux Ukrainiens] de neutraliser les sites militaires d'où sont tirés les missiles* », déclare-t-il en Allemagne le 28 mai, avant de faire savoir que la France se préparerait à envoyer des instructeurs militaires et à constituer ainsi une coalition de pays volontaires pour former, sur le terrain, les troupes ukrainiennes. Le 5 juin, il devient carrément lyrique, à la veille des commémorations du débarquement de Normandie : « *Je sais notre pays fort d'une jeunesse audacieuse, vaillante, prête au même esprit de sacrifice que ses aînés.* »

Au début du conflit en Ukraine, le président français engageait ses alliés à « *ne pas humilier la Russie* ». Là aussi, il semble confondre « *ambiguïté stratégique* » et navigation à vue.

(1) Lire Dominique de Villepin, « La guerre n'est pas le plus court chemin vers la paix », *Le Monde diplomatique*, juin 2024.

(2) Anne Gearan et John Hudson, « Trump's strong-arm foreign policy tactics create tensions with US friends and foes », *The Washington Post*, 20 janvier 2020.

SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGES 6 ET 7 : Nous y sommes, suite de l'article de Benoît Bréville, Serge Halimi et Pierre Rimbart.

PAGE 8 : L'élite de l'extrême droite, par François Denord et Paul Lagneau-Ymonet.

PAGE 9 : Vous avez dit « sentiment d'abandon » ?, par Benoît Coquard et Clara Deville.

PAGES 10 ET 11 : À Montargis, des émeutes aux urnes, par Cédric Gouveneur. Les beaux esprits contre la France moche, par Fabrice Raffin.

PAGE 12 : Sur les réseaux sociaux, des hommes, des vrais, suite de l'article d'Anne Jourdain.

PAGE 13 : Une fièvre d'ordre, par François Bégaudeau.

Nous y sommes

(Suite de la première page.)

Il convertit la colère suscitée par une oligarchie libérale ou socialiste devenue gestionnaire de la mondialisation en un ressentiment dirigé, vers le haut, contre ses dirigeants successifs, ses alliés intellectuels et médiatiques et, vers le bas, en une haine inquiète envers certains des plus fragiles : les travailleurs arabes « qui occupent nos emplois » pendant la première vague de chômage de masse, puis les musulmans « qui menacent nos valeurs » après le 11 septembre 2001 et, plus encore, après les attentats terroristes en France (2012-2016). Le succès de l’extrême droite a pour condition – insuffisante – le chômage, la précarisation du travail, la désorganisation de la vie et l’incertitude de l’avenir qu’ils engendrent. Mais il découle aussi d’une instrumentalisation politique cynique. Parce qu’elle imagine le FN puis le RN inéligibles, la classe dirigeante espère se faire réélire en faisant campagne contre la formation paria, non sans avoir préalablement composé avec ses priorités relatives à l’immigration et à la sécurité (1). Omniprésent depuis le 9 juin, le thème du « *combat contre les extrêmes* » réactive le vieux refrain du parti du juste milieu destiné à réserver au seul « *bloc central, progressiste, démocratique et républicain* », ainsi que vient de le qualifier M. Macron, le droit de diriger le pays pour l’éternité.

Car la dissolution marque aussi la fin d’un théâtre d’ombres politiques. Sa dramaturgie suit une logique dont les acteurs ont accepté les prémisses dès le début des années 1990 : si, premièrement, la montée des nationalismes – ici, celle du FN – est largement le sous-produit politique de la mondialisation et des bouleversements, des peurs qu’elle induit et que, deuxièmement, les dirigeants politiques jugent néanmoins celle-ci inévitable, voire souhaitable, alors la vie démocratique doit désormais battre au rythme d’une priorité scandée scrutin après scrutin : empêcher l’extrême droite d’accéder au pouvoir, lui « faire barrage ». Au fil des ans, le FN puis le RN ont ainsi constitué une rente pour les partis traditionnels, qui bénéficiaient déjà d’un mode de scrutin taillé à leur avantage : jusqu’en 2022, le RN ne disposait que d’une poignée de parlementaires ; aujourd’hui encore il ne contrôle l’exécutif d’aucune des treize régions françaises. En somme, les formations de l’« arc républicain » se sont présentées alternativement contre le FN-RN avec la quasi-certitude de l’emporter et la faculté de se désintéresser des racines de son succès.

« LA SEULE INTERNATIONALE DE STYLE FASCISTE EST ROUGE ET NON PAS BRUNE », JUGE RAYMOND ARON EN 1983

Mettre en avant la frange de militants et de cadres frontistes ouvertement racistes sert alors de prétexte pour éliminer du jeu électoral la part, croissante, des classes populaires puis des classes moyennes qui utilisent ce parti rejeté pour exprimer leur rejet des partis. Les électeurs du FN ou plus tard du RN effarouchaient un instant les élites avant d’être renvoyés, comme les abstentionnistes, au néant politique. L’exigence « républicaine » de contourner la « démocratie », sujette aux peurs, menacée par des passions politiques sans nuance, plus récemment par les fausses nouvelles et les ingérences étrangères, a permis de justifier les verdicts d’experts contre les choix populaires. Bien au-delà du seul vote pour l’extrême droite, le mépris des suffrages « populistes » tint lieu de vertu politique : les exigences de Bruxelles, Moody’s et McKinsey s’imposent plus spontanément comme l’évidence aux anciens élèves de Sciences Po, de l’École nationale d’administration (ENA) ou de Polytechnique que celles des 54,8 % de « non » au référendum du 29 mai 2005, des « gilets jaunes », des soignants, des grévistes, des 70 % de Français opposés à la dernière réforme des retraites... Durant ces décennies, des responsables politiques de droite comme de gauche ont pourtant montré qu’ils pouvaient encore agir vite et fort, écarter les règles européennes qu’ils avaient présentées comme intangibles lorsque leurs adversaires réclamaient qu’ils les transgressent, mais uniquement afin que tout continue comme avant. On négocia de nouveaux traités de libre-échange, on renfloua les banques, on finança l’économie pendant la pandémie.

Le cas français n’est pas une exception, tant les grandes orientations économiques et sociales des pays occidentaux s’accordent au même diapason. La mise en concurrence universelle des ouvriers, des employés, des cadres puis des services publics a partout tracé les mêmes oppositions nationales entre stables et précaires, actifs et chômeurs, métropoles connectées et territoires abandonnés, classes cultivées et non-diplômés (2). Et, sous des formes diverses, la même montée en puissance de formations d’extrême droite plaçant pour un capitalisme national dirigé par des élites locales. Le développement du FN présente toutefois des spécificités. Suivre le méandre qui conduisit de la fermeture d’une usine, d’un bureau de poste, d’une perte de pouvoir d’achat, aux 31,4 % des suffrages exprimés le 9 juin en faveur d’un parti xénophobe implique de revisiter le comportement des élites de tous bords qui, pendant quarante ans, ont vécu comme une divine surprise la présence d’un croquemitaine qu’il suffisait d’écarter indéfiniment du jeu pour que leur joie demeure.

Le 24 avril 1988, M. Jean-Marie Le Pen, qui vient de réunir 14,39 % des suffrages au premier tour de l’élection présidentielle, célèbre à la télévision le « *grand élan de la renaissance nationale* » qui emportera les « *tenants du déclin et de la décadence* ». Il talonne de deux points l’ancien premier ministre Raymond Barre et écrase le communiste André Lajoinie (6,76 %). Depuis sa fondation en 1972, le FN défend un programme d’extrême droite classique mêlant rejet de la Révolution française, anticommunisme forcené, renvoi des immigrés et rétablissement de la peine de mort. L’ordre moral n’est pas oublié : patriarcal, le FN est furieusement opposé à la liberté d’avorter et aux droits des minorités sexuelles. Sur le

Orientation politique du chef du gouvernement et du PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

- Gauche
- Centre droit
- Droite

1. Edith Cresson
2. Pierre Bérégovoy
3. Bernard Cazeneuve
4. Gabriel Attal

Sources : ministère de l’intérieur ; Laurent de Boissieu, www.france-politique.fr

plan économique, il s’oppose au marxisme, à l’économie mixte que défend Valéry Giscard d’Estaing au ministère des finances (1959-1966, 1969-1974), puis à son libéralisme économique lorsqu’il devient président (1974-1981). Il entend concilier économie nationale (protectionnisme) et démantèlement de l’État social, baisse des impôts et suppression de la Sécurité sociale, retraites par répartition et privatisations massives. Un programme inspiré à la fois par le président américain Ronald Reagan, en compagnie de qui M. Le Pen s’évertue à se faire photographier, et par le dictateur chilien Augusto Pinochet, dont il soutient qu’« *il a sauvé son pays* ».

Le premier succès national du Front remonte aux européennes de 1984 (11 %) : M. Le Pen obtient ses meilleurs résultats chez les petits patrons et les cadres diplômés de l’enseignement technique et commercial ainsi qu’au sein d’une bourgeoisie réactionnaire souvent catholique et nostalgique de l’Algérie française. Quatre ans plus tard, une part croissante (27 %) des artisans, commerçants et chefs d’entreprise menacés par la désindustrialisation rejoint l’électorat frontiste, et avec elle une proportion significative (19 %) d’ouvriers. Ce coudoisement de populations aux intérêts divergents persistera pendant deux décennies.

Le contexte porte le parti plus que son programme. Dès l’élection de François Mitterrand, la question, sociale, des travailleurs immigrés et de leurs enfants est reformulée en un problème d’ordre public et de sécession ethnico-religieuse. Les conflits de 1982-1984 dans les usines automobiles, où les licenciements s’enchaînent par milliers, soulèvent une houle xénophobe dans la presse conservatrice. Le premier ministre socialiste Pierre Mauroy la conforte lorsqu’il évoque en janvier 1983 « *des travailleurs immigrés (...) agités par des groupes religieux et politiques* ». Un chômage de masse qui frappe en priorité les ouvriers spécialisés d’origine immigrée, le désarroi du gouvernement de gauche, la surenchère de la droite sur le thème du désordre et de la délinquance, la forte audience médiatique des thèmes liés à l’immigration et à l’insécurité favorisent le décollage électoral du FN : 11,26 % dans le XX^e arrondissement de Paris en mars 1983 avec comme programme : « Immigration, insécurité, chômage, fiscalisme, ras-le-bol ! » L’automne suivant, c’est l’élection municipale de Dreux et les 16,72 % du FN. « *La seule Internationale de style fasciste est rouge et non pas brune* », estime néanmoins l’intellectuel modéré de référence Raymond Aron, dont on prétend qu’il ne s’est jamais trompé. Que « *quatre compagnons de [Jean-Marie] Le Pen* » siègent au conseil municipal de Dreux lui « *semble moins grave que d’accepter quatre communistes au conseil des ministres* ». De son côté, la gauche socialiste réplique à cette progression sur le terrain culturel plutôt que social : ses médias célèbrent la « culture beure » et le Parti socialiste (PS) parraine SOS Racisme, dont nombre de cadres le rejoindront. L’un d’eux, M. Harlem Désir, dirigera même le PS au début du quinquennat de M. François Hollande, avant de devenir sous-ministre des affaires européennes.

Le FN devient l’épouvantail indispensable des socialistes : il permet de remobiliser des militants étourdis par le grand tournant libéral de 1983-1984 et crée un levier pour semer la discorde chez l’ennemi. « *On a tout intérêt à pousser le FN* », explique en juin 1984 Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales. *Il rend la droite inéligible. Plus il sera fort, plus on sera imbattables. C’est la chance historique des socialistes.* » Anticipant un raz-de-marée de droite aux élections législatives de 1986, Mitterrand fait voter le scrutin proportionnel, qui provoque l’entrée de trente-cinq députés frontistes au Palais-Bourbon. A intervalles réguliers, pour faire monter le FN et entraver ainsi les succès électoraux de la droite parlementaire, les socialistes agitent le chiffon rouge du droit de vote des immigrés aux élections locales sans jamais légiférer en ce sens. M. Le Pen doit d’ailleurs ses premiers coups médiatiques au locataire de l’Élysée. Répondant à une lettre du fondateur du FN qui s’offusque de son invisibilité médiatique, Mitterrand intervient personnellement en juin 1982 pour qu’il passe en direct au journal télévisé puis, en février 1984, qu’il soit l’invité de « L’Heure de vérité », instance médiatique de consécration politique. Le président socialiste ne voit alors en M. Le Pen qu’« *un*

notable » inoffensif. Il ne pouvait pas soupçonner qu’en 2022 la Nièvre, son fief électoral, voterait pour... M^{me} Marine Le Pen.

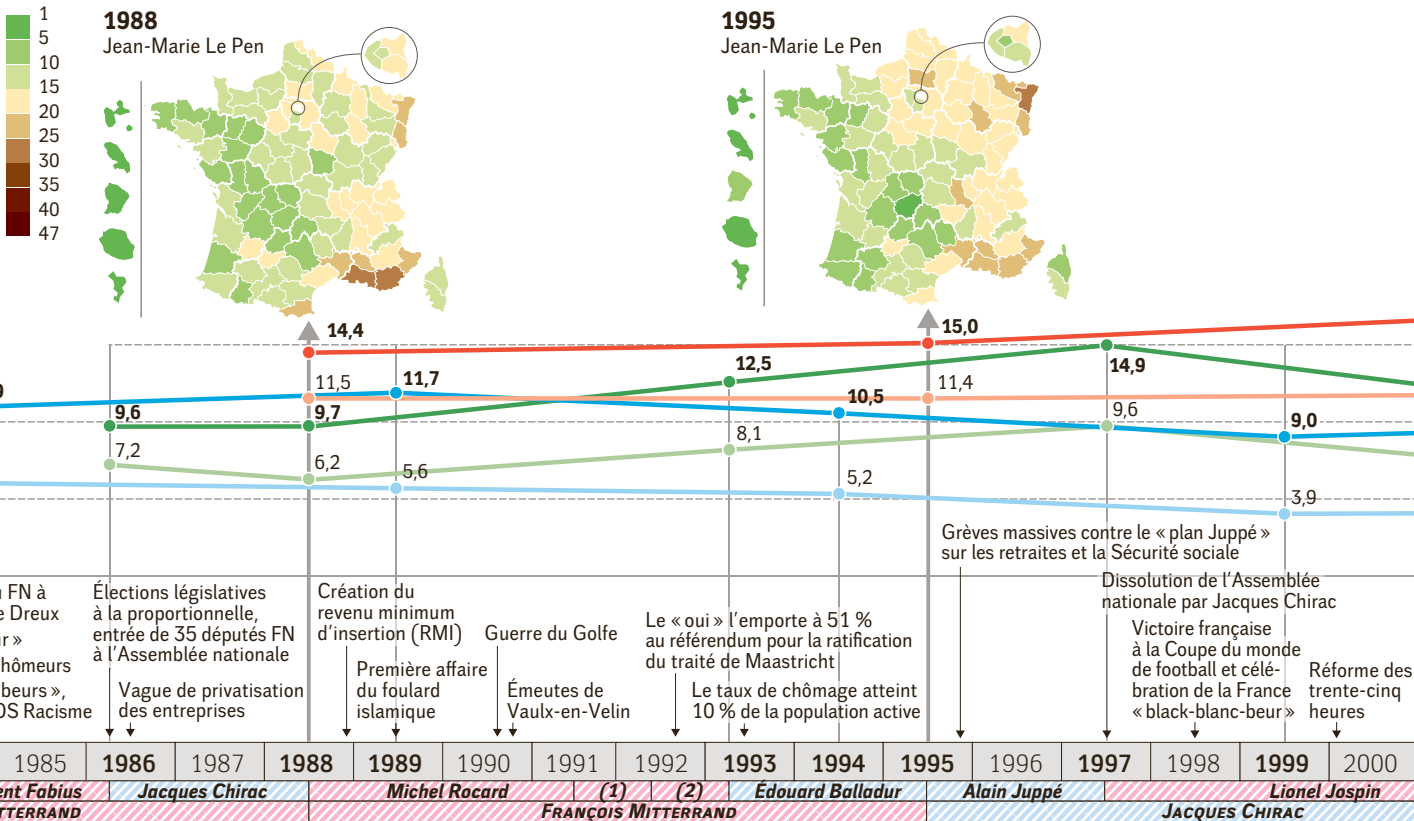
Entre-temps, le parti adopte les deux traits qui resteront sa marque de fabrique. D’une part, tirer profit des transformations du champ médiatique pour présenter l’actualité comme une validation de ses thèses. De la radicalisation sécuritaire de la droite sous la férule du couple Charles Pasqua - Robert Pandraud (1986-1988) aux émeutes de Vaulx-en-Velin en octobre 1990 commentées en direct à la télévision comme une « *Intifada des banlieues* » en passant par la première affaire du foulard islamique à Creil et la fatwa de l’ayatollah Rouhollah Khomeiny contre l’écrivain Salman Rushdie un an plus tôt, la toile de fond médiatico-politique alimente la crainte d’une deuxième génération d’immigrés moins loyaux à la France qu’à leurs origines arabes, et bientôt qu’à l’islam. D’autre part, le FN contrebalance son dogmatisme nationaliste par une déconcertante souplesse tactique. La mise en place du marché unique (1986-1993), que plébiscitent la droite et les socialistes, et la fin concomitante de la guerre froide inspirent à M. Le Pen un virage serré. Initialement favorable à une monnaie et une défense européenne communes contre la « menace » soviétique jusqu’au milieu des années 1980, il dénonce désormais « *une Europe mondialiste et tiers-mondiste* », les « *fédérastes* » de Bruxelles et les « *banquiers apatrides* » qui seraient à l’origine du traité de Maastricht, auquel il s’oppose (3). Tout comme il combattrait la politique agricole commune (PAC), les accords de libre-échange, le traité de Constitution européenne en 2005 et, deux ans plus tard, celui de Lisbonne.

Sur ce point, l’actualisation du programme économique du FN intervient dès 1992. Le parti insiste désormais sur la lutte contre le « *libéralisme sauvage* » et sur la « *notion de nouvel ordre mondial soutenue par les grandes multinationales que le sens de leurs intérêts pousse à la recherche d’un libre-échange mondial généralisé et dérégulé* ». Au moment où un « oui » étriqué au référendum de Maastricht (51 %) révèle à une classe politique et médiatique quasiment unanime la popularité très relative de l’Europe des marchés qu’elle imaginait consensuelle, le FN enterre l’ultralibéralisme de Reagan. Il se découvre défenseur des « *nombreux services publics, commissariats, maternités ou services hospitaliers* » menacés par l’Union. La dévotion proeuropéenne des milieux d’affaires, des classes cultivées, des médias et des partis de gouvernement offre alors au FN un quasi-monopole de la critique radicale d’une architecture bruxelloise de plus en plus impopulaire. À la différence de la gauche, il ne prétend pas la réformer dans le sens d’une « Europe sociale » : « *L’Union européenne est devenue un système totalitaire et son bilan est un véritable désastre économique et social : récession, délocalisations, mépris des peuples, explosion des prix depuis l’instauration de l’euro, disparition de notre agriculture (...) et de nos services publics, immigration massive, destruction de notre identité nationale* », explique l’Euro-manifeste frontiste de 2009. M^{me} Le Pen prolongera cette orientation en réclamant la sortie de l’euro, ce qui restera sa position jusqu’en 2018.

Plusieurs facteurs ralentissent périodiquement la progression de l’extrême droite. D’abord les scissions ou crises internes. Celle de 1998-1999 entre M. Le Pen et M. Bruno Mégret prive le FN de nombreux cadres et contribue à son résultat exécrable lors de l’élection présidentielle de 2002. Certes, il parvient au second tour, mais pour y recueillir moins de 18 % des suffrages, soit à peine plus qu’au premier... Le « plafond de verre » paraît alors singulièrement bas, presque rédhibitoire. Cinq ans plus tard, grâce à une campagne sur les thèmes de l’insécurité, de l’immigration et de l’identité nationale dans la foulée des émeutes de novembre-décembre 2005, le ministre de l’intérieur Nicolas Sarkozy séduit une partie de l’électorat frontiste, ramenant le score

(1) Lire Serge Halimi, « Le Front national verrouille l’ordre social », *Le Monde diplomatique*, janvier 2016.
(2) Lire le dossier « Pourquoi la gauche perd », *Le Monde diplomatique*, janvier 2022.
(3) Cité par Emmanuelle Reungoat, « Le Front national et l’Union européenne », dans Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer, *Les Faux-Semblants du Front national*, Presses de Science Po, Paris, 2015.

Vote pour un candidat d’extrême droite au 1^{er} tour de l’élection présidentielle en % des suffrages exprimés





AARON JOHNSON. – « Cosmic Cowboy With a Black Cat » (Cow-boy cosmique avec un chat noir), 2020

présidentiel de M. Le Pen à 10,4 % des voix lors de sa cinquième et dernière candidature à la magistrature suprême. Pour tous, le danger semble alors écarté. D'autant qu'un autre élément paraît démontrer que dorénavant les militants de gauche incarnent mieux la protestation contre les réformes néolibérales : l'embarras du FN lors des mouvements sociaux qui se multiplient.

En avril 2015, le député sarkozyste Éric Ciotti prétendait que « *le programme économique de M^{me} Le Pen est très exactement celui de M. [Jean-Luc] Mélenchon et de M. [Olivier] Besancenot* », dirigeant du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). « Très exactement », assurément pas. Mais les électorats de la droite et de l'extrême droite, proches sur les questions de l'islam et de l'immigration, divergeaient déjà de plus en plus dans leurs appréciations respectives du retour à la retraite à 60 ans, de la suppression de l'impôt sur la fortune, d'une réforme « *en profondeur* » du système capitaliste, voire d'une « *justice sociale prenant aux riches pour donner aux pauvres* ». Dans chacun de ces cas, les frontistes étaient environ deux fois plus nombreux à appuyer des réformes réclamées par la gauche de gauche et par les syndicats (4). L'alliance des droites semble alors impossible ; d'ailleurs M^{me} Le Pen n'en veut pas.

Cependant, lorsqu'il s'agit de se mobiliser contre les politiques néolibérales mises en œuvre par des gouvernements conservateurs mais aussi socialistes, le FN-RN est aux abonnés absents. Certes, les syndicats le repoussent, mais leur cause embarrasse plutôt l'extrême droite vu qu'en réunissant « Français » et immigrés elle relègue au second plan les clivages identitaires qui constituent son fonds de commerce. Qu'il s'agisse du grand mouvement social de novembre-décembre 1995, partiellement victorieux, de la réforme des retraites en 2010, de la grève des cheminots en 2014, de la loi travail en 2016, du mouvement des « gilets jaunes » en 2018 ou d'une nouvelle réforme des retraites l'année suivante, le FN-RN n'est pas dans son élément. Il doit à la fois être proche de son électorat, solidaire des protestations sociales, et rester associé au « parti de l'ordre » contre d'éventuels débordements de manifestants face à la police. Pour résoudre cette contradiction, il prétend que les politiques sociales néolibérales, qu'il combat lui aussi, sont la conséquence des traités européens que certains syndicats et militants de gauche ont soutenu, et des gouvernements successifs qu'ils ont élus pour faire barrage à l'extrême droite (2002, 2017, 2022). Le fait que dès 1992 Mitterrand et Jacques Chirac aient battu la campagne en faveur du traité de Maastricht, tout comme treize ans plus tard MM. Sarkozy et Hollande soutiendraient le traité constitutionnel européen, parut valider cette observation : entre 1981 et 2017, quatre présidents de la République, deux de droite, deux de gauche, et pourtant un même choix relatif à l'Europe alors même qu'elle déterminait un nombre croissant d'orientations économiques et sociales. « UMPS » : en apposant le sigle du principal parti de droite (Union pour un mouvement populaire, UMP) à celui du PS, l'un et l'autre associés dans la même majorité au Parlement européen, le FN-RN affichait sa singularité sans trop maltraiter la réalité.

Même adhésion aux traités européens, même majorité à Bruxelles, même combat au sein d'un « front républicain » contre l'extrême droite à l'occasion des grands scrutins : comment s'étonner que le FN-RN apparaisse comme la grande force d'alternance, et le « vote barrage » comme une coalition du statu quo au service d'un syndicat des sortants ? D'autant qu'une telle stratégie, compréhensible pour barrer la route du pouvoir à une formation extraparlamentaire et fascinante – le cas du Front populaire en 1936 –, parut moins convaincante au fil du temps. D'une part, parce que l'extrême droite se banalisait, arrondissait son propos, se prétendait même philosémita. D'autre part, parce que les partis qui se liguèrent contre elle ne cessaient de plagier des éléments-clés de son programme. Le 16 novembre 2016, M. Hollande déclare devant le Parlement réuni en Congrès : « *Nous devons pouvoir déchoir de sa nationalité française un individu condamné pour une atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation ou un acte de terrorisme, même s'il est né français, je dis bien : même s'il est né français, dès lors qu'il bénéficie d'une autre nationalité.* » M^{me} Le Pen se félicita aussitôt qu'un président socialiste opère cette distinction entre citoyens français en fonction de leur origine : « *Le FN a un programme réaliste et sérieux qui est même source d'inspiration pour François Hollande.* » Avec M. Macron, ce sera carrément Noël pour l'extrême droite : une police débridée, des manifestations interdites, une loi immigration, une autre contre le « séparatisme », l'emploi des termes « *ensauvagement* », « *décivilisation* », « *immigrationnisme* ». Cette fois, c'est le député RN Jean-Philippe Tanguy qui se réjouit : « *Le fait de valider nos thèses rend possible et probable et souhaitable aux yeux des Français notre arrivée*

au pouvoir. L'original gagne toujours sur la mauvaise copie, ou même la copie excessive concernant [le ministre de l'intérieur Gérard] Darnaudin ». Lequel avait jugé M^{me} Le Pen « *trop molle* » face à l'islamisme...

Le 11 septembre 2001, la question du terrorisme, de l'islam radical, s'installe durablement au centre des débats français. Les attentats d'Al-Qaïda inaugurent une ère d'instabilité internationale génératrice d'une hausse considérable des migrations dont l'extrême droite saura profiter. En 1980, on comptait 8,4 millions de déplacés dans le monde. Puis 17,3 millions en 1990, 19,1 millions en 2001, 41 millions en 2013. Fin avril 2024, leur nombre atteint 120 millions. Simultanément, les débats sur le voile et la burqa envahissent l'actualité, en particulier après les attentats meurtriers contre une école juive, *Charlie Hebdo*, le Bataclan, Nice, Samuel Paty, etc. Le FN ajuste alors son discours à un courant intellectuel qui, des Pays-Bas à l'Italie, présente l'islam comme un ennemi mortel de la civilisation européenne. Les chaînes d'information en continu y contribuent. Ce qui permet au FN-RN de combattre l'immigration du Sud sans trop mettre en avant des préjugés racistes, dédramatiser l'obligation, mais la défense de libertés et d'un vivre-ensemble – égalité femmes-hommes, droits des gays et lesbiennes, liberté d'expression et de caricature – qui seraient menacés par un « séparatisme » musulman dans les « territoires perdus de la République ». La convergence entre cette idéologie et la « laïcité », instituée en nouvelle religion séculière après les massacres de *Charlie Hebdo*, offre aux discours de l'extrême droite une onction républicaine.

Pourtant, l'hégémonie idéologique croissante ne se traduisait toujours pas en positions de pouvoir. La crise de 2008 et ses ondes de choc sociales allaient y remédier en étendant l'aire d'influence du FN-RN. Tandis que les contrecoups du choc pétrolier avaient, dans les années 1980, balayé les grandes usines des métropoles, la débâcle décime cette fois les établissements modestes des campagnes et des petites villes, les secteurs du bois, du carton, du matériel de transport, de l'agroalimentaire, du médicament... Des dizaines de milliers d'ouvriers perdent leur emploi dans des territoires qui n'en regorgent pas, à moins de s'éloigner de son domicile et d'alourdir sa facture automobile. L'État laisse se désintégrer ce tissu manufacturier qui avait jusque-là résisté aux délocalisations. Le fossé entre les métropoles mondialisées, rapidement remises sur pied, et le reste du pays s'accroît.

S'ensuit un sentiment d'injustice que la numérisation à marche forcée, l'austérité imposée par Bruxelles et défendue par Paris accentuent, et qui font naître une défiance envers la puissance publique (lire l'article page 9). En quelques années, écoles, gares, tribunaux, maternités, services d'urgences, centres des impôts ferment par centaines, dans les grandes villes mais sur-

tout dans les petites et les villages : entre 2011 et 2016, la moitié des bureaux de poste de la Sarthe tirent le rideau. L'État s'efface du paysage. Le FN déroule alors sans effort sa stratégie de mise en concurrence des pauvres : l'argent public ne profite pas selon lui à ceux qui le méritent, mais aux étrangers qui exploitent la protection sociale, aux banlieues qui refusent de se soumettre aux lois de la République... Fin 2014, raconte l'historienne Valérie Igounet, « *Thierry Lepaon, alors secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT), se trouve en séance de bureau confédéral de son syndicat. Il lit à haute voix un tract dont les grandes lignes sont, entre autres, un nécessaire protectionnisme et la défense des services publics par un État stratège recouvrant sa souveraineté "bradée" à Bruxelles. Il récolte l'assentiment général de ses camarades. "Il y a juste un problème", explique-t-il, "ce tract a été rédigé par des gens du Front national. Alors on fait quoi maintenant ?"* » (5) »

LA PAUPÉRISATION DES CAMPAGNES ACCÉLÈRE LE MAILLAGE TERRITORIAL DU RN

Inspiré par les thèses du géographe Christophe Guilluy sur la « France périphérique » et par les analyses du sondeur Jérôme Fourquet, ce positionnement de défenseur des exclus de la mondialisation, méprisés par les classes supérieures, est d'autant plus efficace qu'il s'appuie sur un constat juste. De fait, les élites urbaines se contentent souvent d'un rapport de villégiature avec les campagnes, dont elles ignorent les préoccupations. Or, avec la montée en puissance des enjeux environnementaux, cette France s'est transformée. Longtemps vanté comme un idéal – par opposition au citadin aliéné par le « métro-boulou-dodo » –, le modèle du petit propriétaire pavillonnaire se trouve métamorphosé en antipode par l'urgence climatique. L'avenir appartient au citoyen écoresponsable, qui se déplace à vélo, mange des légumes bio, privilégie les circuits courts et... érige sa coûteuse vertu en impératif moral. Cette nouvelle modernité progressiste, que l'austérité cantonne aux métropoles, renvoie des pans entiers du monde populaire à l'obsolescence. Ne lui restait plus qu'à mal voter... Le FN saura se tourner vers cette ruralité pour étendre son implantation, qui pendant deux décennies avait été concentrée autour de ses bastions du sud-est et du nord-est du pays.

L'indifférence de M. Macron à la ruralité, son mépris des « gens qui ne sont rien », ses grandes réformes contre les retraites, l'assurance-chômage, le code du travail, sans oublier la taxe sur les carburants, ont provoqué un soulèvement politique et populaire contre la paupérisation de la France non métropolitaine. Inédit par sa composition sociale et ses modes d'action, le mouvement des « gilets jaunes » s'est heurté à l'hostilité des médias, à la défiance d'une partie de la gauche, à la répression du gouvernement. Puis à la récupération de l'extrême droite. « *Je suis là pour vous parler au nom d'une France qui se sent humiliée parce qu'on leur a dit "vous n'êtes rien, vous êtes des riens"* », s'empare M^{me} Le Pen (Europe 1, 29 novembre 2018). *Maintenant, ça suffit : la classe politique s'est occupée prioritairement et même exclusivement de toutes les minorités possibles et imaginables dans notre pays depuis des années. Nous, nous sommes la majorité et nous méritons la considération et le respect.* »

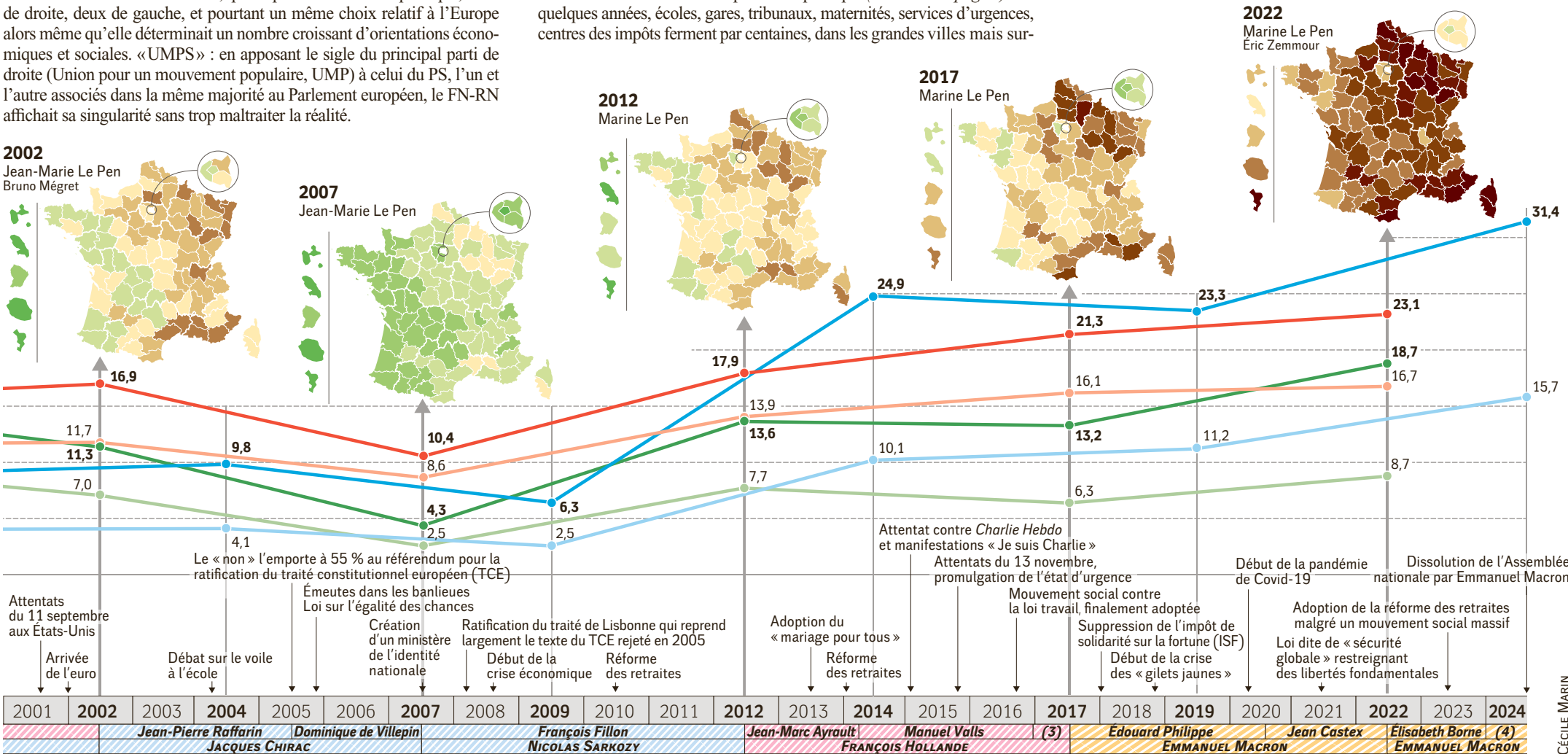
« Nous » ? L'électorat populaire dont parle M^{me} Le Pen a choisi l'abstention aussi souvent que le vote. Si une partie de celui-ci accorde ses suffrages à l'extrême droite, c'est également pour faire barrage à une mondialisation qui a ravagé le monde des ouvriers, des employés, des petites classes moyennes. Elle fait un pari assurément perdant. Car à mesure qu'il contamine la droite et le centre avec ses obsessions sécuritaires et migratoires, le parti de M^{me} Le Pen parachève sa normalisation économique, notamment sur la question européenne. Son accession au pouvoir apporterait donc à son électorat « *de petits, de sans-grade, d'exclus, de mineurs, de métallos, d'ouvrières, d'ouvriers, d'agriculteurs acculés à des retraites de misère* » invoqué le 21 avril 2002 par M. Le Pen les mesures xénophobes auxquelles certains aspirent peut-être. En revanche, cette victoire de l'extrême droite ne ferait rien pour inverser la dynamique qui les a broyés. Une gauche qui enfin s'y emploierait n'aurait donc plus aucun rival, juste un chemin semé d'embûches à éviter et une page blanche à écrire. Pari gagnant ?

C'est à présent le seul qui reste.

BENOÎT BRÉVILLE,
SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT.

(4) *Le Figaro*, Paris, 8 avril 2015.

(5) Valérie Igounet, « La conversion sociale du FN, mythe ou réalité ? », *Projet*, n° 354, Paris, octobre 2016.



L'élite de l'extrême droite

Le manque de cadres et la défiance des milieux économiques ont souvent constitué un obstacle pour le Rassemblement national. Sa normalisation sur les questions fiscales, monétaires et européennes sonne comme un appel du pied à la classe dirigeante. Comment celle-ci réagit-elle ?

PAR FRANÇOIS DENORD
ET PAUL LAGNEAU-YMONET *

LES mythologies grecque et romaine offrent un réservoir inépuisable de références à qui voudrait étaler sa maîtrise des humanités classiques. Dans son *Histoire de Rome depuis sa fondation*, Tite-Live accorde une place de choix au combat entre Horaces et Curiaces, respectivement champions de Rome et d'Albe dans la guerre que se livrèrent les deux cités entre 673 et 641 avant J.-C. Pour les premiers, la patrie passait avant tout ; ils étaient prêts à tuer leur sœur au prétexte qu'elle aurait fauté avec l'ennemi. Cet esprit de sacrifice manquait aux seconds, finalement défaits. Ils auraient, dit la légende, péché par manque de virilité.

En 2016, M. André Rougé – ancien cadre de Bouygues qui a roulé pour le Parti des forces nouvelles (PFN), le Rassemblement pour la République (RPR) puis le Rassemblement national (RN), dont il est député européen – a fondé les Horaces. Des politiques, des dirigeants d'entreprise, des hauts fonctionnaires et quelques faiseurs d'opinion forment ce club. Pour « faire la nique » aux Curiaces contemporains, ils fournissent aux partis d'extrême droite des idées, des propositions ou des projets de loi, ainsi que des éléments de langage. M. Jean Messiha, énarque, ancien administrateur du ministère de la défense, fondateur en 2020 de l'Institut Apollon, s'est fait le zéléteur de cet aréopage réactionnaire sur CNews, tantôt avec la casquette RN, tantôt sous la bannière du parti de M. Éric Zemmour, Reconquête.

Au-delà de ce cénacle, sur qui, parmi les autorités politiques, économiques, administratives et culturelles, l'extrême droite pourrait-elle compter pour exercer le pouvoir ? Le Front/Rassemblement national a toujours manqué de cadres. Ses succès électoraux le placent désormais en position d'offrir postes, places et carrières. Pour comprendre quelles fractions des classes dirigeantes accepteront de les occuper, il faut rembobiner, et élargir la focale.

En 1983, Patrick Buisson, journaliste de *Minute* et future éminence grise de M. Nicolas Sarkozy, publiait *Le Guide de l'opposition* (Intervallés) pour « former maillon après maillon la chaîne de la résistance à l'emprise idéologique de l'État socialiste ». Il recensait près de dix mille noms et trois mille adresses d'associations, de clubs, de journaux (*Le Figaro Magazine*, *Valeurs actuelles*...), de partis (le RPR, l'Union pour la démocratie française, UDF, et le Front national, FN...), ou de « radios libres » telle Alouette FM, fondée par M. Philippe de Villiers. Mais comment réunir, contre le gouvernement socialo-communiste, les héritiers du gaullisme et ceux de Philippe Pétain ; les anciens militants de l'Organisation armée secrète (OAS) et ceux qui avaient accepté la décolonisation de l'Algérie ; les catholiques traditionalistes et les adeptes de Vatican II – le concile visant à adapter la liturgie catholique à la modernité ? Et, dans l'ordre économique, les partisans du libre marché, ceux du corporatisme et les tenants de la « participation » gaullienne ? La barre était haute ; l'entreprise échoua.

Le projet réactualisé dispose en M. Éric Ciotti d'un nouveau fourrier. Le député Les Républicains (LR) des Alpes-Maritimes a puisé son inspiration chez M. Vincent Bolloré, catholique fervent qui a réinvesti les profits de la « Françafrrique » dans un empire médiatique (Canal Plus, CNews, C8, Europe 1, *Le Journal du dimanche*, *Paris Match*). L'alliance avec le RN n'ayant pas convaincu les caciques de LR, M. Ciotti a rallié un quarteron de briscards de l'union des droites et de prétendants pressés. Parmi eux, M. Guilhem Carayon, fils du député Bernard Carayon – ancien du Groupe union défense (GUD) et infatigable partisan d'un accord entre les gaullistes et le FN. Président des Jeunes Républicains, Carayon fils avait, en mars 2023, fait la « une » du magazine *L'Incorrect*, que soutient le patron traditionaliste Charles Beigbeder, avec ses homologues et amis du RN et de Reconquête, MM. Pierre-Romain Thionnet et Stanislas Rigault. Autre « fils de » candidat sous la bannière du « rassemblement des droites » – son père est passé, entre autres, par TFI, LCI, CNews et Europe 1 : M. Arnaud Dassier, dont la société Avisa Partners produit des contenus en ligne au service de divers lobbies (1).

* Sociologues.

Calendrier des fêtes nationales			
1 ^{er} - 31 juillet 2024			
1 ^{er} BURUNDI	Fête de l'indépend.	PALAU	Fête nationale
CANADA	Fête nationale	10 BAHAMAS	Fête de l'indépend.
RWANDA	Fête de l'indépend.	11 MONGOLIE	Fête nationale
ÎLES CAÏMANS	Fête nationale	12 KIRIBATI	Fête de l'indépend.
SOMALIE	Fête de l'indépend.	SÂO-TOMÉ-ET-PRÎNCIPE	Fête de l'indépend.
3 BIÉLORUSSIE	Fête de l'indépend.	13 MONTÉNÉGRO	Fête nationale
4 ÉTATS-UNIS	Fête de l'indépend.	14 FRANCE	Fête nationale
RWANDA	Fête nationale	20 COLOMBIE	Fête de l'indépend.
5 ALGÉRIE	Fête de l'indépend.	21 BELGIQUE	Fête nationale
CAP-VERT	Fête de l'indépend.	23 ÉGYPTÉ	Fête nationale
VENEZUELA	Fête de l'indépend.	26 LIBERIA	Fête de l'indépend.
ÎLE DE MAN	Fête nationale	28 MALDIVES	Fête de l'indépend.
6 COMORES	Fête de l'indépend.	30 MAROC	Fête nationale
MALAWI	Fête nationale	VANUATU	Fête de l'indépend.
7 SALOMONS	Fête de l'indépend.		
9 ARGENTINE	Fête de l'indépend.		

Les partis de l'extrême droite française ont toujours cherché l'appui d'une fraction du patronat et l'ont largement obtenu, de la collaboration pendant l'Occupation à la période contemporaine (2). À l'interface se trouvent des personnalités dont l'entregent tient au burlinage politique précoce ou aux ressources que procurent les grandes écoles. Ainsi de M. Sébastien Chenu, passé de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) – trop homophobe à son goût – au RN, auquel il apporte son carnet d'adresses d'ancien collaborateur d'élus et de ministres. Avec M. Jean-Philippe Tanguy, diplômé de l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (Essec) et de Sciences Po, M. Chenu est l'un des points de contact entre le RN et les principales organisations patronales. « *Les instances locales de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) nous ont toujours très bien reçus, quand l'Association française des entreprises privées (AFEP), lobby des grands groupes, nous ignore* », constatait M. Tanguy dans *Le Figaro* (18 mars 2024). Plus elles représentent les intérêts des dirigeants de petites entreprises, plus ces organisations s'ouvrent aux idées d'extrême droite, notamment la dénonciation des impôts, taxes et cotisations, ainsi que du droit du travail, de la santé ou de l'environnement.

Dans *Causeur* (31 janvier 2022), un mensuel financé par l'homme d'affaires identitaire Charles Gave, M^{me} Sophie de Menthon célébrait les diatribes de M^{me} Marine Le Pen contre les normes qui entraveraient la marche triomphale des petites et moyennes entreprises. L'automne suivant, elle organisait à la demande de M^{me} Le Pen des rencontres entre des membres d'Ethic (pour Entreprises de taille humaine, indépendantes et de croissance) et des députés RN (*Le Parisien*, 7 octobre 2022). Promotrice du télémarketing, auteure de livres pour enfants – dont l'impayable *L'Entreprise racontée aux enfants*, illustré par Aurore Giscard d'Estain – et présidente d'Ethic, M^{me} de Menthon avait organisé, dès novembre 2021, la rencontre de M. Zemmour avec des membres du Cercle de l'Union interalliée, l'un des plus prestigieux clubs parisiens (*L'Express*, 28 octobre 2021). « *Les patrons apprécient beaucoup ses interventions, sa culture* », explique-t-elle dans *Politis* (15 septembre 2021).

LES DÉJEUNERS DE M^{ME} LE PEN ET DE M. BARDELLA AVEC LE TOUT-PARIS DES AFFAIRES

Avec le grand patronat, les relations s'avèrent moins fluides. En 2011, sa porte-parole, M^{me} Laurence Parisot, publiait *Un piège bleu marine* (coécrit avec Rose Lapresle, Calmann-Lévy) ; en 2019, M. Geoffroy Roux de Bézieu avait dû renoncer à inviter M^{me} Le Pen aux journées d'été du Mouvement des entreprises de France (Medef). Amateur de joutes en armure et à cheval, M. Olivier de Panafieu dut quitter la direction du cabinet de conseil Roland Berger comme un vil palefrenier pour avoir organisé des levées de fonds en faveur de M. Zemmour. Le polytechnicien François Durvy, lui, peut prodiguer ses recommandations à M^{me} Le Pen et M. Jordan Bardella. Mais ce personnage moins exposé gère, par le biais d'un fonds d'investissement, la fortune de M. Pierre-Édouard Stérin, lui-même « catho tradi » enrichi par les boîtes-cadeaux et l'e-commerce.

Depuis que le RN a abjuré l'abandon de l'euro et revient sur ses rares mesures favorables aux salariés (notamment la retraite à 60 ans), ses rapports avec le Medef tendent néanmoins à se décontracter, même si les principales organisations patronales préfèrent toujours le néolibéralisme du gouvernement actuel au national-libéralisme du RN. Parmi les dix mesures tirées des programmes de M. Bardella et du Nouveau Front populaire que le Medef pointait comme problématiques dans un communiqué le 19 juin, seule la baisse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) des produits énergétiques émane de la formation d'extrême droite. Prudence oblige, de grands patrons effrayés par le programme de la gauche unie « *courtisent* » les hiérarques de l'extrême droite (*Financial Times*, 18 juin 2024).

Le 28 novembre 2023, M. Bardella débattait avec les étudiants de l'École des hautes études commerciales (HEC). Une semaine auparavant, M. Henri Proglio, ancien président-directeur général de Veolia puis d'Électricité de France (EDF), avait ostensiblement déjeuné avec M^{me} Le Pen. Le repas, organisé dans l'une des cantines du Tout-Paris des affaires, avait valeur de test. M. Proglio siège au « comité des sages » de la famille Dassault, qui n'a pas signifié publiquement la moindre remontrance à cet ancien du Club de l'Horloge. Le patron de Dassault Aviation, M. Éric Trappier, a lui aussi rencontré M^{me} Le Pen avant les élections européennes de 2024 (*Le Nouvel Obs*, 16 mai 2024), et le directeur des rédactions du *Figaro* (propriété des Dassault) ne s'est pas fait prier pour apporter son soutien à « l'union des droites » dans sa chronique du 13 juin 2024, sur les ondes d'Europe 1. Outre qu'il n'y a pas de marchand d'armes bénéficiaire sans commandes publiques, Alexis Brézet a un long passé d'extrême droite : déjà en 1989, pour le député européen FN Jean-Marie Le Chevallier, futur maire de Toulon, il avait rédigé *Immigration en Europe : attention danger* (Éditions du Groupe des droites européennes).

L'intégration à l'ordre économique – et à ses relais médiatiques – constitue sans doute la priorité de l'extrême droite. Le néolibéralisme a renouvelé les équilibres internes à la classe dominante en soumettant l'administration et la politique aux finalités des entreprises



© COURTESY AARON JOHNSON AND ALMINE RECH, WWW.AARONJOHNSONART.COM

AARON JOHNSON. – « Deep Space With Black Cat » (Espace intersidéral avec chat noir), 2022

privées. Mais, pour exercer le pouvoir, il importe tout de même de disposer d'agents fiables. Au sein de la haute fonction publique, l'extrême droite peut compter sur le légalisme des uns, l'opportunisme des autres, ainsi que sur l'action résolue d'une poignée de militants acquis à sa cause. Il y existe, de fait, une tradition antirépublicaine et pas seulement chez les militaires qui appelaient dans *Valeurs actuelles* à la restauration martiale de l'ordre public (21 avril 2021). La création du Club de l'Horloge par d'anciens élèves de l'École nationale d'administration (ENA) – les uns encartés au parti gaulliste, les autres giscardiens – remonte à 1974. Au milieu des années 1980, à peu près tous les cadres de la droite et de l'extrême droite avaient fréquenté ce laboratoire d'idées giscardo-lepéno-chiraciste (3). La principale innovation doctrinale du club rebaptisé en 2015 Carrefour de l'Horloge ? La « préférence nationale ».

L'un de ses membres, magistrat honoraire à la Cour des comptes, M. Philippe Baccou, participe aux réflexions des Horaces. Au cours de la période récente, le RN a aussi recruté M. Fabrice Leggeri. Ce normilien, énarque, passé par le ministère de l'intérieur et la Commission européenne, a dû démissionner de la direction de l'agence européenne Frontex en 2022. Il y aurait promu des refoulements de migrants contraires au droit international. En juin 2024, il s'est fait élire au Parlement européen sur la liste emmenée par M. Bardella. D'autres Horaces partagent des éléments de carrière similaires, des affectations dans des institutions communautaires, l'ostracisme des collègues, mais aussi le passage par la préfectorale.

Avec la réserve imposée par leur statut, une partie des membres de cette administration reprochent au pouvoir politique des objectifs confus, voire un sens de l'État défaillant : ils peuvent en particulier déplorer l'affaiblissement des services dans les territoires sous la présidence de M. Sarkozy ou l'« acte III » de la décentralisation sous celle de M. François Hollande, qui a renforcé les « grands élus » face aux préfets (4). Dès avril 2011, M^{me} Le Pen écrivait ainsi dans une lettre à leur attention : « *Vos éminentes fonctions vous placent directement face aux ravages d'une politique d'amointrissement de l'État, de découragement de ses personnels et d'inefficacité de sa gouvernance* » (5). » En mai 2021, elle récidivait dans un courrier destiné, cette fois, aux sept mille plus éminents cadres de l'État pour leur promettre de revenir sur une réforme de la haute fonction publique qui a supprimé les corps préfectoral et diplomatique (6).

S'ajoute une tension au sein même de l'État entre ceux dont les attributions statutaires consistent à veiller à la conformité de l'action publique avec les normes françaises et européennes et les hauts fonctionnaires, chargés d'appliquer les lois et règlements que promeuvent les gouvernants. Au sein de l'administration dite active, la tentation existe de critiquer, voire de remettre en cause, les contre-pouvoirs que constituent les cours européennes – Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) et Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) (7) – ou nationales. Dans *Le Monde* (17 juin 2024), le candidat RN dans la troisième circonscription du Cher, M. Pierre Gentillet, avocat de formation, fondateur de la Cocardie étudiante, a levé le doute sur la tactique de l'extrême droite si elle arrivait aux affaires : « *À condition de mettre au pas le Conseil constitutionnel, nous pourrions tout faire.* »

FRANÇOIS DENORD
ET PAUL LAGNEAU-YMONET.

(1) Julien Fomenta Rosat, « Moi, journaliste fantôme au service des lobbies », *Fakir*, Amiens, 19 mai 2022.
(2) Benoît Collombat et David Servenay (sous la dir. de), *Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours*, La Découverte, Paris, 2009.
(3) Philippe Lamy, *Le Club de l'Horloge 1974-2002. Évolution et mutation d'un laboratoire idéologique*, Paris-VIII, thèse de doctorat de sociologie, 2016.
(4) Lire Benoît Bréville, « “Vos régions, on n'en veut pas !” », *Le Monde diplomatique*, juillet 2021.
(5) Cité par Patrick Roger, « L'opération séduction de Marine Le Pen auprès du corps préfectoral », *Le Monde*, 20 avril 2011.
(6) Lire Simon Arambourou et Grégory Rzepski, « La réforme dévore ses enfants », *Le Monde diplomatique*, décembre 2022.
(7) Lire Vincent Sizaire, « Le juge européen peut-il être un contre-pouvoir au service de la démocratie ? », *Le Monde diplomatique*, janvier 2018.

Vous avez dit « sentiment d’abandon » ?

Faire ce qu’on veut chez soi. Ne dépendre de personne. Surtout pas d’un État qui ne satisfait plus les demandes qu’on lui adresse mais multiplie les exigences. Fréquent en milieu rural, un tel état d’esprit favorise le Rassemblement national. Ses porte-parole affirment en effet la capacité de s’en sortir sans réclamer, à condition que le mérite individuel soit récompensé.

PAR **BENOÎT COQUARD**
ET **CLARA DEVILLE ***

C’EST devenu une évidence : en milieu rural, les classes populaires se sentiraient « abandonnées » par l’État. Ce serait même l’un des principaux ressorts de leur affinité avec le Rassemblement national (RN), mais aussi une porte d’entrée pour une gauche cherchant à reprendre pied en dehors des grandes agglomérations. Les économistes Julia Cagé et Thomas Piketty font ainsi de cette reconquête des classes populaires rurales la « *priorité absolue pour le bloc social-écologique* », puis invitent à combattre leur « *sentiment d’abandon* » par des mesures sociales et économiques adaptées (1).

Mais que recouvre cette expression d’apparence bienveillante de « sentiment d’abandon », entonnée de concert par l’ensemble du champ politique et médiatique ? Un appel à la prudence s’impose car on devine plus que jamais les conséquences sociales de ces mots utilisés pour résumer ce que penseraient les classes populaires. Quand, par exemple, l’« *insécurité culturelle* (2) » devient la clé de compréhension des conduites des « petits Blancs », cela autorise une certaine bourgeoisie conservatrice à faire reposer sur d’autres ses propres paniques. Et l’offensive sémantique qui soutient une telle grille de lecture ferait presque oublier qu’un mouvement massif et inédit comme celui des « gilets jaunes » portait des revendications économiques et sociales tout autres – la critique du mépris et de l’arrogance du chef de l’État, le désir de pouvoir vivre dignement, l’injustice fiscale (3)... En cela, les classes populaires rurales restent l’archétype de la « *classe objet* », « *parlée plus qu’elle ne parle* », selon les formules de Pierre Bourdieu (4).

L’explication des conduites politiques par le seul sentiment d’abandon participe du même écueil. Si l’expression s’appuie sur un constat tangible, elle fait l’objet de trop nombreux raccourcis quant à ses effets sur les individus concernés. L’« abandon » des campagnes par les services publics est largement documenté (5). Dans les villes ou les bourgs populaires que nous avons étudiés, les habitants passent chaque jour devant les vestiges d’une ancienne maternité, d’un centre des impôts récemment fermé ou d’un bâtiment désaffecté de la caisse d’allocations familiales : tout répond au déclin de l’industrie, avec un paysage d’usines délabrées, sans parler des petits commerces et autres bistrotis disparus. Il suffit de lancer la conversation pour entendre : « *c’était mieux avant* », « *il n’y en a que pour les autres* », [les gouvernants ne] « *pensent pas à nous* ».

LA GÊNE DE PERCEVOIR SES AIDES SOCIALES DEVANT TOUT LE MONDE

Pour autant, le vote RN ne se réduit pas à une simple colère populaire face à l’absence d’État. D’abord parce qu’il n’est pas vraiment « absent ». Certes, des décennies de réformes et de rationalisation ont conduit à tout concentrer dans les villes, en assurant ensuite une continuité territoriale par le déploiement de solutions numériques (dématérialisation des démarches administratives, « e-santé », etc.). Dans les endroits où l’État n’est plus là « pour de vrai », dans les murs et par ses agents, on passe encore plus de temps sur la route pour rejoindre la ville, où l’on multiplie les contacts avec les représentants du pouvoir qui demeurent sur place (secrétaires de mairie, agents des centres sociaux...). En réalité, quand l’État se désengage, son emprise s’intensifie : il remplit la tête, ronge ou grignote l’emploi du temps, envahit les maisons sous forme de Post-it et de piles de documents à remplir.

Car le pouvoir de l’État ne s’arrête pas aux murs de ses institutions : il encadre à distance. À distance parce que loin des lieux de vie de ces populations, mais surtout parce que développant des fonctionnements toujours plus éloignés des pratiques ordinaires des classes populaires. De nombreux exemples l’illustrent. La dématérialisation, qui, en plus d’alimenter la « fracture numérique », accroît la violence symbolique produite par les fonctionnements bureaucratiques ; le recentrement urbain des services publics, qui exige de « monter en ville », en dehors du périmètre des déplacements familiaux ; le développement de l’accueil sur rendez-vous, enfin, qui implique la possibilité de prévoir son temps, ce qui est difficile pour les personnes précaires, intérimaires, ceux dont les conditions d’existence entravent la possibilité de maîtriser leur devenir.

S’adresser à l’État requiert alors des compétences toujours plus pointues, ou plutôt toujours plus susceptibles de renvoyer les classes populaires au rang d’« incapables » à faire valoir leurs droits. Le problème n’est pas tant que l’État délaisse les milieux ruraux. Derrière l’écran de fumée de la « fracture territoriale » se cachent en fait des mécanismes de domination, qui opèrent aussi en ville. Car le retrait de l’État est moins géographique que profondément social. Si certains territoires sont moins dotés en services publics, ce n’est pas du fait de leur ruralité mais de la pauvreté de ceux qui les habitent. Ainsi, le retrait touche aussi les banlieues de certaines métropoles, où l’on entend les mêmes constats (« *l’État ne s’intéresse pas à nous* », « *il n’y en a que pour les autres* »...). La focalisation actuelle sur la ruralité au seul prisme du « sentiment d’abandon » écarte en ce sens la possibilité d’un diagnostic commun. Alors même que les réalités des campagnes en déclin sont parfois bien plus proches de celles du pied de certaines tours que de celles de certaines zones rurales attractives, elles-mêmes plus proches de celles des centres des grandes villes. Ces espaces que les discours politiques opposent ont vécu chacun de leur côté la désindustrialisation et vu grandir une jeunesse sans avenir, pour qui le recours à l’État est devenu un stigmate potentiel. Dans un cas comme dans l’autre, le manque d’emplois stables s’enracine localement, et être au chômage fait craindre aux jeunes d’être assimilés aux plus précaires, ceux qu’on présente sans cesse comme des assistés. Il suffit par exemple d’observer l’attirance commune pour le statut d’autoentrepreneur, qui, faute de sortir de la précarité, permet au moins de se raccrocher à l’équipe de « ceux qui bossent » et ont les moyens de mettre à distance les verdicts négatifs associés à ceux que l’État aide (6).

L’enjeu est donc moins un « abandon » que la polarisation foncièrement inégalitaire des ressources de l’État, certains espaces s’en sortant mieux que d’autres dans la compétition pour le maintien ou l’installation de services publics, devenus des biens rares et distinctifs. Parfois, cette situation produit des contestations, mais les classes populaires sont loin d’être en première ligne dans la construction de

disposent pas des codes nécessaires pour se repérer dans les arcanes des procédures, obtenir un logement social ou une allocation relève du parcours du combattant. Et, quand ils parviennent à faire valoir leurs droits, ce sont les mêmes qui sont soupçonnés de fraude, exposés à un surcontrôle (7).

Ces expériences dévalorisantes, qui ne sont pas sans rappeler celles vécues à l’école, permettent au ressort xénophobe du RN de fonctionner à plein régime. « *Si je m’appelais Mohammed, ça irait mieux* », a-t-on pu entendre, comme une explication directement accessible aux difficultés rencontrées, plutôt que de s’en prendre à l’État et à son fonctionnement. Tout cela pousse à s’éloigner de ses droits pour désigner « l’assisté » comme bouc émissaire, tout en s’extrayant soi-même de cette catégorie. Percevoir ses aides sociales dans un bourg où « tout le monde se connaît » est ainsi devenu une potentielle tare sociale. Le discours de fragmentation du RN, entre les assistés, les immigrés et les autres, s’est doté d’un effet performatif en s’appuyant sur les réformes libérales du marché du travail, qui ont creusé l’écart entre fractions précaires et stables des classes populaires. Face à cela, et même si l’extrême droite échoue sur le plan économique, elle assure ce capital du moindre mal qui permet d’espérer que d’autres groupes sociaux passeront après, seront davantage ciblés et désavantagés que nous, notamment face à la bureaucratie d’État. C’est le sens d’une expression qui revient souvent parmi les classes populaires rurales : « déjà nous », « nous d’abord », comme un écho au vieux slogan du Front national « les Français d’abord ». Ces dynamiques sont particulièrement visibles chez les plus précaires. À la « sale réputation » que l’on se « traîne », l’adhésion aux discours de l’extrême droite joue comme un renvoi du stigmate.

Les classes populaires entretiennent donc un rapport ambigu à l’État et à ses agents, auquel le « sentiment d’abandon » ne permet pas de rendre raison. Lors d’une conversation sur le travail au noir, deux jeunes ouvriers d’un territoire rural observaient avec humour : « *Ici, c’est la Corse sans la mer*. » Une manière de dire : on fait ce qu’on veut chez nous, on ne se soumet pas aux injonctions de l’État, et c’est ainsi qu’on pense pouvoir s’en sortir et s’affirmer fièrement comme des hommes accomplis, bien conformes aux modèles de réussite locaux fondés sur le mérite individuel, à distance apparente de l’État.

PERPÉTUER UN STYLE DE VIE SANS RADARS NI TAXE CARBONE

Au même endroit, dès le premier jour du mouvement des « gilets jaunes », les personnes mobilisées réclamaient à la fois de « *taxer les riches* », les « *vrais pollueurs* », mais aussi qu’on les « *laisse tranquilles* ». « *Tout est loin* », disait-on sur le péage bloqué, en comparaison des anciennes générations, qui pouvaient « *tout faire à vélo* » lorsque le travail et les services étaient mieux implantés. Désormais, il faut se déplacer loin.

En réalité, les « gilets jaunes » ruraux, qui travaillaient dans les petites entreprises du bâtiment, à l’usine ou à domicile chez les personnes âgées, ne réclamaient pas l’arrivée du TGV dans le département, par contraste avec une ancienne mobilisation de la bourgeoisie locale. Ils demandaient avant tout qu’on les laisse accomplir cette distance incompressible entre eux et le travail, mais aussi entre eux et l’État, sans entrave administrative, sans radars ni taxe carbone, quand l’explosion du budget carburant venait remettre en cause leur capacité à boucler les fins de mois et, finalement, à perpétuer leur style de vie.

Ajoutons que, chez les ouvriers et les employés ruraux que nous avons rencontrés, l’État n’est jamais complètement absent, au sens où la stabilité parfois acquise s’est en partie construite avec l’État social, ou ce qu’il en reste. Le contexte local et l’air du temps les conduisent à se rattacher aux visions du monde de certains proches familiaux, ou de certains amis, souvent un peu plus riches. Parfois des travailleurs indépendants influents en milieu populaire rural, qui répètent à l’envi qu’ils « *payent pour les autres* » et que l’État « *vole* » l’argent de leur travail. Pour être un ouvrier respectable, aspirer à une ascension sociale, ou simplement ne pas passer pour un assisté, l’une des solutions est d’endosser ce discours des dominants de proximité.

Dans cette perspective, on ne saurait dire et penser que l’État nous abandonne ; tandis que se proclamer du côté du RN permet d’affirmer sa capacité à s’en sortir sans être aidé ni « réclamer ». Tout concourt alors à considérer l’État, devenu figure de l’urbanité, comme une composante d’un modèle de société repoussoir, contre lequel on se définit.



AARON JOHNSON. – « Cosmic Collider » (Collisionneur cosmique), 2020

la « colère » des campagnes face aux villes. Les luttes contre le déclin rural sont d’abord menées par les classes qui ont intérêt à s’engager pour défendre l’attractivité de leurs lieux de vie, et qui considèrent avoir encore quelque chose à perdre. Ce sont bien souvent des notables locaux, politiquement marqués à droite, qui craignent pour leurs petits et grands privilèges. Mais d’eux, on dit rarement qu’ils se sentent abandonnés.

Du côté des classes populaires, les revendications paraissent moins évidentes, car beaucoup pensent ne plus avoir grand-chose à perdre. « *La galère est déjà là* », constate un ancien employé d’une usine de la Somme. Licencié pour raisons économiques, il vit de diverses missions d’intérim, toutes situées à plus de quarante-cinq minutes de trajet, qu’il effectue à cyclomoteur – le train qui lui permettrait d’arriver à l’heure a été supprimé. S’il se sent concerné par le départ des services publics (« *Il n’y a plus rien ici, ni le train ni rien* »), il « *n’attend pas après l’État* », arguant que toutes les fois où il a demandé de l’aide, « *ça s’est mal passé* ». Et les chances d’accéder à ses droits s’amenuisent systématiquement à mesure que l’on descend dans la hiérarchie sociale. Pour ceux qui ne rentrent pas tout à fait dans les cases administratives, maîtrisent mal le langage bureaucratique ou ne

* Sociologues à l’Institut national de recherche pour l’agriculture, l’alimentation et l’environnement (Inrae), membres du Centre d’économie et de sociologie appliquées à l’agriculture et aux espaces ruraux, à Dijon.

(1) Cf. *Une histoire du conflit politique. Élections et inégalités sociales en France, 1789-2022*, Seuil, Paris, 2023.

(2) Une notion notamment promue dans le débat public par Laurent Bouvet. Cf. *L’Insécurité culturelle*, Fayard, Paris, 2015.

(3) Lire le collectif de recherche citoyenne sur les cahiers de doléances, « Les cahiers de la colère », *Le Monde diplomatique*, juin 2022.

(4) Pierre Bourdieu, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 17-18, Paris, novembre 1977.

(5) Cf. Thibault Courcelle, Ygal Fijalkow et Thomas Taulelle (sous la dir. de), *Égalité, accessibilité, solidarité : les renoncements de l’État. Services publics et territoires ruraux*, Le Bord de l’eau, Lormont, 2024.

(6) Sarah Abdelnour, *Moi, petite entreprise. Les auto-entrepreneurs, de l’utopie à la réalité*, Presses universitaires de France, Paris, 2017.

(7) Vincent Dubois, *Contrôler les assistés. Genèses et usages d’un mot d’ordre*, Raisons d’agir, Paris, 2021.

Fin juin 2023, la mort de Nahel Merzouk, un adolescent tué par un policier à Nanterre, a provoqué plusieurs nuits d’affrontements dans toute la France. À Montargis (quinze mille habitants), des centaines de jeunes ont dévasté les rues commerçantes. La politique d’embellissement du centre historique de cette petite ville cache mal le délaissement de quartiers minés par la misère et le trafic de drogue, héritages empoisonnés de la désindustrialisation.

PAR CÉDRIC GOUVERNEUR *

C’ÉTAIT la route des vacances, avant l’avènement des autoroutes : par la nationale 7, à 110 kilomètres au sud de Paris, on arrive à Montargis. Place Victor-Hugo, une petite gondole, comme échouée sur le rond-point, rappelle que la ville, avec ses canaux et ses 132 ponts, revendique le titre de « Venise du Gâtinais ». En témoignage de ses liens avec la sous-préfecture du Loiret, la Chine va lui offrir un 133^e ouvrage. Au début du xx^e siècle, parmi les centaines de Chinois venus y étudier et travailler figuraient plusieurs camarades de Mao Zedong, notamment Deng Xiaoping – dont la place de la gare porte le nom – et Cai Hesen, l’un des idéologues de la révolution. « *La doxa du Parti communiste chinois aurait été écrite à Montargis* », rapporte le maire Les Républicains (LR) Benoît Digeon. La commune a ouvert un petit musée historique de l’amitié franco-chinoise.

Mais derrière la carte postale, il y a les meurtrissures. Des panneaux de bois remplacent les vitrines de la rue Dorée, principale artère commerçante. Une centaine de boutiques ont été endommagées par les émeutes du 29 juin 2023 consécutives de la mort de Nahel Merzouk – du bris de vitrines au pillage, voire à l’incendie. Place Mirabeau, un terrain vague grillagé a pris la place de la pharmacie. Son incendie par des émeutiers s’est propagé à la cordonnerie mitoyenne puis à tout l’immeuble ; sa façade s’est écroulée ; par prudence, on a rasé le bâtiment et son voisin. Dans la rue perpendiculaire du Général-Leclerc, un second terrain vague expose sa désolation : ici, c’est une quincaillerie qui a été brûlée. L’immeuble a dû être démoli. Selon la commune, le montant des préjudices atteindrait pour elle 400 000 euros, et pour le secteur privé entre 10 et 20 millions d’euros.

À mi-chemin entre les deux terrains se trouve la splendide façade des Praslines Mazet, la plus ancienne confiserie de France, créée au xviii^e siècle. Elle appartenait jusqu’en 2020 au maire, M. Digeon – petit-fils du confiseur Jean Mazet –, qui l’a revendue à un ancien collaborateur du chef étoilé Guy Savoy. La nuit fatidique, le chef Hugues Pouget se trouvait à Paris. « *Ils ont cassé les vitrines, mais les fenêtres ont tenu et ils n’ont pas réussi à entrer*, raconte-t-il. *Dix mille euros de dégâts et dix jours de fermeture. Je n’aurais jamais imaginé que ça puisse arriver, jamais on ne s’est senti en insécurité ici. Je n’en veux à personne. Je me concentre sur l’avenir.* » En ce mois de mars, la confiserie s’active pour Pâques. « *Il faut tourner la page, parler du positif : notre ville est une étape vers les châteaux de la Loire, et figure dans Les 100 Plus Beaux Détours de France 2024 de Michelin.* »

* Journaliste.



AARON JOHNSON. – « Dear Gravity » (Chère gravité), 2020

Montargis voudrait oublier. Mais dès qu’on sort du centre-ville, impossible de ne pas voir l’autre face de la « Venise du Gâtinais » : ses cités minées par la pauvreté et la drogue. La commune compte 42 % de logements sociaux, construits dans les années 1960 pour les ouvriers des usines, jadis nombreuses. À l’ouest, sur un plateau, se trouve le quartier Kennedy, et à l’est, ceux de La Chaussée et de Chautemps. Trois quartiers prioritaires de la ville (QPV) – répartis entre Montargis et Châlette-sur-Loing – où vivent environ dix mille personnes. Montargis est la ville la plus pauvre de toute la région Centre-Val de Loire : plus d’un tiers des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, plus d’un quart n’ont pas d’emploi (1). Une bénévole dans une association caritative évoque des « *mères de famille qui doivent s’emprunter entre elles 10 centimes pour pouvoir acheter à manger* ». Il n’y a plus d’éducateurs de rue depuis 2014, après que le département du Loiret a décidé de ne plus subventionner leur mission.

L’économie parallèle prospère. Au centre de la France et non loin de Paris, la situation de Montargis se révèle idéale pour le narcotrafic. « *On compte onze points de deal dans l’agglomération*, détaille le procureur de la République Jean-Cédric Gaux. *En 2022, vingt-sept kilos d’héroïne, six kilos de cocaïne et quinze kilos de cannabis ont été saisis en une seule opération.* » Début mars, dans les Pyrénées-Atlantiques, la police a intercepté un go fast contenant cent seize kilos de cannabis : « *Un tiers de la cargaison était destiné à Montargis* », selon le magistrat. Dans les

jours avant les émeutes, je faisais de la prévention auprès des collégiens pour les alerter sur les dangers de ces mêmes réseaux...

Les jeunes assiègent le commissariat à coups de mortiers de feux d’artifice, et incendient une vingtaine de véhicules sur le parking voisin. Certains d’entre eux qui, selon les témoins, ne sont « *pas du coin* » demandent à d’autres : « *Où est la rue Dorée ?* » Ils dressent des barrages de voitures enflammées à trois points d’entrée du centre-ville, forcent le portail d’un particulier... qui les chasse avec une épée médiévale ! « *Une épée d’entraînement, qui ne coupe pas* », précise l’intéressé. Les émeutiers remontent ensuite les artères commerçantes, pillent cinq boutiques, notamment de téléphonie mobile et de vêtements. Parmi eux, quelques filles. Un de nos interlocuteurs jure avoir vu « *trois ou quatre adultes avec des caddies* ». La police interpelle des enfants aux poches pleines de jeux vidéo ou de cartes Pokémon.

Mais dans l’ensemble, municipale ou nationale, elle est vite débordée. « *À une vingtaine, que faire contre des centaines d’émeutiers ?* », soupire M. Drapala. Des ados crient : « *Ce soir, les condés, c’est nous !* » Vers 1 heure du matin, les policiers sauvent l’hôtel de ville d’une ten-

(1) « Comparateur de territoires : commune de Montargis (45208) », Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), février 2024, www.insee.fr
(2) Lire « Le capitalisme débridé du cannabis », *Manière de voir*, n° 163, « Drogues. Changer la donne », février-mars 2019.

Les beaux esprits contre

PAR FABRICE RAFFIN *

« VOUS la trouvez belle la France périphérique autour des zones commerciales ? » Sur France Inter, le 12 septembre 2023, Léa Salamé s’agace quand le patron de Super U l’invite à la mesure. « *Des millions de gens vont chaque fin de semaine (...) profiter de produits à prix accessibles, et on leur dit “vous évoluez dans une France moche”. Je trouve que c’est se moquer d’eux.* » En 2011, déjà, Éric Chauvier s’interrogeait : « *Qui sont-ils, ces journalistes centralisés pour décréter la laideur de notre périurbanité ?* » L’écrivain signalait alors *Contre Télérama* (Allia), juste avant que le think tank néolibéral Terra Nova ne publie sa fameuse note sur l’incorrigible lepénisme des classes populaires (1) ; juste après, surtout, que l’hebdomadaire culturel avait, lui, tenté de saisir « Comment la France est devenue moche » : la floraison de lotissements après l’essor des autoroutes, la multiplication des hypermarchés puis des moyennes surfaces spécialisées (2).

Le plus grand Auchan du monde (jusqu’en 2014), Promod ou France Pare-brise, Nocibé ou Cuisines Schmidt : toutes ces enseignes logent dans le Aushopping de Noyelles-Godault. Sur l’A1 en direction de Lille, passez Hénin-Beaumont, prenez la sortie 17. Nous y sommes : à quelques kilomètres de l’ancienne usine Metaleurop, dont la fermeture en 2003 a laissé 830 salariés sur le carreau et des terres parmi les plus polluées de France ; sur le territoire d’une commune où le Rassemblement national (RN) a obtenu 61 % des voix aux dernières élections européennes ; et donc dans la deuxième zone commerciale la plus fréquentée de France près de 30 millions de visiteurs par an (3). Loin des « *métastases périurbaines* » qui épouvantent *Télérama*, l’endroit plaît aux familles qui le fréquentent, aux jeunes aussi, à tous ceux dont le centre commercial forme le support du quotidien, le lieu des loisirs ou de pratiques culturelles en tous genres, l’amplificateur des bons moments, notamment des fêtes.

* Sociologue, maître de conférences à l’université de Picardie Jules-Verne-laboratoire Habiter le monde.

En pratique et dans l’imaginaire, les zones commerciales comme Aushopping sont un repère identitaire, un espace commun. Elles supplantent bon nombre de centres-villes agonisants aux boutiques abandonnées. Autour des espaces de la grande distribution, l’attractivité joue des représentations d’une modernité consumériste séduisante. Les enseignes agroalimentaires revendiquent la « tradition », l’« authenticité », le « naturel » dans une sorte de pied de nez aux centres anciens plus ou moins patrimonialisés. Car de cette ville historique, de son pub irlandais devenu kebab, du marché qui survit, les habitants se détournent. Dans les vitrines des agences immobilières, les surfaces commerciales délaissées côtoient les appartements vides d’immeubles grisâtres.

Cette vacance inquiète les pouvoirs publics, quand bien même ils ont longtemps favorisé le développement des grandes surfaces et les lotissements pavillonnaires (4). Après le programme « Action cœur de ville » – pour les revitaliser –, le gouvernement a récemment lancé un plan de transformation des zones commerciales. Leur fréquentation tend en effet à baisser avec la concurrence des achats en ligne et l’essor des usines à colis (5). Plus d’espaces verts, moins de tôles et de bitume, des bureaux, voire des logements : la ministre de la consommation Olivia Grégoire explique dans *Le Parisien* (11 septembre 2023) vouloir en finir avec les zones commerciales existantes, « *souvent disgracieuses, très énergivores et peu soucieuses de l’environnement* ».

Sans aucun doute le sont-elles ; mais les grandes surfaces commercialisent encore 65 % des produits alimentaires (6). Et, comme le note Annie Ernaux dans les allées de son centre commercial : « *Les super et hypermarchés ne sont pas réductibles à leur usage d’économie domestique, à la “corvée des courses”. Ils suscitent des pensées, fixent en souvenirs des sensations et des émotions* (7). » Aux Trois Fontaines de Cergy, chez Ernaux, aux Sentiers à Claye-Souilly, à Terre Ciel à Chelles, à Créteil Soleil et Mérignac Soleil, au Méridien à Ibos, aux Flâneries à La Roche-sur-Yon, ou à Aushopping à Noyelles-Godault, on flâne entre copines, on boit des pintes en terrasse, et le dimanche en famille on déguste un cornet « pistache-noisette topping chocolat ». Il y a là un mode de vie, aujourd’hui majoritaire, quand bien même une minorité urbaine voudrait le discréditer et raille son décor de « boîtes à chaus-sures », ou la place qu’il accorde à la voiture.

Comme les autres, plus encore que les autres, la zone de Noyelles (cent hectares) s’étale. Bien davantage qu’elle ne se dresse en tout cas : la hauteur de ses bâtiments dépasse à peine celle d’un immeuble de trois étages. Ici comme ailleurs, l’emprise de la marchandise – et de la surconsommation – grignote les terres agricoles. Sur ce point, la critique écologique a précédé le jugement esthétique. Récemment encore, des mobilisations ont tenu en échec EuropaCity, un projet de mégazone commerciale dans le Val-d’Oise. Mais le commerce accessible à vélo reste une lointaine chimère pour nombre de Français, surtout hors des métropoles (8). De même le divertissement de proximité : tiers-lieux, cantines bio, librairies de quartier. À Aushopping, autour des colosses de la consommation comme Decathlon s’alignent des dizaines d’enseignes plus petites – mais tout aussi tape-à-l’œil –, Burger King, Crép’eat, Chez Marcel, un multiplexe, une salle de trampoline, des terrains de pétanque, un bowling.

Loisir et habitat, travail et approvisionnement : au xix^e siècle, la cité industrielle concentrait toutes ces fonctions en un même espace. La ville du xx^e siècle les sépare à des distances que l’on ne peut plus parcourir à pied. La voiture individuelle fait le lien. Aux alentours d’Hénin-Beaumont, dans l’ancien bassin minier, on la prend pour faire ses courses ou son futsal entre amis, pour amener ses enfants à la danse ou

(1) Olivier Ferrand, Bruno Jeanbart et Romain Prudent, « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? », Terra Nova, 10 mai 2011, <https://tnova.fr>
(2) Xavier de Jarcy et Vincent Remy, « Comment la France est devenue moche », *Télérama*, Paris, 12 février 2010.
(3) Daniel Bicaud, « Découvrez les 15 zones commerciales les plus attractives de France », LSA, 21 septembre 2022, www.lsa-conso.fr
(4) Lire Christian Jacquiau, « Racket dans la grande distribution “à la française” », *Le Monde diplomatique*, décembre 2002.
(5) Lire Cécile Marin et Pierre Rimbart, « L’ère des plates-formes logistiques », *Manière de voir*, n° 187, « Les campagnes », février-mars 2023.
(6) Jacqueline Perrin-Haynes, « Les hypermarchés n° 1 des ventes de produits alimentaires », *Insee Focus*, n° 187, Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), 7 avril 2020, www.insee.fr
(7) Annie Ernaux, *Regarde les lumières mon amour*, Seuil, Paris, 2014.
(8) Lire Philippe Descamps, « Ravages de l’automobilisme », *Le Monde diplomatique*, juin 2021.

Émeutes aux urnes

tative d’incendie, repoussant les assaillants à coups de lanceurs de balles de défense (LBD). « *Ils étaient déterminés, structurés, nombreux*, résume M. Drapala, qui compare avec les violences urbaines de l’automne 2005. *Il y avait alors eu quelques voitures brûlées, mais dès qu’on chargeait les jeunes se dispersaient.* » Les affrontements se poursuivent ce jour-là jusqu’à 5 heures du matin.

LA DEVISE DE LA VILLE ÉTAIT POURTANT « SOUTIENS CELUI QUI CHANCELLE »

Le lendemain, c’est la sidération. Devant les ruines fumantes, les gens sont prostrés. La plupart restent silencieux, certains pleurent. D’autres prônent l’autodéfense. Une rumeur prétend que les émeutiers vont incendier le bowling. À 15 heures, la crainte d’un assaut conduit à évacuer le tribunal. « *En fait, le vendredi a été calme*, se rappelle M. Drapala. *Ils sont sans doute restés chez eux de peur d’être identifiés.* » Confondus par la vidéosurveillance, vingt-six émeutiers – quinze majeurs et onze mineurs – comparaissent devant la justice entre juillet et décembre 2023. Tous vivent dans les QPV voisins. Beaucoup ont des antécédents judiciaires. Un seul exprime des remords. Âgé de 17 ans, l’incendiaire présumé de la pharmacie est interpellé et incarcéré dans l’attente de son procès. Le procureur Gaux parle de « *nihilisme dans la violence, sans la moindre revendication politique. Aucun prévenu n’a mentionné la mort de Nahel* ». Le magistrat admet que la réponse ne peut être uniquement répressive : « *D’évidence, une action éducative, sociale et économique, qui ne relève pas de mes compétences, doit être mise en œuvre pour notre jeunesse. Car c’est notre jeunesse. La fraternité doit être plus qu’un mot.* »

Le samedi 1^{er} juillet 2023, le président du Rassemblement national (RN) Jordan Bardella se rend dans une ville en état de choc, guidé par le député RN de la circonscription, M. Thomas Ménagé. « *Évidemment, le RN va engranger*, fulmine M. Bruno Nottin, conseiller municipal communiste, défait par M. Ménagé aux élections législatives de 2022. *C’est d’autant plus navrant que c’est la politique de la droite qui a conduit à cette situation.* » Et en effet, douze mois après les émeutes, aux élections européennes du 9 juin 2024, le RN a réalisé un score historique dans le Loiret, avec plus de 35 % des voix (10 points de plus qu’en 2019). Dans le nord du département, M. Bardella a totalisé plus de 50 % des suffrages dans 41 communes, et au-delà de 60 % dans quatre villages. « *Même des mères de familles issues de l’immigration m’ont dit envisager de voter à l’extrême droite, selon elles pour agir “contre les voyous qui donnent une mauvaise image des immigrés”* », déplore une militante. Avec 30,5 %, Montargis est un peu en dessous de la moyenne nationale, du fait de la résistance des listes de gauche, notamment dans les quartiers de logements sociaux.

Avant de basculer, en 2001, Montargis était communiste. Jusqu’aux années 1990, l’agglomération constituait un pôle industriel. Une à une, les usines ont fermé. L’employeur historique, le caoutchoutier américain Hutchinson, devenu une filiale de TotalEnergies, ne cesse de réduire ses effectifs. « *L’agglo a perdu dix mille emplois industriels en trente ans* », estime M. Franck Demaumont, maire communiste de Châlette-sur-Loing. S’ajoute la fermeture de la caserne Gudin, qui a abrité l’École d’application des transmissions puis une école de la gendarmerie jusqu’en 2009. Des personnes aux revenus faibles, précaires, attirées par la proximité de l’Île-de-France et l’immobilier bon marché – 1 600 euros le mètre carré pour un appartement, 1 400 pour une maison –, ont remplacé ouvriers, cadres et gendarmes.

« *Quand Hutchinson tousse, Montargis s’enrhume*, résume un médecin montargois retraité. *Montargis et les villes alentour ont*

constitué le premier district [une sorte d’intercommunalité avant l’heure] de France, dès 1959 : un territoire avec une vraie cohérence économique et sociale. » Désormais, « *la sociologie a changé : les gens vivent ici mais vont travailler à Paris et n’ont ni les moyens ni le temps de s’intégrer à la ville. Je le vois autour de moi : les retraités regrettent cette évolution. Et oui, ils sont prêts à voter pour l’extrême droite.* » La devise latine de la ville lui paraît bien ironique : « *Sustinet labentem*, “Soutiens celui qui chancelle”... »

Confrontés à cette saignée d’emplois industriels, les maires de droite Jean-Pierre Door (2001-2018) puis Benoît Digeon (depuis 2018) ont parié sur l’embellissement de la cité pour en faire une perle touristique. « *Mais le tourisme ne suffit pas. Montargis n’est qu’une étape, on ne passe pas toutes ses vacances ici. Il n’y a quasiment pas d’enseignement supérieur, alors les jeunes partent. Et comment voulez-vous attirer des seniors dans un désert médical ?* », déplore le médecin retraité. Les opposants au maire critiquent des projets dispendieux concentrés dans le centre-ville, qu’ils jugent superflus au regard de la situation sociale : « *Un port de plaisance à 10 millions d’euros, une passerelle à 1,5 million, le réaménagement de la place de la République et du boulevard des Belles-Manières, 7 à 8 millions, etc.* ! », fulmine M. Nottin, déplorant l’endettement de la ville. Il rappelle que l’ancien adjoint au maire Frank Supplisson a été condamné pour prise illégale d’intérêts en 2023. Tout comme l’ex-préfète de région : M^{me} Régine Engström avait tenté d’empêcher le classement de la caserne Gudin dans l’inventaire des monuments historiques, qui compromettrait les menées de son ancien employeur, le promoteur Nexity (3). « *C’est une bourgeoisie à la Chabrol*, cingle M. Nottin. *Et pendant ce temps ils rechignent à mettre aux normes la salle Nelson-Mandela, à Chautemps.* » M. Digeon balaie ces critiques : « *L’investissement touristique crée des emplois et n’est donc pas effectué au détriment des quartiers. La région et le département ont validé le port de plaisance Saint-Roch et le cofinancement.* » La mairie veut poursuivre sur sa lancée : depuis 2019, par le biais d’un établissement public foncier (EPF), elle a racheté soixante-dix immeubles rue du Général-Leclerc, « *afin d’éviter des surfaces commerciales vides en centre-ville* ». Montargis souffre, comme la plupart des communes de taille moyenne, du développement du commerce en périphérie. Rue Dorée, le rideau fermé de la boutique Camaïeu n’a rien à voir avec les émeutes : l’enseigne de prêt-à-porter, qui comptait plus de cinq cents points de vente, a fait faillite en 2022...

Voisine de Montargis, Châlette-sur-Loing partage avec elle le fameux QPV Kennedy. « *Nous sommes une ville ouvrière depuis l’installation de l’usine Hutchinson en 1853*, rappelle M. Demaumont, maire depuis 2002. *Les grévistes CGT de Hutchinson de 1968 ont, trois années plus tard, été élus à la mairie de Châlette.* » M. Demaumont assume une politique fort différente de celle de M. Digeon : « *Oui, c’est très joli, mais le centre est pétrifié, muséifié. Ils sont dans le déni de réalité. Ici, à Châlette, on travaille avec les associations communautaires. Nos équipes sont à l’image de la sociologie du territoire. Il y a des fêtes de quartier, des activités autour du lac artificiel, dont la plage est labellisée “Pavillon bleu”.* » Lors des émeutes, « *il y a eu huit voitures brûlées le mercredi soir* ». Relativement peu de dégâts, comparé à Montargis. Le 14 juillet, alors que Montargis supprimait tout événement, Châlette a maintenu la fête prévue au bord du lac : « *Le commissaire et le préfet étaient inquiets, ils m’ont suggéré d’annuler*, se souvient le maire. *Mais on a maintenu. Il y avait sept mille personnes. Et tout s’est bien passé. Zéro incident.* »

CÉDRIC GOUVERNEUR.

(3) François Guérault, « L’ex-préfète du Loiret reconnue coupable de “prise illégale d’intérêts” », 11 décembre 2023, www.francebleu.fr

la France moche

son chien en promenade au terriil aménagé à cet effet. L’habitable isole des éléments climatiques. De l’air conditionné de la voiture à celui de la galerie marchande, l’exposition à l’environnement reste fugace.

Et si les loisirs demeurent payants et formatés, au fond peu importe à nos interlocuteurs de la zone commerciale. La plupart disent leur bonheur, du désir. On repense à Annie Ernaux : « *C’est peut-être ainsi que je peux approcher le plus le plaisir des autres en ce lieu, des jeunes qui y flânent sans autre but qu’un paquet de chips, des mères venues en bus passer l’après-midi avant la sortie de l’école, de tous ceux qui y viennent – comme autrefois, en ville – faire un tour.* » À Noyelles-Godault, les extérieurs ou les parkings ne sont pas toujours bien entretenus, mais lorsqu’on entre, tout change. On aime venir au centre commer-

cial, pour accéder à la modernité scintillante et aseptisée de la galerie marchande. Une anthropisation radicale, un décor entièrement factice. Sur fond de tôle ondulée, des millions de leds resplendent.

La zone commerciale fonctionne comme un décor de cinéma : elle met en valeur ceux qui la fréquentent. S’y rendre revient à vivre une fiction, ou au moins dans la fiction devenue réalité urbaine. On festoie dans un wagon de train suspendu ou dans un dîner années 1950. On s’amuse dans un espace géant de paintball ou sur des pistes de karting couvertes éclairées dans la nuit d’Aushopping. Tout est vitesse et démesure, comme autant d’échos à l’imaginaire des blockbusters américains ou des séries. Et puis – alors qu’au centre-ville comme chacun sait, « c’est mort » – il se passe toujours quelque chose ici, sur les parkings ou dans les galeries : Halloween puis la Saint-Valentin, le carnaval, Pâques, sans oublier le Black Friday. À chaque événement ses animations.

Parents et enfants aiment cette féerie. Les plus petits s’amusent entre eux. Il y a un manège. Ils courent, ils crient. C’est propre. C’est sûr, et surveillé : il y a aussi des vigiles et une vidéosurveillance. Dans un monde social si souvent perçu à travers le prisme médiatique de l’insécurité, le centre commercial figure l’espace pacifié des rapports sociaux, dans un cadre structuré par la consommation de masse et le grand récit de l’abondance.

Une incontestable réalité de vie se dégage des centres commerciaux comme celui de Noyelles-Godault. Elle s’inscrit dans un long processus : une histoire urbaine, celle de l’aménagement du territoire au milieu du xx^e siècle, mêlée à l’histoire politique et économique, capitaliste. Mais pas seulement. D’un point de vue anthropologique, il est saisissant de voir combien les êtres périurbains se sont emparés de la situation pour l’habiter. L’habiter dans le sens d’une appropriation et de la réalisation de leurs propres mondes, fait de pratiques singulières, de valeurs et d’un imaginaire. Tout ce qu’ignorent la condescendance des détracteurs de la France moche, leurs règles du vivre-ensemble, leurs leçons bienveillantes.

FABRICE RAFFIN.



AARON JOHNSON. – « Rain » (Pluie), 2021

Banalisation

« *Les hommes politiques, les journalistes et les politologues parlent un langage qui n’est pas très éloigné du mien quand il ne le recouvre pas, voire le dépasse. Je me suis normalisé puisque tout le monde parle comme moi.* »

Jean-Marie Le Pen, France Inter, 16 avril 2002

« *Loin de rompre avec l’Union européenne et avec les démocraties occidentales, l’Italie de [Giorgia] Meloni s’affiche comme l’un de leurs piliers.* (...) Elle s’est détournée de la démocratie illibérale de Viktor Orbán et de la dictature de Vladimir Poutine. Elle s’est comportée en alliée exemplaire des États-Unis et de l’OTAN dans la guerre d’Ukraine et envisage de sortir de l’accord avec la Chine sur les nouvelles routes de la soie signé en 2019, qui transformait l’Italie en cheval de Troie pour les investissements de Pékin dans l’Union. »

Nicolas Baverez, Le Figaro, 22 mai 2023

« *Il n’y a pas plus militante pour l’Europe et pour l’euro que Giorgia Meloni.* »

Alain Minc, LeFigaroVox, 8-9 juin 2023

« *Il est de nombreux domaines dans lesquels le Front national copie les propositions de l’UMP [Union pour un mouvement populaire]. (...) La clé de voûte du nouveau projet sur lequel l’UMP travaille, c’est de dire, au-delà de ce qui a pu être fait par la droite et la gauche depuis trente ans : la situation nouvelle commande un projet dans lequel, sur cette question de l’immigration, on écrive une nouvelle politique de l’immigration.* (...) Le fait que les étrangers en situation irrégulière ne paient rien pour leurs soins est incompréhensible. Voilà, je le dis clairement. »

Jean-François Copé, France Inter, 21 octobre 2013

« *Plutôt que d’essayer d’exclure complètement les partis d’extrême droite du gouvernement et du débat public, la meilleure réponse consiste pour les partis traditionnels à nouer le dialogue et, à l’occasion, à conclure des accords avec eux. Assumer des responsabilités gouvernementales pourrait les conduire à se modérer.* »

« *Les Démocrates de Suède, un parti anti-immigration, n’a rien fait de terrible depuis qu’il a apporté son soutien au bloc au pouvoir à Stockholm. Et dans l’ensemble, M^{me} Meloni présente des résultats encourageants : la prétendue extrême droite en Europe peut, une fois au pouvoir, se comporter comme des conservateurs ordinaires.* »

The Economist, 16 septembre 2023 et 27 janvier 2024

« *Maintenant que les dirigeants centristes découvrent qu’ils ne peuvent pas battre les marges politiques, il leur reste l’option de se joindre à M. Geert Wilders dans la compétition pour apporter des solutions aux problèmes qui comptent pour les électeurs.* »

The Wall Street Journal, éditorial du 24 novembre 2023 après la victoire de l’extrême droite aux Pays-Bas

« *Il y a une chose que je ne parviens décidément pas à comprendre. Qu’est-ce qui m’obligerait, vous obligerait, à choisir entre le RN et LFI ? (...) Je refuse ce choix forcé entre extrémismes jumeaux et également ruineux pour mon pays.* »

Bernard-Henri Lévy, Le Point, 20 juin 2024

« *M^{me} Le Pen a un programme communiste.* »

Gérald Darmanin, LCI, 23 juin 2024

« *La solution qui nous est proposée ressemble à une thérapie par suicide collectif, ou, si vous préférez, à une manucure avant amputation. Combattre le parti de la préférence nationale, du droit du sang, de Frédéric Chatillon, de [Thierry] Mariani et de leurs amitiés bacharistes en s’alliant au parti de la préférence antisémite et du droit du Hamas ne me paraît pas... raisonnable.* »

Sophia Aram, humoriste, France Inter, 17 juin 2024

« *L’extrême gauche comme l’extrême droite sont tout aussi nocives du point de vue économique, comme du point de vue des valeurs. Ce sont deux projets gauchistes, d’inspiration marxiste.* »

Bruno Le Maire, France Info, 24 juin 2024



AARON JOHNSON. – « Guardians of the 3 Earths » (Les Gardiens des 3 Terres), 2021



AARON JOHNSON. – « Weatherman »
(Présentateur météo), 2020

C'est la faute au peuple

Avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2002 :
« Du groupe le plus défavorisé, on ne peut malheureusement pas toujours attendre une participation sereine à une démocratie parlementaire. Non pas qu'il se désintéresse de l'histoire, mais ses irrptions s'y manifestent parfois dans la violence. »

Dominique Strauss-Kahn, *La Flamme et la Cendre*, Grasset, 2002

Après l'élection présidentielle de 2002 :
« C'est la faute aux électeurs qui, insoucians, sont allés voter les yeux bandés. »

Sylviane Agacinski, philosophe, *Journal interrompu*, 24 janvier - 25 mai 2002, Seuil, 2002

Après la victoire du «non» au référendum sur le traité constitutionnel européen, le 29 mai 2005 :
« Un désastre général et une épidémie de populisme qui emportent tout sur leur passage. »

Serge July, *Libération*, 30 mai 2005

« Dénoncer les délocalisations et les bas salaires dans les nouveaux pays membres n'est jamais qu'une régurgitation populiste du vieux protectionnisme qui sommeille au fond de chacun. »

Charles Wyplosz, économiste, *Le Monde*, 23 avril 2005

« Que s'est-il passé le 29 mai dernier ? Justement, la conjonction du populisme de gauche avec le populisme de droite. »

Jacques Julliard, *Nouvelobs.com*, 30 juin 2005

Après le vote des Britanniques en faveur du Brexit, le 23 juin 2015, particulièrement marqué chez les personnes âgées :
« Le droit de vote, c'est comme le permis : franchement, au bout d'un certain âge, on devrait leur retirer. »

Tweet d'Hélène Bekmezian, journaliste, 24 juin 2016

« Un peu crétins quand même ces Britanniques... #Brexit »

Tweet de Jean-Michel Apathie, journaliste, 24 juin 2016

« Ce "Brexit", c'est la victoire (...) du souverainisme le plus rance et du nationalisme le plus bête. C'est la victoire de l'Angleterre moisie sur l'Angleterre ouverte sur le monde et à l'écoute de son glorieux passé. »

Bernard-Henri Lévy, *Le Monde*, 25 juin 2016

« Ce référendum n'est pas la victoire des peuples sur les élites, mais des gens peu formés sur les gens éduqués. »

Alain Minc, entretien au *Figaro*, 29 juin 2016

Sur la décision du premier ministre grec Alexis Tsipras d'organiser un référendum sur le plan d'austérité européen :
« C'est un coup de force, c'est une attitude qui n'est pas conforme à ce qu'on voit habituellement en Europe, ou même dans les nations occidentales, qui ont l'habitude de coopérer avec leurs partenaires. »

Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman, France 5, 6 juillet 2015

Sur le résultat de la consultation :
« En répondant massivement "non" à la question biaisée qui leur avait été posée par un gouvernement manipulateur, les Grecs ont ostensiblement tourné le dos à ce que leur proposait l'Europe : de nouvelles aides contre des réformes. »

Nicolas Barré, *Les Échos*, 6 juillet 2015

Après l'accession de M. Donald Trump à la présidence des États-Unis en janvier 2016 :
« On peut mettre la moitié des partisans de Trump dans ce que j'appelle le panier des déplorables. N'est-ce pas ? Racistes, sexistes, homophobes, xénophobes, islamophobes, et j'en passe. »

Hillary Clinton, New York, 9 septembre 2016

Sur les réseaux sociaux, des hommes, des vrais

(Suite de la première page.)

Les Incels(2), pour leur part, se «résignent» au célibat et détestent les femmes qui les privent des relations sexuelles auxquelles ils pensent avoir droit. Sur leurs forums Internet, ils brassent des idées noires. Les plus radicalisés commettent des attentats puis se suicident. Comme Elliot Rogers (six victimes en 2014) ou Scott Beierle (deux en 2018) aux États-Unis, comme Jake Davison au Royaume-Uni (cinq victimes en 2021). De ce risque, la sécession préserve les MGTOW (*men going their own way*, «hommes traçant leur propre chemin»). Par les temps qui courent, estiment-ils, entretenir des relations avec les femmes constitue un danger. Combien de carrières brisées après qu'une «féminazie» s'est plainte d'un comportement inapproprié ? La justice, toute à sa misandrie, statuerait d'ailleurs systématiquement en faveur des mères en cas de divorce. Elle priverait les hommes de leurs enfants, tout en les condamnant à de ruineuses pensions alimentaires.

Dans les années 1968, sur le modèle des groupes de conscience féministes, des hommes se retrouvaient pour discuter du patriarcat et de ses méfaits. Mais «l'initiative de se regrouper entre hommes, explique Francis Dupuis-Déri, a ouvert la voie au développement de l'idéologie masculiniste et à un ressac antiféministe. Il faut dire que la non-mixité pour les dominants n'a pas la même signification politique ni le même effet que pour les subalternes(3)». Observant la redondance des «crises de la masculinité» dans des époques et des sociétés aussi éloignées que la Rome antique, l'Allemagne nazie ou l'Inde contemporaine, le politiste se moque : «Les hommes ne sont pas en crise, ils font des crises.»

«La récurrence historique du thème de la "crise" ou du "malaise" de la masculinité souligne en effet le rôle de ce motif comme instrument de résistance vis-à-vis de l'évolution des rapports de genre», écrit Mélanie Gourarier. Cette rhétorique alarmiste est un marqueur et un étendard, la cause commune d'un contre-mouvement social qu'incarnent, grâce à Internet et aux réseaux, les figures de la «manosphère».

En France, le masculinisme en ligne contribue à la bataille culturelle de l'extrême droite. D'éminents aînés ont ouvert la voie à la jeune garde. Avant de rééditer *La France juive*, d'Édouard Drumont, Alain Soral s'alarmait du sort des hommes dans ses livres(4), et tournait



AARON JOHNSON. – « Ornithology » (Ornithologie), 2022

Confession d'un dragueur en 2001. À l'époque, *Les Cahiers du cinéma* n'avaient pas détesté. De son côté, Éric Zemmour liait précocement le destin de la France à la défense de la virilité. Dans *Le Premier Sexe* (Denoël, 2006), on apprenait que «tout s'est passé comme si les hommes français et européens, ayant posé leur phallus à terre, ne pouvant ou ne voulant plus féconder leurs femmes devenues rétives, avaient appelé au secours leurs anciens "domestiques" qu'ils avaient émancipés». *L'Express* (23 février 2006) notait alors que «dans le conformisme ambiant, un peu d'insolence ne nuit pas».

Parmi les influenceurs «mascus» français, M^{me} Anne-Thaïs du Tertre d'Escoeffuff, plus connue sous le pseudonyme de Thaïs d'Escufon, tient le haut du pavé. Membre éphémère de l'Action française, porte-parole de Génération identitaire, elle guerroyait désormais sur Internet contre «la société moderne qui a rendu l'homme misérable et la femme sans principes(5)». Nouvellement experte en relations femmes-hommes, elle vole au secours de la gent masculine blanche. Et quadruple au passage le nombre de ses abonnés.

Convaincue que «les féministes ont tout détruit», Thaïs d'Escufon ne néglige aucun canal. Sur X, YouTube, TikTok et Telegram, elle pourfend les femmes «délurées» et prévient : «Un homme à l'avenir brillant mérite une femme au passé pur.» Les «hommes moyens» sont choyés, et apprennent par ses soins à déjouer les pièges des «tchoins» – l'équivalent de «fille facile» en argot ivoirien... – pour trouver une «femme de haute valeur» avec qui fonder un foyer. Et ainsi d'enjoindre à ses 64 900 followers sur X : «Si une femme vous aime vraiment et que vous la traitez correctement, elle : cuisinera pour vous, couchera avec vous, vous soutiendra dans vos projets, vous donnera des enfants, fera le ménage, vous obéira, vous respectera. C'est le strict minimum. Sinon, partez.»

L'algorithme de TikTok ne s'embarrasse pas de subtilités : le modèle économique du réseau social préféré des 15-24 ans encourage la diffusion de contenus outranciers. Le dernier rapport du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes sur l'état du sexisme en France n'invite pas à l'optimisme. «Les réflexes masculinistes et les comportements machistes s'ancrent, en particulier chez les jeunes hommes adultes, pendant que l'assignation des femmes à la sphère domestique et au rôle maternel regagne du terrain(6).» Pas sûr cependant que le mérite en revienne seulement à Thaïs d'Escufon.

Le 26 mai 2024, M. Thibaud Delapart, alias Tibo InShape (vingt millions d'abonnés), est devenu le premier youtubeur français. Entre deux séances d'abdos, il participe à la promotion du service national universel (SNU) dans une vidéo rémunérée par le gouvernement, tourne un vlog chez les gendarmes ou s'émeut de l'insécurité. S'il incarne une certaine virilité, le «vidéaste fitness» éprouve comme tout le monde des sentiments. En juin 2017, il organisait l'«élection de Miss InShape» pour se trouver une compagne : «Vous êtes une petite [sic] et vous avez 18 ans minimum ? Faites une vidéo vous présentant en expliquant pourquoi vous devez être la nouvelle madame InShape et les abonnés voteront pour élire la meilleure candidate !» Avec M^{me} Thérèse Hargot, il a récemment partagé ses «questions intimes», «Comment durer plus longtemps au lit ?» Le sexe «est un travail d'équipe», répond la sexologue. «Les femmes sont responsables de leur sexualité. (...) Ce n'est pas parce qu'on reçoit qu'on doit être passive. C'est comme quand tu reçois chez toi (...), c'est toi qui décides ce que tu sers à l'apéro et quand tu balances le dessert.»

ENTRE DOMINATION ET DÉCONSTRUCTION, LE PATRIARCAT SE RÉINVENTE

Banalisés par les influenceurs, les contenus masculinistes prolifèrent désormais sur Internet, notamment sur des forums comme Red-dit ou Jeuxvideo.com favorisés par la pseudonymisation. «Les réseaux sociaux grand public tels que Twitter, Facebook, Instagram, TikTok ou encore Snapchat sont devenus des plates-formes de promotion de ces idées masculinistes, constate un rapport de l'Institut du genre en géopolitique (IGG). Une situation d'autant plus inquiétante que la plupart des utilisateurs sont jeunes et que les réseaux sociaux font partie intégrante de leur construction sociale(7).»

La sociologue australienne Raewyn Connell constatait déjà en 1995 combien la domination masculine doit composer avec la remise en question de sa légitimité. Selon elle, «la masculinité hégémonique incarne une stratégie "acceptée à un moment donné". Lorsque les conditions de la défense du patriarcat changent, les fondements de la domination d'une masculinité particulière s'érodent(8)».

Cette masculinité hégémonique sans cesse renégociée permet à la domination masculine de se réinventer, tout en se perpétuant. Mélanie Gourarier pointe ainsi comment «l'injonction nouvelle à l'affirmation d'une sensibilité et d'une émotivité qui seraient proprement masculines ne doit pas être pensée comme un affaiblissement du masculin». Au contraire, elle participerait à l'«élaboration d'une nouvelle normativité masculine, aux dépens des hommes qui ne sont pas en mesure de se l'approprier, faute d'avoir les dispositions nécessaires. Il ne suffit donc pas d'être un homme pour jouir du pouvoir que ce statut procure, encore faut-il l'être "correctement"».

Or l'air du temps est à la remise en cause des violences sexistes et sexuelles et au questionnement des assignations de genre. Les entrepreneurs de la Toile ne peuvent l'ignorer. La communauté de Benjamin Névert, «un mec "déconstruit", un vrai», certifie *Le Monde* (10 octobre 2021), compte plus de 560 000 personnes sur YouTube. L'auteur de *Je ne suis pas viril* (*First*, 2021) fait régulièrement état des difficultés des hommes et des injonctions qui pèsent sur eux. Dans sa websérie «Entre mecs», ses invités peuvent confier leurs difficultés à dire «je t'aime» et discuter autour de thèmes variés, tels que «la drague», «le sexe», «la rupture amoureuse». Ou «la bite»...

«Moi aujourd'hui, je suis clairement un homme féministe», plaide «Ben» Névert. L'atteste le film au «réalisme sensible, humain et touchant» qu'il a réalisé en 2022 pour Dorcel. Le leader français de l'industrie pornographique, dont certains collaborateurs sont accusés de «viols», «proxénétisme aggravé» et «traite d'êtres humains aggravée», a pu alors ajouter à son catalogue l'œuvre de l'influenceur : *Vrai couple, vraie baise*. Le patriarcat en a pris un sacré coup.

ANNE JOURDAIN.

(2) Contraction de *involuntary celibate*, soit «célibataire involontaire».
(3) Francis Dupuis-Déri, *La Crise de la masculinité. Autopsie d'un mythe tenace*, Éditions du remue-ménage, Montréal, 2018.
(4) Alain Soral, *Sociologie du dragueur*, Éditions Blanche, Paris, 1996 ; ou *Vers la féminisation ? Démontage d'un complot antidémocratique*, Éditions Blanche, 1999.
(5) «Les femmes modernes ont tout détruit !», entretien accordé à Livre Noir, le 12 novembre 2023, www.droite.tv
(6) «Rapport annuel 2024 sur l'état des lieux du sexisme en France. S'attaquer aux racines du sexisme», n° 2024-01-22-STER-61, 22 janvier 2024, www.haut-conseil-egalite.gouv.fr
(7) «Contrer les discours masculinistes en ligne», Institut du genre en géopolitique, 16 octobre 2023, <https://igg-geo.org>
(8) Raewyn Connell (sous la dir. de), *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie*, Éditions Amsterdam, Paris, 2022.

C'EST inédit dans l'histoire de l'art et du marketing : la semaine même de son lancement, en mars 2024, une série télé fait l'objet d'un livre collectif. Une sorte de produit dérivé, un mug Star Wars mais avec valeur symbolique ajoutée. Car cette «étude» est doublement sérieuse : d'une part, elle mobilise des intellectuels aussi éminents qu'ils sont journaliste (Anne Sinclair), conseiller en communication (Stéphane Fouks), ex-secrétaire général de la Confédération française démocratique du travail ou CFDT (Laurent Berger), mairesse (Johanna Rolland), ancien premier ministre (Jean-Marc Ayrault, qui nous fait l'honneur d'une postface). D'autre part, l'instigatrice du livre est la Fondation Jean-Jaurès, think tank du Parti socialiste (PS) dont les membres et collaborateurs se relaient sans discontinuer sur les plateaux télé, ce qui est un gage d'expertise.

En toute logique, le scénariste Éric Benzekri a placé au cœur de *La Fièvre* une experte qui livre des études, «études quanti» et «études quali», menées pour le compte de son cabinet de gestion de crise, et dont cette Samuelle (Nina Meurisse) tire force réflexions, dispensées à longueur de monologues et d'épisodes – *La Fièvre* n'est pas une série, c'est un PowerPoint.

Qu'on ne se méprenne pas : augmenter le chiffre de la boîte et incidemment son salaire n'intéresse pas Samuelle, qu'en vain son boss exhorte à se concentrer sur les dossiers les plus lucratifs. Le souci de Samuelle, esprit désintéressé, conscience éclairée, lectrice de Stefan Zweig davantage que de Jacques Séguela, ce n'est pas sa carrière, c'est la société. La société, Samuelle l'a dans la peau, au point de la somatiser.

Car la société est malade, littéralement malade. Elle ne souffre pas de la paupérisation des classes inférieures, de la maltraitance des travailleurs, de l'hégémonie financière, du mal-logement, du démantèlement des protections sociales, dossiers trop terrestres pour une fiction qui plane dans les hautes sphères de la philosophie sondagière. Appréhendée ici comme un ensemble organique, comme un corps, la société est sujette à la fièvre. Samuelle est pareille au médecin héroïque qui s'expose au virus pour l'éradiquer.

Fiévreux, le corps national se démembre. Le mal, c'est la division. «*France désagrégée, France archipel*», s'alarme Samuelle, reprenant le «concept» du sondeur Jérôme Fourquet, auteur d'un article dans le livre collectif susmentionné. Circularité solidaire des émetteurs de pensée dominante : Fourquet valide *La Fièvre*, qui valide Fourquet.

En découle une sociologie politique strictement binaire : il y a ceux qui comme Samuelle veulent «faire société», et ceux qui veulent fragmenter la société. Ces derniers, malfaisants, malfaiteurs, on les connaît : ce sont «les extrêmes». Or d'irréfutables chercheurs en physique ont établi que les extrêmes se rejoignent. Samuelle est donc scientifiquement fondée à renvoyer dos à dos l'influenceuse d'extrême droite Marie Kinsky et la militante décoloniale Kenza Chelbi, complices objectives dans leur volonté d'«*allumer des incendies*» pour, in fine, déclencher une guerre civile.

Cette prophétie ne tient pas du délire paranoïaque. Dans l'ultime épisode de l'unique saison à ce jour, le chef de l'État en personne, joué par Kad Merad, y appose son sceau royal en posant à Samuelle une question pétrée de gravité présidentielle : «*On en est où ? Avant, juste avant, ou alors ça a déjà commencé la guerre civile ?*» Si notre président a peur, c'est qu'il y a matière à crainte. Et urgence à regarder la saison 2.

« DES SANCTIONS POUR CEUX QUI ATTISENT LES BRAISES DES DEUX CÔTÉS »

Qui s'étonne de la présence de Samuelle dans un salon de l'Élysée n'a regardé *La Fièvre* que d'un œil mi-fermé de salarié exsangue. Il lui a échappé que notre Aristote de la communication passe son temps avec des gens de pouvoir. Ses clients sont des banquiers en quête de bonne réputation, un patron de club de foot passionné et dandy tendance Benjamin Biolay, mais aussi, mais surtout, le ministre de l'intérieur, personnage on ne peut plus sympathique. Avec lui, Samuelle partage un diagnostic – «*Le débat public est toxique, c'est radicalité contre radicalité, le ministre l'a très bien compris*» –, mais aussi une préoccupation centrale, exclusive de toute autre : le maintien de l'ordre. Lorsque la communicante demande «*des sanctions pour ceux qui attisent les braises des deux côtés*», le «premier flic de France» la suit. Lorsqu'elle préconise un couvre-feu en Île-de-France, il s'exécute, et se satisfait trois scènes plus tard de l'efficacité de cette mesure d'exception : la nuit a été calme, fait-il savoir à Samuelle, qui esquisse alors un sourire soulagé. La banlieue se tient. La société tient.

Samuelle ne veut pas la justice, ni l'égalité, elle veut l'ordre. Elle souhaite que rien ne change, sauf si c'est pour ressusciter la France d'antan : celle de SOS Racisme, où Benzekri s'est activé dans son jeune temps ; celle aussi des années 1990, quand Lionel Jospin gouvernait et que le peuple entonnait *I Will Survive* d'une seule voix. Le combat de Samuelle est un combat pour la survie – de la nation. L'enjeu est «*existentiel*», dit-elle, consciente ou non de reconduire un terme central de l'eschatologie zemmourienne.

* Écrivain.



AARON JOHNSON. – « It's Always You » (C'est toujours toi), 2022

Une fièvre d'ordre

Un footballeur noir insulte publiquement son entraîneur. Les réseaux sociaux s'enflamment, les antagonismes s'exacerbent, la France va au chaos. Heureusement, une professionnelle de la gestion de crise intervient pour soigner la fièvre et recadrer la nation. C'est une série télé à succès, subtile contribution du divertissement à la production de l'idéologie dominante.

PAR FRANÇOIS BÉGAUDEAU *

La conservation de l'existant comme finalité structurante et suffisante définit le centrisme. Samuelle est au centre de la série et du jeu politique, à équidistance de Marie et Kenza, ces deux «hystériques». Elle pourrait contresigner les propos de son cher ministre : «*Je suis le centre raisonnable devant les identitaires des deux côtés*». Il apparaît à nouveau que le centre n'est pas une position politique parmi d'autres positions, qu'il s'agirait de combattre argument contre argument, mais la seule position rationnelle, la seule position décemment possible. Tout le reste n'est que pathologie, radicalité, déviance, ressentiment. Tout le reste, c'est Marie la droitière et Kenza la gauchiste barbotant dans ce que Samuelle appelle l'«*espace pulsionnel*».

Le syntagme complet est «*espace pulsionnel identitaire*», par lequel l'universaliste Samuelle met dans le même sac les «*identitaires des deux côtés*» : décoloniaux et nationalistes, coupables à parts égales de racialiser les débats et d'ainsi saboter de l'intérieur l'idéal républicain.

On aura reconnu deux embrouilles récurrentes de la rhétorique droitière contemporaine : 1) confusion entre racisés et racistes, entre ceux qui subissent le racisme et ceux qui le prodiguent ; 2) flou artistique soigneusement entretenu entre subir le racisme et prétendre le subir. Dans *La Fièvre*, nul acte raciste. La dénonciation du racisme n'engage que ceux qui la profèrent, à savoir la bande à Kenza, que ses manigances groupusculaires décrédibilisent. En somme, on est censé les croire sur parole, et le scénariste fait tout pour qu'on ne les croie pas. «*Tissu de mensonges*», dit Samuelle de l'enquête d'un quotidien sur le racisme au sein du foot français. En vérité elle nous le dit, raisonnable et objective, cet article exagère. Il est exagéré de dire que le racisme existe en France, patrie des droits de l'homme et des colonies civilisatrices.

La Fièvre ne partage pas seulement avec les chroniqueurs de CNews la tutelle du groupe audiovisuel Bolloré – Canal Plus est le diffuseur. Elle reprend à son compte les trois temps de leur falsification préférée. Temps 1 : je réduis la gauche à son pan «indigène» ou «wokiste». Cette série qui prétend prendre le pouls du pays ne mentionne ni le mouvement contre la réforme des retraites, ni l'ébullition écologiste, ni la floraison féministe. Tout ça, Benzekri ne connaît pas, ne veut pas connaître. Temps 2 : confondant habilement thermomètre et température, je présente les «indigènes» comme des producteurs de

racisme. D'un trait de scénario, j'envoie l'ombrageuse Chelbi, parfois flanquée de gardes du corps sapés de cuir noir façon Black Panthers, souffler à l'oreille de Fodé – le gentil footballeur subsaharien qui ne demande qu'à taper dans le ballon loin des influences toxiques – que le coup de tête qu'il a administré à son entraîneur blanc était une réponse au racisme systémique qu'il subit. Dès lors, temps 3, je peux affirmer que la gauche est devenue identitaire – ce qui achève de justifier mon passage à droite. Encore une minute, et je suggérerai que si racisme il y a, c'est le racisme anti-Blancs. Et de fait, la seule saillie raciste narrée par la série est l'insulte dont Fodé a assorti son coup de tête : «*sale toubab*».

Et la droite ? Comparée à la raide Chelbi, la blonde vénitienne Kinsky est lumineuse, solaire. Jolie, déjà – les traits d'Ana Girardot. Talentueuse, assurément – ses performances théâtrales captivent. Courageuse, aussi, lorsqu'elle fend un troupeau de militants décoloniaux, bavant de haine jusqu'à lui cracher dessus – et que voit-on alors à l'écran sinon une Blanche molestée par des Noirs ?

L'opposition entre Samuelle la pompière et Marie l'incendiaire qui vertèbre tout le scénario apparaît alors pour ce qu'elle est : un jeu de miroirs. Dans l'une se refléchit l'autre. L'une comme l'autre exigent que Fodé s'excuse publiquement pour son acte que «*rien ne justifie*». Un temps collaboratrices dans la boîte de com, l'une comme l'autre ont pour principale source un mur d'écrans et utilisent les réseaux sociaux pour capter et aiguiller «*l'opinion*» : l'une comme l'autre parlent de «*l'opinion*» et dépolitisent la politique en la psychologisant ; l'une comme l'autre parlent de guerre civile, et on sait qu'en politique un lexique commun vaut convergence de vues.

Concédons que, sur le port d'armes, les deux ex-amies, et peut-être ex-amantes, divergent. Marie prône le droit à l'autodéfense, Samuelle veut maintenir aux forces de l'ordre le monopole de la violence légale, aussi certain qu'elle préfère la démocratie représentative à l'incontrôlable démocratie directe que Marie brandit comme une menace. Ce qu'à la tribune son ami ministre de l'intérieur résumera d'une formule digne d'un Clemenceau des grands soirs : «*La police ou les milices*». Reste qu'entre Marie l'extrême droitière et Samuelle l'extrême centriste le désaccord est superficiel. Il tient du hiatus technique, du désaccord de gouvernance, du débat sur les moyens et non sur les fins : tous armés, ou seulement les flics. Police «citoyenne» ou professionnelle. Désir de police. Fiévreuse pulsion de supprimer le désordre, de supprimer toute opposition politique. Toute politique.

Il est du reste assez étrange que Benzekri, que certains témoins âgés ont connu de gauche, ait trouvé judicieux d'installer au cœur de sa série l'un des derniers débats que la réaction et la sphère médiatique acquise à ses axiomes n'ont pas osé imposer dans l'espace public français. Marine Le Pen n'a pas encore inscrit dans l'agenda la libéralisation du port d'armes ? *La Fièvre* le fait à sa place. Pour l'approuver ? Quand même pas. La gauche de droite n'en est tout de même pas encore là. Mais ça commence toujours comme ça. On commence par dire que l'extrême droite pose de bonnes questions et apporte de mauvaises réponses. Puis on dit qu'elle pose de bonnes questions. Puis on dit qu'il ne faut pas lui abandonner des thèmes comme la nation, la sécurité, l'immigration, qu'on s'empresse donc de porter en étendard. Puis on l'intègre à l'«arc républicain» en même temps qu'on en éjecte la gauche.

INVENTER UN PERSONNAGE REPOUSSOIR, EN CONFORMITÉ À SES DÉSIRS

Benzekri pourra toujours arguer qu'il a voulu explorer fictionnellement l'hypothèse du port d'armes généralisé afin de désamorcer cette bombe : il demeurera qu'il l'a mise à l'ordre du jour, ouvrant sur la question la «fenêtre d'Overton» (ou le champ du dicible). Son inconscient a parlé. Marie Kinski n'est pas seulement le double maléfique de Samuelle. Elle est un lapsus. Benzekri croit croquer un monstre, il profile un horizon, un débouché, une issue. Il croit inventer un personnage repoussoir, une incarnation du pire, il la façonne en conformité à ses désirs. Marie la prophétesse n'est pas un danger, elle est un recours. Elle est notre sauveuse. Ce que Benzekri croit faire : alerter contre l'extrême droite. Ce qu'il fait : appeler l'extrême droite.

La fièvre du titre n'est pas celle de la société, c'est celle de Samuelle. C'est elle qui s'échauffe, elle qui devient folle – et du reste se réfugie parfois dans une clinique psy. Elle qui est en voie de radicalisation. Cette fausse raisonnable n'a pas contracté la fièvre à force de redouter la victoire des idées sulfureuses de Marie, mais à force de la désirer.

«Enseignements politiques d'une série», c'est le sous-titre de l'«étude» de la Fondation Jean-Jaurès, laquelle, cumulée à maintes interviews et autres matinales de France Inter, a participé à l'exceptionnelle visibilité médiatique de *La Fièvre*. Et en effet la série est lourde – très lourde – d'enseignements politiques. Prétendant identifier des symptômes, elle est un parfait symptôme. Lancée trois mois avant qu'Emmanuel Macron, en un acte manqué très réussi, tente de précipiter l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national sous couvert de le combattre, elle documente à merveille les fantasmes autoritaires de notre bourgeoisie, et l'actuelle vigueur de sa vieille tentation fasciste.

MOI, ALBERT ARIÉ,

Né en 1930 et mort en 2021 au Caire, Albert Arié a accompagné l'histoire de l'Égypte, des derniers feux de la monarchie à l'arrivée au pouvoir des Officiers libres sous la conduite de Gamal Abdel Nasser, de l'occupation des Britanniques à l'évacuation de leurs troupes, de la nationalisation de la Compagnie du canal de Suez en 1956 aux mesures socialistes adoptées par le Raïs.

Égyptien de nationalité, français de cœur, internationaliste de conviction, juif de confession, il refusera toujours de quitter son pays, encore plus de s'installer en Israël. Il participe, dès son plus jeune âge, aux luttes pour l'indépendance nationale et la justice sociale. Il le paiera au prix fort : onze années passées en prison et dans les camps.

Je suis né au Caire mais j'aurais pu tout aussi bien naître en Turquie, en France ou en Russie.

mes grands-parents maternels

ODESSA

BUCAREST

mes grands-parents paternels migrent depuis l'ESPAGNE

CONSTANTINOPE

L'inauguration du canal de Suez en 1869 fait de l'Égypte un pôle d'attraction pour des milliers de personnes comme mes parents et leurs parents avant eux qui émigrent vers Le Caire et Alexandrie.

En 1923, mon père Jacques choisira la nationalité égyptienne, une décision illogique, les étrangers bénéficiant de tous les privilèges.

JACK BENNY PRED ALLEN
"LOVE THY NEIGHBOR"

...DIANA PALACE...

Le centre du Caire était un havre cosmopolite peuplé de personnes de tous les pays d'Europe, sous la houlette de l'occupant britannique.

J'ai suivi les cours du lycée français du Caire de 1936 à 1947. Entre nous il n'y eut jamais de barrière due à la religion. J'ignore jusqu'à ce jour quelle était la religion de certains de mes camarades de classe.

المدرسة الفرنسية
LYCÉE FRANÇAIS

Malgré ma mère qui répétait «tu as école demain, ne veille pas», j'écoutais tous les soirs Radio Londres. Bien que très jeune, j'ai vécu la seconde guerre mondiale pendant six ans dans mon esprit et ma chair.

"Les Français parlent aux Français."

"Ce 31 janvier 1943, le maréchal Paulus signe la capitulation allemande à Stalingrad."

Ma génération est venue au marxisme par les canons de Stalingrad.

Le 26 février 1946 au matin, je me rends chez mon ami Roger

Le Comité national des ouvriers et des étudiants appelle à se rassembler sur la place Ismailia!

Il faut qu'on descende rejoindre nos camarades!

"Future place Tahrir."

Pas question que vous y participiez!

Après ce qu'il s'est passé sur le pont Abbas! Vous restez à la maison!

Le 21 février, le pont avait été ouvert et des étudiants précipités dans le Nil...

Viens, on va aller sur la terrasse! On voit la place depuis là-haut!

Parfait, on pourra suivre la manifestation!

Regarde! La place est remplie de monde!

Ils vont passer devant la caserne britannique de Qasr Al-Nil...

À BAS L'ANGLETERRE!

Toute cette foule... C'est parce que les Anglais refusent de retirer toutes leurs troupes...

Les soldats britanniques tirent sur la foule et font de nombreux morts.

Désormais je m'identifierai totalement au peuple égyptien.

La tentation sioniste, concrétisée par un voyage en Palestine, aura été de courte durée.

D'ailleurs, je n'avais aucune sympathie pour le climat nationaliste et chauvin qui y régnait et pour une langue qui m'était inconnue.

ÉGYPTIEN, JUIF ET COMMUNISTE

Texte : Alain Gresh

Dessin : Hélène Aldeguer



Ce qu'on appelle

De la République démocratique du Congo (RDC) à la Syrie, en passant par Gaza, les accusations de « génocide » se multiplient avec les conflits et la dérive autoritaire de certains régimes. Ces polémiques, aussi anciennes que le mot créé en 1944, intéressent les juristes comme les historiens, dont l'expertise éclaire les tragédies du présent et du passé, en particulier celle des Arméniens de l'Empire ottoman.

PAR RAZMIG KEUCHEYAN *

Avec celui des Hereros et des Namas à partir de 1904, le génocide des Arméniens de 1915 est l'un des premiers du ^{xx}e siècle. Depuis la fin de l'année 2023, nous assistons à ce qui pourrait être le premier génocide reconnu du ^{xxi}e siècle : la destruction des Palestiniens de Gaza.

Ainsi, la qualification de génocide se révèle complexe(1) : en droit, la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide adoptée par les Nations unies en 1948 désigne tout acte « commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux » (lire l'encadré page 17). C'est aussi une controverse à laquelle peuvent prendre part l'histoire et les sciences sociales. Au point qu'un champ de recherche interdisciplinaire a émergé dans la seconde moitié du ^{xx}e siècle : les *genocide studies*, dont l'une des activités consiste à comparer ces crimes contre l'humanité afin d'affiner leur compréhension. Chaque génocide est singulier, mais des similarités s'observent, en particulier le contexte de guerre dans lequel ils tendent à prendre place.

Si la qualification juridique repose sur des critères objectifs, elle comporte également une dimension politique. Comme le rappelle l'historien Perry Anderson, le droit international est un « droit du plus fort(2) » : en tension avec les juristes ou les historiens, des acteurs étatiques et non étatiques participent au processus

* Professeur de sociologie à l'université Paris Cité.

de qualification dès lors qu'ils ont intérêt à ce qu'un crime de masse soit ou non présenté comme un génocide – sachant que la convention de 1948 contient une visée performative : empêcher qu'il se produise ou se poursuive.

Chaque nouveau cas potentiel étend l'espace des comparaisons. Ainsi de Gaza aujourd'hui. Comparer permet de comprendre un événement en cours, par définition difficile à saisir. Mais cela n'implique pas nécessairement que les termes employés soient de même nature.

Le génocide des Arméniens a occasionné environ un million et demi de morts. Entre 1915 et 1923, les deux tiers de la population arménienne de l'Empire ottoman périrent. À cela s'ajoutent les viols, les réductions en esclavage, les enlèvements d'enfants et les conversions forcées. Selon la rapporteure des Nations unies pour les territoires occupés, M^{me} Francesca Albanese, six mois après le début de l'opération israélienne à Gaza, l'armée avait tué plus de 30 000 Palestiniens et blessé 71 000 autres(3). Des chiffres lacunaires : plus de 13 000 enfants sont morts, plus de 80 % de la population de l'enclave a été déplacée.

Un ethno-nationalisme agressif dirige les deux processus : celui des Jeunes-Turcs, qui prennent le pouvoir en 1908 dans l'Empire ottoman déclinant ; celui du gouvernement d'extrême droite de M. Benyamin Netanyahu, qui inclut



© MURIEL AHMARANI JAOUCH. GALERIE PATEL BROWN, MONTRÉAL

MURIEL AHMARANI JAOUCH. – « Puppets (Tiknikner) » (Marionnettes), 2021

des ministres fascistes. Les Jeunes-Turcs – puis Mustafa Kemal, qui parachève le génocide des Arméniens(4) – construisent par la violence de masse un peuple turc en l'épurant ethniquement. Le gouvernement israélien met quant à lui en œuvre un projet de « Grand Israël » entre Jourdain et Méditerranée.

Dans le cas arménien, le génocide prend place lors d'une phase de transition vers l'instauration d'un État-nation. La violence qui s'abat sur les Arméniens

tient à la volonté du gouvernement jeune-turc, après une période d'ouverture aux composantes non turques de l'empire, de le fonder sur une identité ethnique musulmane homogène. Ainsi l'épuration concerne-t-elle aussi, selon des modalités à chaque fois spécifiques, les Assyriens, les Grecs ou les Juifs.

En Palestine, il s'agit plutôt d'un colonialisme de peuplement, à l'œuvre depuis la fin du ^{xix}e siècle : la violence est inhérente au projet sioniste, l'offen-

sive israélienne entamée en octobre 2023 étant la plus destructrice d'une longue série d'opérations de nettoyage ethnique. Selon l'historien Rashid Khalidi, Israël livre une « guerre de cent ans » contre le peuple palestinien(5). Sans cet élément, il est vain de chercher à analyser le massacre commis le 7 octobre par le Hamas.

L'enjeu du peuplement n'est pas absent dans le cas arménien. Ce génocide comporte un volet d'« ingénierie démographique », qui organise l'installation dans les provinces arméniennes de l'Est de musulmans provenant notamment des Balkans, où la Sublime Porte subit durant cette période des défaites militaires. Des historiens de l'Empire ottoman tardif évoquent une colonisation intérieure(6). Il s'agit d'éradiquer les Arméniens de la région.

Si la mémoire collective date du 24 avril 1915 le début du génocide des Arméniens, d'autres crimes de grande ampleur l'ont précédé au cours des dernières décennies du ^{xix}e siècle, en particulier les massacres dits « hamidiens » de 1894-1897 et ceux d'Adana en 1909. Les historiens discutent la continuité entre ces meurtres de masse et le génocide des Arméniens proprement dit. En tout état de cause, la violence se perpétue. Un siècle après le génocide, en septembre 2023, l'Azerbaïdjan soutenu par la Turquie procède à l'épuration ethnique de 120 000 Arméniens au Haut-Karabakh.

(1) Dominik J. Schaller, « From Lemkin to Clooney : The development and state of genocide studies », *Genocide Studies and Prevention*, vol. 6, n° 3, Toronto, décembre 2011.

(2) Perry Anderson, « Le droit international du plus fort », *Le Monde diplomatique*, février 2024.

(3) Francesca Albanese, « Anatomy of a genocide. Report of the special rapporteur on the situation of human rights in the Palestinian territory occupied since 1967 to Human Rights Council. Advance unedited version (A/HRC/55/73) », 24 mars 2024, www.un.org

(4) Raymond Kévorkian, *Parachever un génocide. Mustafa Kemal et l'élimination des rescapés arméniens et grecs (1918-1922)*, Odile Jacob, Paris, 2023.

(5) Rashid Khalidi, *The Hundred Years' War on Palestine. A History of Settler Colonialism and Resistance, 1917-2017*, Metropolitan Books, New York, 2020.

(6) Olivier Bouquet, *Pourquoi l'Empire ottoman ? Six siècles d'histoire*, Folio, Paris, 2022.

La justice internationale

(Suite de la première page.)

En premier lieu, si la justice internationale a déjà été placée sous le feu des projecteurs, c'est la première fois qu'elle se trouve projetée au centre de l'arène géopolitique. Fait sans précédent, le 26 janvier 2024, la lecture de la première ordonnance de la CIJ a été diffusée en direct à la télévision et retransmise sur des écrans géants installés devant le siège de la Cour. Confirmant l'attention médiatique et l'intérêt des populations, sa présidente, M^{me} Joan Donoghue, tout juste retraitée, a accordé un long entretien à la British Broadcasting Corporation (BBC) le 26 avril pour éclairer certains aspects de la décision rendue. Le procureur Khan s'en est lui remis à CNN le 20 mai pour fournir des précisions sur les motifs de son initiative et dénoncer les menaces dont il est l'objet.

Une faillite du politique

Cette situation inouïe tient à l'incurie des diplomates et des organes politiques des Nations unies (ONU), en premier lieu du Conseil de sécurité, incapables de faire cesser les combats et de trouver une issue au conflit. Par contraste, toutes les agences techniques de l'ONU s'activent sur le terrain en fournissant autant qu'elles le peuvent les secours et les soins aux populations : Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (Unwra), Programme alimentaire mondial (PAM), Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Organisation mondiale de la santé (OMS), Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef)... Le secrétaire général António Guterres, d'ordinaire plus réservé, multiplie les alertes et les déplacements. « *Tenter de gérer des conflits multiples par l'aide humanitaire, plutôt que par la recherche de solutions politiques,*

ne pourra pas durer longtemps », mettait cependant en garde le directeur des affaires humanitaires de l'ONU, M. Martin Griffiths, en conférence de presse le 4 juin 2024. Dans un communiqué publié le 9 mai, le groupe informel des Anciens (The Elders), créé par Nelson Mandela en 2007 et qui regroupe des Prix Nobel et des dirigeants à la retraite, dénonce la « faillite du politique » et appelle les grands de ce monde à leur responsabilité pour tracer des perspectives à la coopération multilatérale(3).

Spectaculaire et infamante, l'invocation de la convention de 1948 demeure parfois le dernier moyen de traîner les États devant la justice internationale. Certains, comme Israël, ne reconnaissent pas la CIJ mais font partie des 153 pays qui ont ratifié cette convention, dont l'article 9 prévoit de soumettre à la Cour tout différend afférent à son application : si l'Ukraine a recouru à cette astuce juridique pour amener la Russie sur le banc des accusés en 2022, la Chine, qui ne l'a pas signée, échappe à toute poursuite concernant le sort qu'elle réserve aux Ouïgours. Parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, seul le Royaume-Uni accepte sans aucune réserve la compétence de la CIJ, et seuls Londres et Paris ont adhéré à la CPI.

Cette juridiction pénale, créée en 1998, permet quant à elle de contourner l'obstacle de l'immunité diplomatique pour poursuivre des dirigeants en exercice ou des chefs militaires, en particulier lorsque aucune sanction internationale n'est possible en raison d'un veto au Conseil de sécurité. L'émission d'un mandat d'arrêt peut contrarier les déplacements de son destinataire puisque les 124 États parties à la CPI doivent, s'ils en ont la possibilité, le déferer à la Cour. Inculpé pour crime de guerre en Ukraine, M. Vladimir Poutine n'a pu se rendre au sommet des Brics à Johannesburg fin août 2023. Les 26 États membres de l'Union européenne qui reconnaissent la Cour – dont la France et l'Allemagne – se trouveraient donc dans un grand embarras si celle-ci acceptait de

délivrer des mandats contre les dirigeants israéliens. Les associations et militants des droits humains ne manqueraient pas de leur rappeler leurs obligations internationales. D'autant que 93 États parties, dont 21 de l'Union européenne, ont récemment signé une déclaration de soutien à la CPI, lancée par cinq pays (Belgique, Palestine, Chili, Sénégal et Slovaquie)(4).

En deuxième lieu, sur le fond, les trois ordonnances, prudentes, rendues par la CIJ les 26 janvier, 28 mars et 24 mai, ainsi que la requête du procureur de la CPI, définissent le périmètre des faits admis internationalement et donc difficilement contestables. « *Dans un monde où les récits s'affrontent, la Cour a reconnu la gravité des souffrances humaines et a désigné, à titre conservatoire, des responsables* »(5), diagnostique le juriste James A. Goldston.

Des critères draconiens

La décision définitive sur l'existence ou non d'un génocide à Gaza ne sera rendue que dans plusieurs années, compte tenu des critères juridiques draconiens devant être remplis pour établir ce crime spécifique, défini à la fin de la seconde guerre mondiale (lire l'encadré ci-contre).

Pour éviter inaction et impuissance en attendant le verdict final, la convention de 1948 a prévu des mécanismes d'alerte précoce permettant de prendre des mesures conservatoires dès les premiers signes avant-coureurs afin de protéger les populations « au cas où ». Ce qui ne préjuge en rien de l'existence ou non d'un génocide au bout du compte. Dans le cas de Gaza, Israël avait demandé à la CIJ de se déclarer incompétente, estimant les allégations de l'Afrique du Sud totalement et évidemment infondées. Tel-Aviv affirmait notamment prendre toutes les mesures de pré-

caution imposées par le droit humanitaire international pour préserver les civils. S'appuyant sur des faits établis (destructions, mortalité, etc.) et sur les déclarations « *deshumanisantes* » de plusieurs dirigeants israéliens, la CIJ, à une écrasante majorité de quinze voix sur dix-sept, a au contraire estimé « *plausible* » la mise en cause des droits que les Palestiniens tiennent de la convention, « *à savoir d'être protégés contre les actes de génocide* ». Dans son ordonnance du 26 janvier, elle considère qu'un « *risque réel et imminent [de] préjudice irréparable* » pèse sur ces droits et impose des mesures d'urgence(6). Cette reconnaissance constitue en elle-même un événement, car une accusation aussi grave, en particulier contre un État démocratique, « *ne devrait jamais être plausible* », comme le rappelle M^{me} Janina Dill, codirectrice de l'Institut d'Oxford pour l'éthique, le droit et les conflits armés(7).

L'une des mesures provisoires, votée y compris par le juge israélien, impose explicitement à Israël de faire cesser et de punir les « *incitations au génocide* ». Tel-Aviv doit aussi empêcher son armée de commettre tout acte réprimé par la convention de 1948 et doit préserver les preuves d'éventuels crimes. La CIJ ordonne encore à Israël de « *permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire requis de toute urgence afin de remédier aux difficiles conditions d'existence auxquelles sont soumis les Palestiniens de la bande de Gaza* ».

(3) « The Elders warn that failures of political leadership risk collapse of international order », 29 mai 2024, <https://theelders.org/>

(4) Cf. le communiqué diffusé sur X de la représentation permanente de la Belgique auprès de l'ONU le 14 juin 2024.

(5) James A. Goldston, « Strategic litigation takes the international stage : "South Africa v. Israel" in its broader context », Just Security, 31 janvier 2024, www.justsecurity.org

(6) Lire « La Cour internationale de justice évoque un risque plausible de génocide à Gaza », février 2024, www.monde-diplomatique.fr

(7) « Top experts' views of International Court of Justice ruling on Israel Gaza operations (South Africa v. Israel, genocide convention case) », Just Security, 26 janvier 2024, www.justsecurity.org

PEUT-ON COMPARER ?

génocide

Dans les deux cas, un langage déshumanisant prépare le terrain : « *porcs* », « *chiens* » pour les Arméniens ; « *animaux humains* » pour les Palestiniens, selon l’expression du ministre de la défense israélien Yoav Galant. Le déni d’humanité précède le massacre. Malgré les réformes survenues sous l’Empire ottoman au milieu du ^{xix}^e siècle, connus sous le nom de Tanzimat, les Arméniens demeurent des sujets de seconde catégorie. La situation d’apartheid qui prévaut en Israël au début du ^{xxi}^e siècle, documentée notamment par Amnesty International, Human Rights Watch et B’Tselem, implique que les individus jouissent de droits étagés en fonction de leur appartenance ethnico-religieuse.

Deux différences appellent cependant une exploration plus poussée. D’abord, leur subalternité en tant que groupe n’empêche pas que certains Arméniens appartiennent aux élites ottomanes, spécialement aux élites économiques. Ensuite, la séparation spatiale – apartheid signifie séparation – subie par les Arméniens n’équivaut pas à celle infligée aux Palestiniens – mur de séparation en Cisjordanie ; prison à ciel ouvert à Gaza.

L’émergence d’une conscience nationale est une donnée importante des deux situations. Les Arméniens exigent d’abord des droits et la sécurité dans les empires ottoman et russe, dans lesquels ils se trouvent, puis demandent l’indépendance. L’identité palestinienne se construit quant à elle dès la fin du ^{xix}^e siècle, en Palestine ottomane, au sein des milieux instruits (7). Elle se ren-

force ensuite dans la lutte contre le sionisme. Dans les deux cas, les massacres doivent empêcher la réalisation de cette aspiration à l’indépendance.

Autre trait semblable : la « communauté internationale » reste largement passive face aux deux drames. Les historiens débattent du rôle précis du Reich allemand, allié de la Sublime Porte lors de la première guerre mondiale, dans la destruction des Arméniens (8). Certains soutiennent que les officiers allemands y ont directement participé, d’autres qu’ils auraient pu au moins en partie l’empêcher. Lors de la reconnaissance du génocide par Berlin, en juin 2016, une résolution du Bundestag admet « *le rôle déplorable du Reich, qui, en tant que principal allié militaire de l’Empire ottoman (...), n’a rien entrepris pour arrêter ce crime contre l’humanité* ». Et d’ajouter que « *l’Empire allemand porte une part de responsabilité dans ces événements* (9) ». Le massacre

à Gaza implique également des soutiens internationaux, au premier rang desquels celui des États-Unis, qui offrent à Israël une couverture diplomatique et le pourvoient quasi inconditionnellement d’armes et de munitions.

Au-delà de la déshumanisation symbolique, les génocides relèvent de processus très matériels. La spoliation du foncier ou des comptes bancaires arméniens permet l’émergence de classes moyennes turques qui formeront la base du régime kémaliste (10). L’accaparement des terres palestiniennes à des fins de peuplement mais aussi de valorisation capitaliste constitue une dimension du conflit (11). Il y avait moins de 110 000 colons en Cisjordanie avant les accords d’Oslo en 1993. On en compte aujourd’hui près de 710 000.

Dans le cas israélien, des arguments religieux soutiennent le droit des Juifs à vivre en Palestine. La religion compte aussi au nombre des facteurs explicatifs de la destruction des Arméniens, mais elle n’a sans doute pas la même centralité et les historiens ne lui accordent pas tous la même importance.

Concernant les Arméniens, on ne peut négliger la dimension « locale » des massacres. L’une des formations paramilitaires liées aux Jeunes-Turcs qui mettent en œuvre le génocide – l’Organisation spéciale – s’appuie sur des criminels de droit commun ou des troupes irrégulières (notamment kurdes) incités à liquider les Arméniens. Si, à Gaza, l’armée israélienne procède à des bombardements aveugles, en Cisjordanie, les exactions commises par des colons ont aussi une dimension locale,

avec des éléments radicalisés bénéficiant de la protection étatique.

En 1915, le génocide commence par le meurtre des élites arméniennes d’Istanbul : décapiter la communauté, c’est la désorganiser afin d’éliminer plus facilement le reste de la population. On constate une offensive générale contre les Gazaouis, mais les intellectuels se trouvent là aussi ciblés, comme le montrent l’assassinat du poète Refaat Alareer par l’armée israélienne le 6 décembre 2023, la mort de 125 journalistes que recense le rapport de M^{me} Albanese, ou la destruction totale ou partielle des 12 universités de Gaza.

Un nombre croissant d’États, d’organisations de la société civile internationale et d’experts prennent au sérieux la thèse d’un génocide à Gaza. L’historien israélien Raz Segal semble avoir formulé le premier cette hypothèse, dès le 13 octobre (12). Peu après, le spécialiste israélo-américain de la Shoah Omer Bartov a énoncé l’idée d’une intention génocidaire de la part d’Israël (13). Puis la Cour internationale de justice (CIJ) saisie par l’Afrique du Sud a, fin janvier, considéré à une écrasante majorité le risque comme réel.

Un siècle après les événements, la reconnaissance du génocide des Arméniens par la « communauté internationale » a fait d’importants progrès. La Turquie n’a toutefois toujours pas admis sa responsabilité et refuse la qualification : elle admet des massacres dans le contexte de la première guerre mondiale, mais nie l’existence d’une intention d’éliminer les Arméniens.

Si la qualification de génocide bute souvent sur la question de l’intention, ceux qui le commettent l’énoncent rarement de manière explicite (14). Les déclarations « épuratrices » des dirigeants israéliens ne manquent pourtant pas. M. Netanyahu a ainsi demandé à ses conseillers l’élaboration d’un plan visant à « *réduire la population de Gaza au niveau le plus bas possible* ». L’armée

israélienne a recouru à l’intelligence artificielle pour tuer de manière systématique (15). Documenter la méthodologie de la destruction prendra du temps, mais l’intention d’annihiler s’observe aussi en actes.

Conscient des échos que se renvoient ces deux tragédies, le poète palestinien Najwan Darwish a écrit *Qui se souvient des Arméniens ?* (16), en référence à une phrase attribuée à Adolf Hitler à la veille de l’invasion de la Pologne. « *J’ai écrit un poème sur l’histoire arménienne ; aujourd’hui, je vois que nous, Palestiniens, vivons quelque chose de semblable. Ici, vous voyez l’ironie de l’histoire ; l’histoire se moque de nous*, constate Darwish dans un entretien au *Guardian*. (...) *Elle nous dit : vous pensez écrire sur le passé, mais en réalité vous écrivez sur votre avenir* (17). »

RAZMIG KEUCHEYAN.

(7) Cf. Rashid Khalidi, *L’Identité palestinienne. La construction d’une conscience nationale moderne*, La Fabrique, Paris, 2003.

(8) Cf. notamment Stefan Ihrig, *Justifying Genocide. Germany and the Armenians From Bismarck to Hitler*, Harvard University Press, Cambridge, 2016.

(9) Frédéric Lemaître, « En réaction à la reconnaissance du génocide arménien par l’Allemagne, la Turquie rappelle son ambassadeur à Berlin », *Le Monde*, 2 juin 2016.

(10) Hamit Bozarslan, Vincent Duclert et Raymond Kévorkian, *Comprendre le génocide des Arméniens*, Tallandier, Paris, 2015.

(11) Cf. Haim Yacobi et Elya Milner, « Planning, land ownership, and settler colonialism in Israel/Palestine », *Journal of Palestine Studies*, vol. 51, n° 2, Washington, DC, 2022.

(12) Raz Segal, « A textbook case of genocide », *Jewish Currents*, New York, 13 octobre 2023.

(13) Omer Bartov, « What I believe as a historian of genocide », *The New York Times*, 10 novembre 2023.

(14) Scott Straus, « Second-generation comparative research on genocide », *World Politics*, vol. 59, n° 3, Baltimore, avril 2007.

(15) Yuval Abraham, « “Lavender” : The AI machine directing Israel’s bombing spree in Gaza », +972 Magazine, 3 avril 2024, www.972mag.com

(16) Poème extrait de son recueil *Nothing More to Lose*, *New York Review Books/Poets*, New York, 2014.

(17) Alexia Underwood, « Palestinian poet Najwan Darwish : “We can’t begin to comprehend the loss of art” », *The Guardian*, Londres, 4 janvier 2024.

DEUX PROCÉDURES POUR L’HISTOIRE

dans le chaudron de Gaza

Les deux ordonnances suivantes (28 mars et 24 mai) confirment les mesures décidées le 26 janvier et constatent que la situation – « *d’une gravité exceptionnelle* » – se détériore, avec notamment le risque de propagation de maladies à tendance épidémique et la malnutrition. La CIJ ajoute en conséquence des obligations à la charge d’Israël, allant jusqu’à ordonner la cessation de toute action à Rafah « *qui serait susceptible de soumettre le groupe des Palestiniens de Gaza à des conditions d’existence capables d’entraîner sa destruction* ».

physique totale ou partielle ». Elle fait aussi référence au risque de famine qui, si elle est causée volontairement, peut constituer un génocide.

En droit pénal (compétence de la CPI), affamer délibérément des populations peut relever du crime de guerre (premier chef d’accusation contre MM. Netanyahu et Galant) et du crime contre l’humanité (cinquième motif d’inculpation contre eux). S’appuyant sur le rapport de six experts indépendants et sur les premières observations effectuées sur le terrain, M. Khan soupçonne éga-

lement les dirigeants israéliens de « *persécutions* » et d’« *actes inhumains* » (crimes contre l’humanité), mais aussi de cibler volontairement les civils, de leur « *causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter gravement atteinte à l’intégrité physique ou à la santé* », et de leur infliger des « *traitements cruels* » (crimes de guerre). Les chefs du Hamas sont, pour leur part, mis en cause pour des faits de « *torture* », de « *viols et violences sexuelles* » (crimes contre l’humanité) ainsi que de « *prise d’otages* » et d’« *atteintes à la dignité des personnes dans un contexte de captivité* » (crimes de guerre). Seule accusation commune aux cinq prévenus : « *l’extermination et le meurtre en tant que crimes contre l’humanité* ».

Espionnage et pressions

En troisième lieu, le choc provoqué à l’échelle du monde par les procédures judiciaires tient à ce qu’elles agissent comme un miroir grossissant des fractures de l’ordre international et du « deux poids, deux mesures » qui y règne. « *Aujourd’hui plus que jamais*, explique le procureur Khan, *nous devons démontrer collectivement que le droit international humanitaire, qui dicte les normes à respecter en temps de guerre, s’applique de façon impartiale à toutes les parties à un conflit armé dans l’ensemble des situations portées devant mon bureau et la Cour. C’est ainsi que nous pourrions démontrer concrètement que toutes les vies humaines se valent* (8). » C’est donc entre les victimes, et non entre les accusés, qu’il établit une équivalence. Compte tenu des rapports de forces internationaux et, concrètement, du soutien apporté à Israël par la première puissance économique et militaire du monde (les États-Unis), cette ambition peut sembler naïve. Pourtant, dans une géopolitique en fusion, elle n’est pas sans portée. Le fait que Tel-Aviv déploie depuis des années de considérables moyens d’espionnage et de pression à l’encontre

de la CPI – comme l’a révélé une récente enquête du *Guardian* (9) – ainsi que les menaces proférées contre le procureur confirment l’existence d’un véritable enjeu. Le soutien apporté à l’Afrique du Sud par un nombre croissant de pays du Sud, dont quatre se sont officiellement joints à l’action judiciaire (Colombie, Mexique, Nicaragua, Libye), tandis que d’autres États ont annoncé avoir l’intention de le faire (notamment l’Égypte, la Turquie, la Belgique et l’Espagne), dessine deux camps et deux conceptions de l’État de droit en matière de géopolitique. « *Malheureusement, cette affaire se trouve sur la faille de San Andreas de la politique internationale et des intérêts stratégiques* », reconnaît M. Khan avant de lancer à ceux qui le menacent : « *Faites ce que vous voulez. Dites ce que vous voulez. Nous ne nous laisserons pas détourner de notre mission envers la justice*. » La détermination du procureur frappe d’autant plus qu’on l’a connu plus accommodant avec les intérêts américains lorsqu’en septembre 2021 il avait abandonné, faute de moyens, les enquêtes visant l’armée des États-Unis en Afghanistan, après que ces crimes eurent été révélés par Julian Assange (10).

ANNE-CÉCILE ROBERT.

(8) « Déclaration du procureur de la CPI, Karim A. A. Khan KC : dépôt de requêtes aux fins de délivrance de mandats d’arrêt concernant la situation dans l’État de Palestine », 20 mai 2024, www.icc-cpi.int

(9) Yuval Abraham, Harry Davies, Bethan McKernan et Meron Rapoport, « Spying, hacking and intimidation : Israel’s nine-year “war” on the ICC exposed », *The Guardian*, Londres, 28 mai 2024.

(10) « Déclaration du procureur, Karim A. A. Khan KC, après avoir demandé aux juges, en vertu de l’article 18 2, de statuer sur sa demande d’autorisation de reprise des travaux d’enquête dans la situation en Afghanistan », 27 septembre 2021, www.icc-cpi.int

A.-C. R.

La négociation qui aurait pu

Mi-juin, à la veille d'une conférence de paix organisée en Suisse sans elle, la Russie a exigé de l'Ukraine des concessions territoriales élargies comme préalable à toute négociation. Cette demande ne figurait pas dans un projet d'accord négocié par les belligérants en 2022. À l'époque, les Occidentaux engagèrent Kiev à ne pas l'accepter, promettant armes et déroute russe.

PAR SAMUEL CHARAP
ET SERGUEÏ RADCHENKO *

Aux premières heures du 24 février 2022, l'aviation russe pilonne l'Ukraine. L'infanterie et les blindés de Moscou pénètrent dans le pays depuis le nord, l'est et le sud. Bientôt, les Russes tentent d'encercler Kiev. Il s'agit des premiers jours d'une invasion qui aurait pu entraîner la soumission totale de l'Ukraine. Rétrospectivement, il semble presque miraculeux que cela ne soit pas advenu.

Les évolutions du champ de bataille sont relativement bien connues. Ce qui l'est moins, c'est l'intense activité diplomatique qui a mobilisé Moscou, Kiev et bien d'autres acteurs, et qui aurait pu aboutir à un règlement du conflit quelques semaines seulement après son déclenchement.

Fin mars 2022, une série de réunions, en présentiel et en visioconférence, se tiennent en Biélorussie puis en Turquie (1). Elles débouchent sur un document commun, le « communiqué d'Istanbul », qui élabore le cadre d'un accord de paix. Dès lors, les négociateurs ukrainiens et russes entreprennent de rédiger un texte plus précis, fournissant à l'Ukraine des garanties de sécurité multilatérales, ouvrant la voie à sa neutralité permanente et, à terme, à son adhésion à l'Union européenne. Mais, au mois de mai, les négociations s'interrompent. Que s'est-il alors passé ? Jusqu'à quel point les protagonistes étaient-ils proches de conclure un accord ? Et pourquoi ne l'ont-ils en définitive jamais fait ?

Garanties de sécurité multilatérales

Lors de la première réunion, les Russes présentent une série de conditions strictes, exigeant de fait la capitulation totale de l'Ukraine. Mais, à mesure que la situation de Moscou sur le champ de bataille se détériore, ses positions à la table des négociations deviennent moins exigeantes. Ainsi, les 3 et 7 mars, les parties engagent une deuxième, puis une troisième session de pourparlers, toujours en Biélorussie. La délégation ukrainienne formule ses propres exigences : un cessez-le-feu immédiat et la mise en place de corridors humanitaires permettant aux civils de quitter la zone de guerre en toute sécurité. C'est au cours du troisième cycle de négociations que Russes et Ukrainiens semblent examiner pour la première fois des projets de texte (2).

Les réunions physiques s'interrompent alors pendant près de trois semaines,

Revenons au 24 février. Ce jour-là, M. Vladimir Poutine prononce un discours dans lequel il justifie l'invasion par la nécessité de « dénazifier » l'Ukraine. Un objectif qui impliquerait de renverser le gouvernement de Kiev, voire de tuer ou capturer M. Volodymyr Zelensky. Pourtant, quelques jours plus tard, Moscou entreprend d'explorer l'éventualité d'un compromis. La guerre n'est pas la promenade de santé que M. Poutine espérait. L'ouverture rapide de pourparlers suggère que le président russe a très tôt abandonné l'idée d'un changement de régime. M. Zelensky manifeste sa volonté de rencontrer son homologue, qui refuse de lui parler directement mais désigne une équipe de négociateurs. Le président biélorusse Alexandre Loukachenko doit jouer le rôle de médiateur.

Les négociations débutent le 28 février, dans l'une des vastes résidences de campagne de M. Loukachenko. La délégation ukrainienne est dirigée par M. David Arakhamia, le principal responsable du parti de M. Zelensky. Elle comprend le ministre de la défense Oleksiy Reznikov, le conseiller présidentiel Mykhailo Podoliak et quelques autres hauts responsables. La délégation russe est conduite par M. Vladimir Medinski, l'un des principaux conseillers du président russe et ancien ministre de la culture. Elle inclut aussi les vice-ministres de la défense et des affaires étrangères.

mais continuent sur Zoom. Durant ces échanges, les Ukrainiens commencent à se concentrer sur une question essentielle, selon eux, pour mettre fin à la guerre : l'obtention de garanties de sécurité qui obligeraient d'autres États à défendre leur pays si la Russie l'attaquait à nouveau. Personne ne sait exactement quand Kiev a soulevé cette question pour la première fois, avec les Russes comme avec les Occidentaux. Mais, le 10 mars, le ministre des affaires étrangères ukrainien Dmytro Kouleba, qui se trouve alors à Antalya, en Turquie, pour participer à une réunion avec son homologue russe Sergueï Lavrov, évoque la nécessité d'une « solution durable » pour l'Ukraine. Puis il ajoute que les Ukrainiens sont « prêts à discuter » des garanties qu'ils souhaitent recevoir des États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et de la Russie. Ce que M. Kouleba semble avoir en tête, c'est une garantie de sécurité multilatérale tel que cela se pratiquait pendant la guerre froide, c'est-à-dire un accord par



lequel des puissances concurrentes s'engagent à assurer la sécurité d'un État tiers, à la condition que ce dernier ne s'aligne sur aucun des garants en question.

Kiev veut ainsi disposer d'un mécanisme plus fiable que la seule bonne volonté de la Russie pour assurer sa sécurité future. Mais obtenir cette garantie n'a rien d'évident. Avant la guerre, les États-Unis et leurs alliés n'y étaient pas disposés. Pourquoi le seraient-ils maintenant, alors que la Russie a mis à exécution ses menaces ? Les négociateurs ukrainiens ont préparé une réponse à cette question : Kiev propose que la Russie soit également élevée au rang de garant. Ainsi, toute agression contre l'Ukraine induirait une guerre directe entre la Russie et les États-Unis – ce qui peut dissuader. Mais les Occidentaux refuseront cette solution.

Tout au long du mois de mars, de violents combats se poursuivent. Les Russes tentent de prendre Tchernihiv, Kharkiv et Soumy, mais échouent de façon spectaculaire. Au milieu du mois, la poussée de l'armée russe vers Kiev est au point mort et les forces de Moscou subissent de lourdes pertes. C'est dans ce contexte que les deux délégations continuent leurs discussions en visioconférence, avant de se rencontrer le 29 mars à Istanbul.

Une avancée majeure semble alors se produire. Après la réunion, les deux parties annoncent qu'elles ont abouti à un communiqué commun. Si les grandes lignes sont exposées lors des déclarations à la presse, le texte n'est pas publié. Nous en avons obtenu une copie. Ce projet s'intitule « Stipulations-clés du traité sur les garanties de sécurité de l'Ukraine ». Les Ukrainiens l'ont, selon les participants que nous avons interrogés, en grande partie rédigé – les Russes ayant provisoirement accepté l'idée de l'utiliser comme cadre pour un traité.

Ce dernier, tel qu'envisagé initialement, proclamerait la neutralité permanente de l'Ukraine, État dénucléarisé. Le pays renoncerait à rejoindre toute alliance militaire ainsi qu'à autoriser la présence de bases et de troupes étrangères sur son sol. Le communiqué cite comme garants possibles les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (y compris la Russie), ainsi que le Canada, l'Allemagne, Israël, l'Italie, la Pologne et la Turquie. Le texte précise que, si l'Ukraine était de nouveau attaquée et qu'elle demandait assistance, tous les États garants seraient obligés, après consultation avec elle et entre eux, de lui fournir l'aide nécessaire à sa sécurité. Ces obligations sont énoncées ici de manière bien plus précise qu'à l'article 5 du traité de l'Atlantique nord lui-même : il est notamment prévu d'imposer une zone d'exclusion aérienne, de fournir des armes ou de permettre l'intervention directe des États garants avec leurs moyens militaires.

Le communiqué d'Istanbul appelle également les deux parties à résoudre pacifiquement leur différend sur la Crimée dans un délai de quinze ans. Depuis son annexion en 2014, Moscou n'a jamais accepté de discuter du statut de la péninsule, répétant qu'il s'agit d'une région qui lui appartient au même titre que les autres. En acceptant de négocier son statut, le Kremlin admet tacitement que ce n'est pas le cas. Par ailleurs, la neutralité définitive de l'Ukraine n'exclut pas son adhésion à l'Union européenne, qui est même explicitement envisagée. Ainsi, les États garants (y compris la Russie) doivent s'engager à « confirmer leur intention de faciliter l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne ». Cela ne manque pas de surprendre : en 2013, M. Poutine avait exercé d'intenses pressions sur le président ukrainien Viktor Ianoukovitch pour qu'il renonce à un simple accord d'association avec la même Union.

Difficiles questions des frontières

Nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses sur les raisons qui ont conduit la Russie à accepter ces clauses. La guerre-éclair imaginée par M. Poutine avait échoué et le conflit menaçait de s'enliser. Il est possible que le président russe ait voulu limiter les pertes tout en s'assurant que l'Ukraine renonce bien à sa volonté d'intégrer l'OTAN et qu'elle n'accueille jamais aucune troupe de l'Alliance sur son territoire.

Dans ses commentaires du 29 mars, formulés immédiatement après la fin des pourparlers d'Istanbul, le chef de la délégation russe, M. Medinski, se montre résolument optimiste, expliquant que les discussions sur le traité relatif à la neutralité de l'Ukraine allaient entrer dans leur phase pratique et que, en tenant compte des complexités d'un texte impliquant autant

de garants potentiels, il était possible que MM. Poutine et Zelensky le signent lors d'un sommet dans un avenir proche.

La Russie abandonne son offensive sur Kiev, et se retire militairement du front nord dans les jours qui suivent. Une décision annoncée à Istanbul le 29 mars par le vice-ministre de la défense russe, M. Alexandre Fomine, afin de « construire la confiance mutuelle ». En réalité, cette retraite est largement subie et le Kremlin tente de faire passer un échec militaire pour une mesure diplomatique généreuse. Mais

* Respectivement politiste à la Rand Corporation et professeur d'histoire à l'université Johns-Hopkins. Ce texte est une version abrégée d'un article paru dans la revue *Foreign Affairs* en avril 2024.

(1) NDLR. Lire Benoît Bréville, « La piste d'Istanbul », *Le Monde diplomatique*, juin 2024.

(2) « Medinski a déclaré que les attentes de la Russie dans le cadre des négociations avec l'Ukraine n'étaient pas satisfaites » (en russe), 7 mars 2022, <https://tass.ru>

OFFRE D'ÉTÉ

TOUT LE « DIPLO » SUR ÉCRANS POUR 3,90 EUROS / MOIS

Formule d'abonnement, mensuel et sans engagement, valable jusqu'au 15 août.

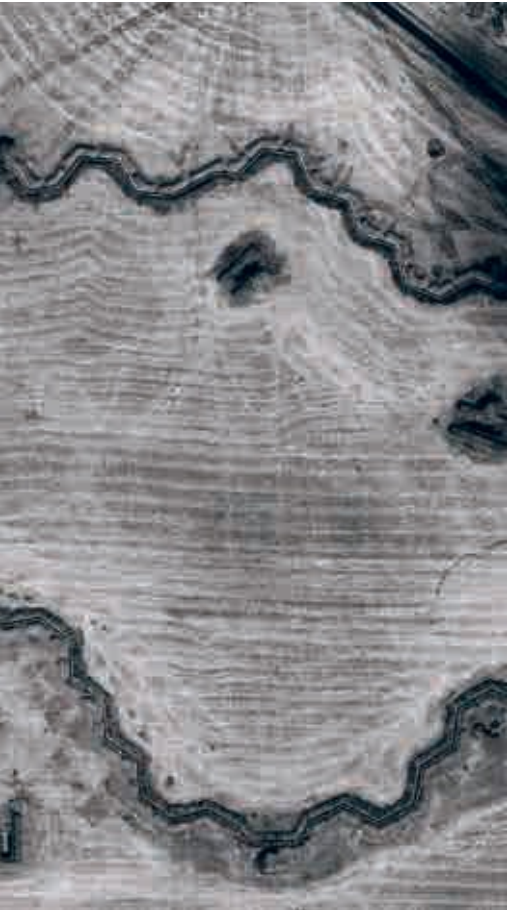
- Nouvelle application, simple et confortable
- Intégralité du mensuel et des cartes sur le site Internet
- Toutes les archives depuis 1954
- Journal audio : sélection d'articles lus par des comédiens
- Atlas, manuels, ebooks à télécharger en PDF et epub



www.monde-diplomatique.fr/ete

ENTRE MOSCOU ET KIEV ?

mettre fin au conflit en Ukraine



MICHEL SLOMKA/YPF (SOURCE DES IMAGES : GOOGLE EARTH, IMAGE © 2023 MAXAR TECHNOLOGIES, MARIPOUL OUEST, FÉVRIER 2014)

MICHEL SLOMKA. – De la série « Topographies II - Donbass », 2022. Tranchées de la ligne de front du Donbass creusées pour la plupart entre 2014 et 2017

à l'Organisation de l'État islamique (OEI). Pourtant, les deux parties continuent de travailler jour et nuit sur un accord de paix.

Les négociateurs s'échangent activement des versions du texte et ils commencent à les partager avec d'autres parties. Dans un « *draft* » (ébauche) daté du 12 avril, il est précisé que les États garants doivent décider de manière indépendante (c'est-à-dire sans nécessité de consensus) s'ils viennent en aide à l'Ukraine en cas d'attaque. Une version du 15 avril montre que les Russes cherchent à modifier cette clause, en insistant sur le fait que l'assistance à Kiev ne doit intervenir que « *sur la base d'une décision approuvée par tous les États garants* » – donnant ainsi un droit de veto à l'envahisseur probable, la Russie. D'après une annotation portée au texte, les Ukrainiens rejettent cet amendement, préférant en revenir à la formule originale.

La taille et la structure de l'armée ukrainienne font également l'objet d'intenses négociations. Le 15 avril, les deux parties sont toujours loin de s'accorder sur ces points. Les Ukrainiens souhaitent disposer d'une armée régulière de 250 000 hommes ; les Russes placent la limite à 85 000. Les Ukrainiens veulent 800 chars, les Russes n'en autorisent que 342. Les Ukrainiens plaident pour disposer de missiles d'une portée de 280 kilomètres ; les Russes évoquent 40 kilomètres. Les discussions évitent délibérément la question des frontières, remise au sommet envisagé entre MM. Poutine et Zelensky.

Malgré des désaccords importants, le projet du 15 avril laisse entendre que le traité sera signé dans les deux semaines. Les parties ont l'intention d'aller vite. « *À la mi-avril 2022, nous étions près d'en finir et de conclure un accord de paix* », déclarera

l'un des négociateurs ukrainiens, M. Oleksandr Chalyi, lors d'une réunion publique à Genève en décembre 2023 (3). Pourquoi les négociations se sont-elles alors interrompues ? M. Poutine incriminera les puissances occidentales, moins préoccupées par la paix que par le désir d'affaiblir son pays. Il affirmera que M. Boris Johnson, alors premier ministre britannique, avait transmis un message aux Ukrainiens, au nom du « *monde anglo-saxon* », spécifiant qu'ils devaient « *combattre jusqu'à ce que la victoire soit acquise et que la Russie subisse une défaite stratégique* ».

Sans verser dans la caricature osée ensuite par M. Poutine, force est d'admettre la tiédeur de la réaction occidentale à ces négociations. Washington et ses alliés se montrent profondément sceptiques quant aux perspectives offertes par

« Tout accord avec M. Poutine serait sordide »

LE Royaume-Uni se montre particulièrement peu enclin à la diplomatie. Dès le 30 mars, M. Johnson déclare : « *Nous devrions continuer à intensifier les sanctions avec un programme évolutif jusqu'à ce que toutes les troupes [russes] aient quitté l'Ukraine*. » Le 9 avril, le premier ministre débarque à Kiev, devenant le premier dirigeant étranger à se rendre sur place depuis le début de la guerre. Selon le *Wall Street Journal*, il déclare alors à M. Zelensky que « *tout accord avec Poutine serait sordide* » et que cela reviendrait à « *une victoire pour lui* [M. Poutine] : *si vous lui donnez quoi que ce soit, il le gardera, le mettra en banque et préparera son prochain assaut* (4). »

Les Américains n'auront jamais été si explicites. Mais ils n'ont jamais considéré la diplomatie comme un élément central de réponse à l'invasion russe. Le secrétaire d'État Antony Blinken et le ministre de la défense Lloyd Austin se sont rendus à Kiev deux semaines après M. Johnson, principalement pour y coordonner un sou-

la piste diplomatique d'Istanbul. Le communiqué élude en effet la question des frontières, et les divergences demeurent nombreuses. Les Occidentaux ne croient pas au succès des négociations.

De plus, Washington n'aura – selon un ancien fonctionnaire américain proche du dossier – été consulté qu'après la publication du texte, alors même que le traité envisagé aurait engagé juridiquement les États-Unis – notamment en les obligeant à entrer en guerre avec la Russie si celle-ci envahissait à nouveau l'Ukraine. Au lieu de soutenir le communiqué d'Istanbul et le processus diplomatique qui en résulte, l'Occident décide d'augmenter son aide militaire à Kiev et d'accroître la pression sur la Russie, notamment par le biais d'un régime de sanctions de plus en plus sévères.

tien militaire plus important. Comme le déclara M. Blinken lors d'une conférence de presse dans la capitale en guerre, « *la stratégie que nous avons mise en place – soutien massif à l'Ukraine, pression massive sur la Russie, solidarité avec plus de trente pays engagés dans ces efforts – donne de vrais résultats* ».

Pour autant, l'Occident n'impose pas à l'Ukraine de quitter la table des négociations, comme le prétendra M. Poutine. Il est certain que les promesses de soutien militaire de l'Occident renforcent la détermination de M. Zelensky, tandis que son intérêt pour la voie diplomatique n'est pas encouragé par le scepticisme de Londres ou de Washington. Mais le président ukrainien ne demandera jamais lui-même l'appui de l'Occident dans la recherche d'une solution diplomatique.

La confiance acquise des Ukrainiens en leur capacité à gagner la guerre joue également un rôle évident dans l'arrêt des négociations. Le retrait russe et la

perspective de livraisons d'armes occidentales modifient l'équilibre militaire. L'espoir d'une victoire sur le champ de bataille réduit souvent la propension d'un belligérant à faire des compromis...

À la fin du mois d'avril, l'Ukraine durcit sa position, exigeant un retrait du Donbass comme condition préalable à tout accord. « *Un traité avec la Russie est impossible – seule la capitulation peut être acceptée* », déclare, le 2 mai, M. Oleksiy Danilov, président du Conseil de défense et de sécurité nationale d'Ukraine (5).

Le 11 avril 2024, M. Loukachenko, premier intermédiaire dans les pourparlers de paix, appelle à un retour au projet de traité du printemps 2022. « *C'est une position raisonnable* », déclare-t-il lors d'une conversation avec M. Poutine au Kremlin. « *Et également acceptable pour l'Ukraine*. » M. Poutine renchérit : « *Ils sont d'accord, bien sûr*. » En réalité, Russes et Ukrainiens ne sont jamais parvenus à un compromis. Mais ils ont avancé en fixant un cadre général ouvrant la voie à un éventuel accord.

Après deux années et demie de carnage, il n'est pas inutile de revenir à cet épisode mal connu des négociations d'Istanbul. Le détail de son déroulé permet de saisir comment MM. Poutine et Zelensky ont pu envisager d'amples concessions. Si Kiev et Moscou reviennent à la table des négociations, ils trouveront là bien des idées utiles à la construction d'une paix durable.

**SAMUEL CHARAP
ET SERGUEÏ RADCHENKO.**

(Traduit de l'américain par Christophe Ventura.)

(3) « Breaking the stalemate to find peace : The Russia-Ukraine war – A Geneva security debate », Geneva Centre for Security Policy (GSCP), 5 décembre 2023. Vidéo disponible sur www.youtube.com

(4) Yaroslav Trofimov, « Did Ukraine miss an early chance to negotiate peace with Russia ? », *The Wall Street Journal*, New York, 5 janvier 2024.

(5) « Danilov a déclaré qu'un traité de paix avec la Russie était impossible et a appelé à se préparer à une longue guerre » (en ukrainien), 2 mai 2022, <https://strana.today>

Céréales, une entente tacite en mer Noire

En juillet 2023, la sécurité alimentaire mondiale semblait menacée. Moscou suspendait sa participation à un accord qui avait permis l'exportation de céréales ukrainiennes par la mer Noire. Mais le Pont-Euxin – son ancienne appellation grecque – connaît un an plus tard un surprenant dynamisme commercial. Comme si les deux belligérants s'entendaient pour y limiter l'escalade.

PAR IGOR DELANOË *

EN juillet 2022, sous l'égide des Nations unies, Moscou, Kiev et Ankara s'entendaient pour permettre à l'Ukraine d'exporter son blé, en dépit des combats en mer Noire. Douze mois plus tard, la Russie suspendait sa participation à cette Initiative céréalière de la mer Noire (ICMN). Alors que les analystes pronostiquaient un effondrement, les exportations céréalières maritimes de l'Ukraine se portent étonnamment bien : leur niveau a atteint vingt-deux millions de tonnes au premier trimestre 2024, soit deux fois plus qu'au cours des trois premiers mois de l'année 2023, lorsque les navires ukrainiens empruntaient le corridor maritime créé dans le cadre de l'accord céréaliier (1). Le port d'Odessa, qui regroupe les terminaux portuaires de la ville elle-même, de Tchornomorsk et de Pivdenniy, constitue la principale artère avec douze millions de tonnes exportées au cours du premier trimestre 2024. Trois millions de tonnes l'ont été par le Danube, et deux millions par voie terrestre durant la même période (2). Les exportations céréalières de ce pays en guerre ont presque rattrapé – à 5 % près – leur niveau d'avant l'éclatement du conflit. Comment expliquer ce retour à la normale ?

Convaincu que les Ukrainiens se servent du corridor maritime pour lancer des attaques de drones contre la Crimée et qu'ils reçoivent de l'aide dissimulée via cette même voie de passage, Moscou quitte l'ICMN le 17 juillet 2023. S'ensuit une campagne de bombardements de plusieurs jours contre les infrastructures maritimes du port d'Odessa, jusque-là sanctuarisé par l'accord. Le 15 août 2023, la marine russe arraisonne même un tanker suspecté de transporter du matériel militaire à destination de l'Ukraine dans le sud-ouest du bassin pontique, à proximité des eaux turques. Néanmoins, Kiev parvient à tenir en respect la flotte russe en faisant peser une menace diffuse liée au déploiement de missiles anti-navires et à l'emploi de drones de surface. Ces derniers frappent un tanker russe le 5 août 2023 à l'embouchure du détroit de Kertch. Comme la campagne contre les installations énergétiques ukrainiennes à l'hiver 2022, celle contre les infrastructures céréalières à l'été 2023 échoue. Un nouvel équilibre s'est depuis installé.

Les réussites militaires ukrainiennes en mer Noire n'expliquent qu'en partie cette nouvelle donne. Moscou n'a pas vraiment intérêt à une escalade. Car, si les exportations ukrainiennes de céréales par voie de mer ont repris grâce à l'instauration d'un nouveau corridor via les eaux roumaines et bulgares, le commerce maritime pontique russe a, lui, explosé. Avec près de 270 millions de tonnes traitées en 2023, la zone Azov - mer Noire reste la plus dynamique des interfaces maritimes russes, davantage que la façade arctique, les ports en mer Baltique, l'interface caspienne ou les ports d'Extrême-Orient (3). Assurant près d'un tiers du commerce maritime de la Russie, les ports pontiques ont vu le volume de leur trafic progresser de 10,4 % en 2023 – un bond jamais constaté au cours de la dernière décennie. Une légère baisse au premier trimestre 2024 concerne toutefois l'ensemble des façades maritimes.

Les exportations de céréales n'échappent pas à cette tendance haussière : depuis le début de la saison agricole – qui s'étend du 1^{er} juillet au 30 juin de l'année suivante –, elles ont dépassé soixante millions de tonnes (très majoritairement du blé), soit

dix millions de plus que la saison précédente (4). À l'issue du premier trimestre 2024, les exportations de céréales ont enregistré depuis juillet 2023 une augmentation de l'ordre de 20 % en glissement annuel. La géographie des clients évolue, avec une montée en puissance des pays asiatiques à côté des traditionnels importateurs de la rive sud de la Méditerranée. Parmi les principaux importateurs, l'Égypte (5,9 millions de tonnes) a ravi la première place à la Turquie (5,5 millions de tonnes). On note l'irruption du Bangladesh avec une hausse spectaculaire des importations de céréales de Russie de + 150 % (3 millions de tonnes), ce qui le classe à la troisième place, devant le Pakistan (2,1 millions de tonnes, + 25 %) et l'Algérie (1,7 million de tonnes, + 7 %) (5). Ce dynamisme s'explique notamment par un prix à la tonne très compétitif : 211 dollars pour le blé russe, contre 222 dollars pour l'euro-péen, 272 dollars pour l'américain ou encore 283 dollars pour le canadien (6). Cet avantage, soutenu par de bonnes récoltes, devrait permettre à la Russie de conserver sa place de premier exportateur de blé pour la cinquième année d'affilée, avec notamment des conquêtes de parts de marché en Afrique et au Proche-Orient, au détriment des exportateurs européens et ukrainiens.

Clémence des houthistes

Atteindre les clients africains et asiatiques suppose pour les tankers russes et ukrainiens d'emprunter la route la plus directe, celle de la mer Rouge. Or celle-ci s'avère dangereuse depuis décembre 2023 du fait des attaques menées par les rebelles houthistes contre les navires au large des côtes yéménites par solidarité avec les Palestiniens (7). Ces aléas sécuritaires ont contraint de grands groupes énergétiques (Shell, BP...) et des logisticiens (Maersk, CMA-CGM...) à privilégier le contournement de l'Afrique. Selon PortWatch, l'outil de suivi du trafic maritime depuis l'espace financé par le Fonds monétaire international (FMI), 33 cargos passaient en moyenne le canal de Suez par jour à la fin du mois de mai, contre 78 à la même époque, il y a un an (8).

Jusqu'à fin janvier, les bâtiments russes – ou ceux transportant des cargaisons russes – semblaient bénéficier d'une forme d'immunité. Toutefois, l'attaque, le 23 janvier 2024, d'un tanker transportant du brut de Russie a démontré que le risque demeurait bien réel. Plus récemment, le 18 mai, les miliciens houthistes ont visé par erreur le *Wind*, un pétrolier à destination de la Chine de la « flotte fantôme » – c'est-à-dire un bateau à la propriété opaque qui permet d'exporter malgré les sanctions. Même s'ils sont proportionnellement moins nombreux que ceux en provenance de Russie, les navires ukrainiens ou ayant appareillé d'Ukraine n'ont jamais été ciblés à ce jour. Qu'ils proviennent de Russie ou d'Ukraine, les navires sillonnant la mer Noire puis la mer Rouge traversent ainsi deux zones de conflit sur leur route.

Les risques d'approvisionnement en céréales, notamment sur les marchés africains, invoqués lors de la fin de l'accord à l'été 2023 ne se sont pas concrétisés. Tout s'est passé, et se passe depuis, comme si les belligérants n'avaient plus besoin de cet accord pour commercer. Les attaques sur les infrastructures comme sur les navires civils demeurent ponctuelles. Un autre « deal », tacite celui-là, existerait-il entre les belligérants en vue de préserver leurs capacités d'exportations céréalières respectives ?

(1) Bridget Diakun et Greg Miller, « Ukrainian grain exports rebound as ship arrivals near pre-war levels », 26 avril 2024, www.lloydlist.com

(2) « La victoire passée inaperçue : comment l'Ukraine a réussi à rétablir les exportations par la mer Noire » (en russe), British Broadcasting Corporation, 5 mai 2024, www.bbc.com/russian

(3) Statistiques de l'Association des ports de commerce (en russe), www.morport.com

(4) Statistiques de l'Union des exportateurs de céréales citées dans « Russia's grain exports are already over 10 millions tonnes higher than last season at this time », Interfax, 28 mai 2024, <https://interfax.com>

(5) « Egypt and Turkey in the lead : Where does Russia send its grain ? » (en russe), 10 avril 2024, <https://agrossearch.kz>

(6) « Grain : World markets and trade », United States Department of Agriculture, juin 2024, <https://fas.usda.gov>

(7) Lire Tristan Coloma, « Les houthistes défient Washington », *Le Monde diplomatique*, mars 2024.

(8) « Monitoring trade disruptions from space », IMF/Portwatch, <https://portwatch.imf.org>

* Directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe, docteur en histoire.

L'ÉTAT FAIT DÉRAILLER LE PROCESSUS

Nouvelle-Calédonie,

En décidant d'imposer une modification du corps électoral en Nouvelle-Calédonie, M. Emmanuel Macron a embrasé l'archipel. La colère qu'elle a suscitée ne faiblit pas. La récente incarcération en métropole de sept militants indépendantistes l'a même attisée. Ayant pris fait et cause pour l'un des acteurs, l'État français peut-il encore être le garant du processus de décolonisation imaginé il y a bientôt quarante ans ?

PAR MARIE SALAÛN ET BENOÎT TRÉPIED *

LA Nouvelle-Calédonie est-elle encore dans une situation coloniale aujourd'hui ? Alors que l'archipel du Pacifique sud traverse une grave crise insurrectionnelle depuis le 13 mai dernier, avec plus de dix morts et de nombreux blessés, des centaines de maisons et d'entreprises incendiées, une économie locale à terre et de grandes difficultés d'approvisionnement ou d'accès aux soins, cette question pourrait paraître assez rhétorique. Elle ne l'est pas. Le premier des désaccords entre ceux qui s'affrontent dans les rues de la capitale Nouméa et sur les réseaux sociaux porte précisément sur la réponse à y apporter.

Pour les uns, partisans du maintien du territoire dans la République, la page coloniale serait bel et bien tournée. Les accords politiques qui se sont succédé depuis 1988 auraient non seulement ramené la paix civile – qui s'est révélée fragile – mais aussi parachevé une décolonisation d'un genre nouveau, débouchant sur la réaffirmation du lien indissoluble entre la Nouvelle-Calédonie et la France. Pour les autres, c'est précisément parce que la dette coloniale n'a pas été apurée qu'il faut continuer à penser les moyens de l'autodétermination de l'archipel, car tel serait, pour eux, le sens de l'histoire.

Dans un célèbre texte de 1951, l'anthropologue Georges Balandier considérait qu'une situation coloniale se définit par « la base raciale des groupes, leur hétérogénéité radicale, les relations antagonistes qu'ils entretiennent et l'obligation où ils se trouvent de coexister dans les limites d'un cadre politique unique (1) ». Toute tentative d'explication du chaos actuel suppose effectivement d'interroger le poids des héritages coloniaux ou, pour le dire autrement, la « colonialité » du moment présent.

« Destin commun » mais inégalités sociales

Né du fait colonial, le profond fossé social n'a pas disparu comme par enchantement après 1946, quand la colonie est devenue un territoire d'outre-mer (TOM) et que la citoyenneté française a été étendue aux Kanaks. Bien au contraire, le système d'apartheid colonial a perduré dans les faits, sinon en droit.

C'est seulement dans les années 1970 que quelques étudiants de retour de métropole, dont l'ancien prêtre Jean-Marie Tjibaou, ont posé un regard neuf et sans concession sur leur pays : dénonçant le poids persistant du colonialisme, du racisme et du paternalisme sur le peuple kanak, ils ont milité pour la réparation des torts de la colonisation, en particulier la revalorisation de leur culture et la restitution des terres volées, puis bientôt l'indépendance kanake et socialiste, une revendication très soutenue au sein de la population kanake, mais très impopulaire chez les non-Kanaks. Dès lors, les années 1980 ont été marquées par une bipolarisation tout à la fois ethnique et partisane entre le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) et le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR).

La montée des tensions entre les deux camps, accentuée par les errements des gouvernements français de gauche comme de droite, a finalement débouché sur des

* Respectivement professeure à l'université Paris Cité et chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

En 1853, les autorités françaises ont pris possession de la Nouvelle-Calédonie pour en faire une colonie de peuplement. Outre la soumission des autochtones (les Kanaks) et l'exploitation des ressources, il s'agissait de favoriser l'implantation de colons, libres ou « pénaux » (des bagnards, parmi lesquels d'anciens communards ou des rebelles kabyles), afin de bâtir aux antipodes une petite « France australe ». Les premiers habitants ont donc été repoussés manu militari aux marges sociales et géographiques de la colonie, puis enfermés dans des réserves correspondant à moins de 8 % de la superficie de l'île principale. Décimée par les maladies et les guerres, soumise au régime de l'indigénat et au travail forcé chez les colons, exclue de la citoyenneté et de l'école républicaine, confrontée à des bouleversements sociaux et culturels sous l'action des missionnaires chrétiens, la population kanake ne comptait plus que 27 000 individus au début du ^{xx}e siècle, contre plusieurs centaines de milliers avant l'arrivée des Européens (2). L'« extinction des indigènes », selon le vocabulaire de l'époque, semblait inéluctable. De fait, il s'en est fallu de peu.

Tandis que ce traumatisme colonial marquait les consciences kanakes au fer rouge, d'autres, grands colons, commerçants et administrateurs, régnaient dans la ville blanche de Nouméa ou sur d'immenses propriétés d'élevage, bénéficiant des rouages d'une économie de comptoir et de l'exploitation des mines de nickel. La plupart des descendants de bagnards et des petits colons vivotaient cependant dans des conditions modestes voire misérables, accrochés aux lopins de terre volés par l'administration aux Kanaks. Enfin, des coolies originaires d'Océanie ou d'Asie sont venus travailler avec des contrats d'engagement à mi-chemin de l'indigénat et du bagne, pour ne pas dire de l'esclavage.

affrontements qui ont fait près d'une centaine de morts entre 1984 et 1988. Pudiquement surnommée les « événements », cette séquence insurrectionnelle a culminé avec l'assaut de la grotte d'Ouvéa en mai 1988, entraînant la mort de deux militaires et de dix-neuf indépendantistes (3).

Le contentieux néo-calédonien repose sur une question à la fois démographique et politique. Au tournant des années 1970, une nouvelle vague migratoire en provenance de l'Hexagone et d'autres territoires ultramarins a pour la première fois rendu les Kanaks minoritaires chez eux : depuis, ils représentent environ 40 % de la population (4). L'installation de ces nouveaux venus ne témoignait pas seulement des opportunités économiques du « boom du nickel » de l'époque, mais aussi de la volonté de l'État de tuer dans l'œuf la revendication indépendantiste par une politique de peuplement.

Un conflit de légitimités est en jeu ici. Les indépendantistes considèrent que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à la décolonisation, reconnu par les Nations unies, ne peut s'appliquer qu'aux seuls Kanaks en tant que peuple autochtone colonisé. Mais l'État et les loyalistes profrançais estiment que le principe « un homme, une voix » doit s'appliquer sans restriction à tous les citoyens de la République résidant en Nouvelle-Calédonie. Quand bien même l'application de ce type de règle en situation de colonisa-



JIM SKULL. – « Le Deuilleur Apuema », 1995

tion de peuplement revient à entériner la politique du fait accompli et la minorisation des Kanaks.

Pour sortir de l'ornière, les indépendantistes kanaks font un pas décisif dès 1983 lors d'une table ronde à Nainville-les-Roches (Essonne). En échange de la reconnaissance du « droit inné et actif » du peuple kanak à l'indépendance, ils proposent de partager leur droit à l'autodétermination avec ceux qu'ils ont appelés les « victimes de l'histoire » : les descendants des colons, des bagnards et des coolies, tous ces « Calédoniens » ou « Caldoches » enracinés dans le pays au fil du temps (5).

Il a fallu encore bien des drames, entre 1984 et 1988, avant que les autres acteurs politiques ne comprennent la portée de cette ouverture. Dans un premier temps, les accords de Matignon-Oudinot, signés en 1988 par le FLNKS, le RPCR et l'État sous l'impulsion du premier ministre Michel Rocard, ont ramené la paix, repoussé provisoirement la question de l'indépendance et lancé des mesures de grande ampleur, dites de « rééquilibrage », au profit des Kanaks.

Puis un nouveau compromis a été trouvé en 1998 entre les trois signataires, sous l'égide cette fois de M. Lionel Jospin, alors chef du gouvernement : l'accord de Nouméa (6). Intégré à la Constitution française, cet accord a lancé un processus de « décolonisation » – le mot figure dans le texte – de l'archipel au sein de la République pendant une vingtaine d'années, à partir de trois grands principes : le transfert progressif et irréversible de toutes les compétences non régaliennes de l'État à la Nouvelle-Calédonie ; la reconnaissance de l'identité kanake dans de nombreux domaines (langues, culture, foncier, droit, institutions, etc.) ; et la création d'une « citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie », à l'intérieur de la citoyenneté française pour le moment, permettant au peuple kanak et aux autres communautés de l'archipel d'élaborer ensemble un projet de « destin commun » sur la voie d'une future émancipation.

À compétences égales, une loi de protection de l'emploi local priorise l'embauche des citoyens néo-calédoniens, et seuls ces derniers peuvent voter aux élections provinciales qui déterminent aussi la composition du Congrès de la Nouvelle-Calédonie et du gouvernement local. Des droits sociaux et politiques sont donc attachés à cette citoyenneté calédonienne.

Sur la question cruciale des frontières de cette « citoyenneté calédonienne », un point de compromis historique a été trouvé en 1998, quinze ans après Nainville-les-Roches : les signataires de l'accord de Nouméa sont convenus que son corps serait composé de tous les citoyens français installés en Nouvelle-Calédonie jusqu'en 1998 et justifiant de dix années de résidence, ainsi que de leurs descendants. Les Français arrivés après 1998, c'est-à-dire après le déclenchement du processus officiel de décolonisation progressive de l'archipel, sont donc exclus de la « citoyenneté calédonienne » pendant toute la durée de l'accord.

Détail important, le caractère figé de la borne temporelle de 1998 n'a pas été explicité dans le texte même de l'accord de Nouméa, mais dans la première mouture de la loi organique du 16 février 1999, qui en était la traduction. Le Conseil constitutionnel a cependant censuré cette disposition le 15 mars 1999, ce qui a relancé les débats et suscité l'expression d'un désaccord nouveau du RPCR. Le gouvernement a alors entrepris de modifier à nouveau la Constitution pour y inscrire le gel du corps électoral provincial à 1998. Cette révision de la norme suprême n'a cependant abouti qu'en 2007 : entre-temps, les non-indépendantistes ont fait de la question d'un corps électoral « gelé » ou « glissant » un argument de propagande.

Aujourd'hui, on mesure les effets délétères de cette instrumentalisation, quand bien même il est indispensable de rediscuter du périmètre et des conditions d'acquisition de la « citoyenneté calédonienne ». L'hypothèse d'une forme de droit du sol fait déjà consensus parmi les forces politiques locales qui consentent à ce que les personnes nées sur place de parents non citoyens néo-calédoniens en bénéficient. En revanche, cette discussion ne peut s'envisager, du point de vue du FLNKS, qu'à deux conditions : la décision doit revenir aux Néo-Calédoniens plutôt qu'aux parlementaires français ; et elle ne saurait être disjointe d'un accord politique global sur l'avenir du pays.

Or, sur ces deux points, M. Emmanuel Macron a décidé de passer en force, encouragé en cela par les loyalistes les plus radicaux auxquels il s'est allié. Faisant fi des nombreux avertissements qui lui ont été adressés, il a souhaité imposer une modification constitutionnelle sans consensus local afin de « dégeler » le corps électoral. Le Sénat a adopté le texte le 2 avril 2024, l'Assemblée nationale le 14 mai, avant une prochaine réunion du Congrès à Versailles normalement prévue pour clore la révision. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la Nouvelle-Calédonie a fait un bond en arrière de quarante ans. Le jour même où l'Assemblée nationale commençait l'examen de ce texte unanimement décrié par les indépendantistes, Nouméa a pris feu.

La question électorale a servi de détecteur, mais la crise actuelle renvoie aussi plus généralement aux limites du processus de rééquilibrage et de décolonisation engagé par les accords.

En pratique, le projet du « destin commun » se heurte à la persistance d'inégalités sociales très fortes entre les communautés. Le haut de l'échelle sociale n'a jamais cessé d'être blanc, le bas, kanak et océanien, et la distance entre ces deux extrémités se révèle immense. Le niveau de vie des 10 % les plus aisés est 7,1 fois plus élevé que celui des 10 % les plus modestes, alors que ce ratio est de 3,5 en France hexagonale (7). Ces inégalités s'observent aussi dans l'espace, entre d'un côté la province Sud – fief loyaliste englobant l'agglomération de Nouméa et regroupant l'essentiel de la population non kanake –, de l'autre, les provinces Nord et des îles Loyauté – dirigées par les indépendantistes et peuplées très majoritairement de Kanaks. Si 45 % de la population de la province Sud vit en deçà du revenu médian, ce taux monte à 62 % au Nord et 77 % aux îles (8). L'accès à l'emploi dans le pays, meilleur rempart contre la pauvreté, s'avère étroitement lié

(1) Georges Balandier, « La situation coloniale. Approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 11, Paris, 1951.

(2) Christophe Sand, *Hécatombe océanienne. Histoire de la dépopulation du Pacifique et ses conséquences (xvi^e-xx^e siècle)*, Au vent des îles, Papeete, 2023.

(3) Lire Jean-Marie Kohler, « Imposture et violences en Nouvelle-Calédonie », *Le Monde diplomatique*, juin 1988.

(4) Jean-Louis Rallu, « La population de la Nouvelle-Calédonie », *Population*, n° 4-5, Paris, 1985 ; cf. aussi Pascal Rivoilan, « Recensement de la population 2019 », *Synthèse*, n° 45, Nouméa, octobre 2020.

(5) Louis-José Barbançon, *Il y a vingt-cinq ans : le gouvernement Tjibaou (18 juin 1982-18 novembre 1984)*, Agence de développement de la culture kanake, Nouméa, 2008.

(6) Lire Alban Bensa et Eric Wittersheim, « À la recherche d'un destin commun en Nouvelle-Calédonie », *Le Monde diplomatique*, juillet 1998.

(7) Sonia Makhzoum et Valérie Molina, « Étude sur la pauvreté en Nouvelle-Calédonie », *Synthèse*, n° 64, avril 2023.

(8) *Ibid.*

DE DÉCOLONISATION

une histoire de la colère

à certains critères individuels comme la localisation géographique, l’origine ethnique ou le niveau de formation. Or cet état de fait défavorise structurellement les Kanaks, d’autant que la loi de protection de l’emploi local, pourtant consacrée dans l’accord de Nouméa, n’a été que tardivement et timidement mise en œuvre.

Depuis 1988, les provinces dirigées par les indépendantistes ont néanmoins bénéficié de politiques de rééquilibrage importantes en termes d’infrastructures et de services publics. Afin de contrebalancer l’influence de Nouméa, le FLNKS a porté un grand projet de développement urbain et industriel dans la région de Koné, chef-lieu de la province Nord, avec l’implantation d’une gigantesque usine de transformation de nickel. Ouverte en 2013, celle-ci a attiré habitants, entreprises et capitaux et laissé entrevoir une nouvelle donne économique et politique pour le pays(9). Mais la crise actuelle du secteur métallurgique a mis un brutal coup d’arrêt à cette dyna-

mique(10). L’usine du Nord est désormais en sommeil, et personne ne sait quel sera son avenir, ce qui fragilise considérablement la stratégie indépendantiste.

En outre, le rééquilibrage au profit du Nord et des Îles n’a pas suffi à freiner les migrations vers Nouméa : aujourd’hui, la moitié de la population kanake vit dans l’agglomération. Ce sont des ouvriers, des employés, des techniciens, des fonctionnaires et même quelques cadres, mais aussi de nombreuses personnes en situation de grande précarité sociale, qui voient s’étaler sous leurs yeux l’opulence des quartiers blancs et riches. Dans ce contexte, certains jeunes, touchés de plein fouet par la misère et la déscolarisation, basculent dans la délinquance et finissent dans la prison de Nouméa, où les Kanaks forment 95% de la population carcérale(11). Et cette jeunesse marginalisée, mais farouchement indépendantiste, a joué un rôle déterminant dans l’explosion urbaine de mai 2024, qui s’avère donc indissociablement sociale et politique.

Ne pas se laisser faire

Ce niveau de violence n’a pas été observé dans le reste de l’archipel. En «brousse» comme dans les îles, où la présence kanake est incontournable, l’ensemble des habitants ont semble-t-il continué à jouer le jeu de la «citoyenneté calédonienne» et du vivre-ensemble, même après le 13 mai. Certains barrages en zone rurale ont même été le théâtre de scènes de fraternisation entre communautés. C’est donc bien dans l’agglomération nouméenne que le fameux «destin commun» semble le plus lointain.

Depuis les années 1980, l’école s’est massifiée sans se démocratiser, sans non plus satisfaire pleinement la demande d’une prise en compte des langues et de la culture kanakes. Les objectifs de rééquilibrage et de décolonisation ont certes eu une déclinaison scolaire en termes de territorialisation – avec des capacités provinciales d’adaptation à la marge du cursus – et de transfert des compétences de Paris vers Nouméa. Mais l’État français assure encore plus de 90% de la dépense d’éducation et conserve des prérogatives essentielles (délivrance des diplômes nationaux, définition des programmes, contrôle pédagogique, etc.) qui limitent fortement la possibilité d’un projet éducatif local émancipé de son référent hexagonal(12).

Compétence partagée entre l’État et la Nouvelle-Calédonie, l’enseignement supérieur se trouve lui aussi dans une situation en demi-teinte. Grâce au soutien de Paris, les infrastructures locales se sont développées de manière spectaculaire, les effectifs étudiants passant de deux cents en 1987 à presque quatre mille aujourd’hui(13). Les programmes de discrimination positive en faveur des Kanaks (dispositifs de reprise d’études et des bourses), la décentralisation de l’offre de formation (ouverture d’un campus en province Nord en 2020), la création d’un organisme de recherche local (l’Institut agronomique néo-calédonien, IAC) et le renforcement de l’ancrage régional à travers les coopérations intra-Pacifique sont autant d’éléments qui montrent qu’une partie du chemin, mais une partie seulement, a été accomplie en direction d’un enseignement supérieur et d’une recherche au service du territoire et de ses enjeux propres.

Le développement des infrastructures scolaires et universitaires s’est accompagné d’une élévation du niveau moyen de formation, mais il faut distinguer ce qui relève de la massification – l’allongement général des études pour toutes les populations – et de la réalité plus qualitative de cette démocratisation. D’après les derniers chiffres disponibles (2014), un non-Kanak a 1,2 fois plus de chances qu’un Kanak d’obtenir un baccalauréat technologique, 5,6 fois plus pour un bac général, et 8,3 fois plus pour un diplôme du supérieur(14). En d’autres termes, les inégalités n’ont pas disparu. Elles se sont déplacées vers le haut de l’échelle scolaire. Si l’amélioration générale des niveaux d’études se vérifie dans toutes les provinces, de très fortes inégalités persistent : on constate une surreprésentation des non-diplômés au Nord (39%

de la population) et aux îles Loyauté (41%) – soit dans les provinces où les Kanaks sont majoritaires –, contre 22% au Sud. Quant aux diplômés du supérieur, ils forment 26% de la population en province Sud, contre 10% au Nord et 8% aux Îles(15).

Aux inégalités s’ajoutent de véritables discriminations. Des estimations économiques montrent qu’un élève de troisième d’origine kanake a 2,4 moins de chances qu’un camarade non kanak d’être choisi par un employeur pour son stage professionnalisant de fin d’année(16). Et l’école n’est qu’un des premiers lieux où se vit ce genre d’expérience. De l’entrée des boîtes de nuit à l’accès au parc locatif, diverses enquêtes menées dans les années 2010 ont documenté la prégnance des logiques discriminatoires subies par les jeunes Kanaks et Océaniens, en particulier à Nouméa(17).

Cette réalité semble pourtant méconnue des moins jeunes, qui, de part et d’autre de l’échiquier politique et toutes communautés confondues, s’empressent de dénoncer une jeunesse en errance, sans repères culturels, apolitique et ballottée entre «coutume» et «modernité». Jugement vieux comme le monde : il y a quarante ans, des aînés kanaks pouvaient déjà reprocher aux jeunes de ne connaître ni le monde des Européens, ni celui de la «tribu»(18). La panique morale autour d’un péril jeune, parce qu’elle se trompe de cible, s’interdit de penser en des termes adéquats les conditions d’un retour à la paix civile.

Pour saisir l’explosion actuelle, il faut enfin prendre en compte le rôle joué par un État français qui a délaissé la position d’impartialité si difficilement acquise par Michel Rocard en 1988. M. Macron a en effet multiplié les choix partisans en faveur du camp loyaliste, ce qui ne pouvait qu’exacerber la colère des indépendantistes.

Le processus politique de l’accord de Nouméa devait se clore par la tenue d’un ou de plusieurs référendums d’autodétermination selon des règles particulières : une seule victoire du «oui» à l’indépendance suffisait à valider l’accession à la pleine souveraineté, tandis qu’une victoire du «non» ouvrirait la possibilité d’un deuxième scrutin, puis d’un troisième si nécessaire. Les deux premiers référendums ont été remportés par les partisans du maintien dans la France, mais avec une marge de plus en plus étroite : 56,7% pour le «non» contre 43,3% pour le «oui» lors du vote du 4 novembre 2018 (avec 80% de participation), puis 53,3% pour le «non» contre 46,7% pour le «oui» lors du scrutin du 4 octobre 2020 (avec 85% de participation). Ce soir-là, à Nouméa comme à Paris, tout le monde a compris qu’une victoire du «oui» lors du dernier référendum devenait possible.

Le pouvoir macroniste a alors pris ouvertement fait et cause pour le camp loyaliste en imposant la tenue du scrutin

décisif le 12 décembre 2021, alors qu’à l’issue de la pandémie de Covid-19 les indépendantistes réclamaient un report pour respecter le contexte coutumier du deuil kanak. Quelques mois auparavant, les services de l’État avaient déjà publié un document sur les conséquences du «oui» et du «non» à l’indépendance, à charge contre le «oui», puisque n’envi-sageant que le scénario-catastrophe de la rupture totale et définitive, au mépris d’une forme d’indépendance en partenariat avec la France, revendiquée par les indépendantistes depuis plusieurs années.

Face à cette attitude, le FLNKS a appelé les électeurs à ne pas voter. Le 12 décembre 2021, le «non» à l’indépendance l’a donc emporté avec près de 97% des suffrages exprimés, mais avec un taux d’abstention de 56%. Leur peuple n’ayant pas participé à ce scrutin d’autodétermination, les Kanaks le considèrent comme nul et non avenu. Mais l’État et les loyalistes estiment eux que tout s’est bien passé et que les Néo-Calédoniens – sans le peuple colonisé! – ont librement choisi de rester dans la France à trois reprises.

Depuis lors, le divorce est consommé. En 2022, la leader des loyalistes les plus

durs, M^{me} Sonia Backès, devient secrétaire d’État à la citoyenneté dans le gouvernement de M^{me} Élisabeth Borne, témoignant encore une fois, si besoin était, de l’alliance nouée avec le pouvoir macroniste. Chacun y trouve son intérêt : pour les loyalistes drapés de bleu, blanc, rouge, il s’agit de perpétuer les privilèges coloniaux dont ils sont les héritiers et les bénéficiaires à Nouméa. Quant à M. Macron, il cherche à conserver la Nouvelle-Calédonie afin d’y déployer à sa guise sa stratégie diplomatique indo-pacifique – qui vise à tenir tête à la Chine dans la région –, tout en maintenant une forme de contrôle sur le nickel et la zone économique exclusive.

En fin de compte, considérant que la Nouvelle-Calédonie avait choisi par trois fois de rester française et que la question de la décolonisation était désormais tranchée, le président de la République a lancé la procédure de «dégel» du corps électoral, avec le soutien de ses alliés loyalistes. Les indépendantistes kanaks, cependant, ne l’ont pas entendu de cette oreille. Face à un État sourd et aveugle, ils ont décidé de ne plus se laisser faire.

MARIE SALAÛN
ET BENOÎT TRÉPIED.

(9) Lire Alban Bensa et Eric Wittersheim, «En Nouvelle-Calédonie, société en ébullition, décolonisation en suspens», *Le Monde diplomatique*, août 2014.

(10) Arthur Poncet, «Baisse des cours du nickel, l’avenir de la filière en suspens» (podcast), Radio France Internationale (RFI), 7 février 2024, www.rfi.fr

(11) Sophie Joissains, Jean-Pierre Sueur et Catherine Tasca, «Rapport d’information fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d’administration générale sur la Nouvelle-Calédonie», 19 novembre 2014, www.senat.fr

(12) Marie Salaün, «L’école en Nouvelle-Calédonie à l’heure des compétences transférées : quel legs colonial?», dans Stéphane Minvielle (sous la dir. de), *L’École calédonienne du destin commun*, Presses universitaires de Nouvelle-Calédonie, Nouméa, 2018.

(13) Haut Conseil de l’évaluation de la recherche et de l’enseignement supérieur (Hcéres), «Rapport d’évaluation de l’université de la Nouvelle-Calédonie. Campagne d’évaluation 2022-2023. Vague C», 14 mars 2024, www.hceres.fr

(14) Samuel Gorohouna et Catherine Ris, «Vingt-cinq ans de politiques de réduction des inégalités : quels impacts sur l’accès aux diplômes?», *Mouvements*, n° 91, Paris, automne 2017.

(15) *Ibid.*

(16) Amélie Chung, «Politiques publiques éducatives et inégalités en Nouvelle-Calédonie», thèse de doctorat, université de Nouvelle-Calédonie, 2021.

(17) Mathieu Bunel, Samuel Gorohouna, Yannick L’Horty, Pascale Petit et Catherine Ris, «Discriminations ethniques dans l’accès au logement en Nouvelle-Calédonie», *Cahiers du Laboratoire de recherche juridique et économique*, n° 2016-2, université de la Nouvelle-Calédonie, juillet 2016, <https://larje.unc.nc>; cf. aussi «Testé pour vous : racisme et discriminations en Nouvelle-Calédonie», *Les Cahiers de la LDH-NC*, n° 5, Nouméa, juillet 2015.

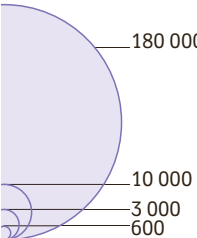
(18) Cité par Jean-Marie Kohler et Loïc Wacquant, «La question scolaire en Nouvelle-Calédonie : idéologies et sociologie», *Les Temps modernes*, n° 464, Paris, 1985.

Catégorie socioprofessionnelle

En % de la population active occupée de plus de 15 ans de chaque communauté, en 2019

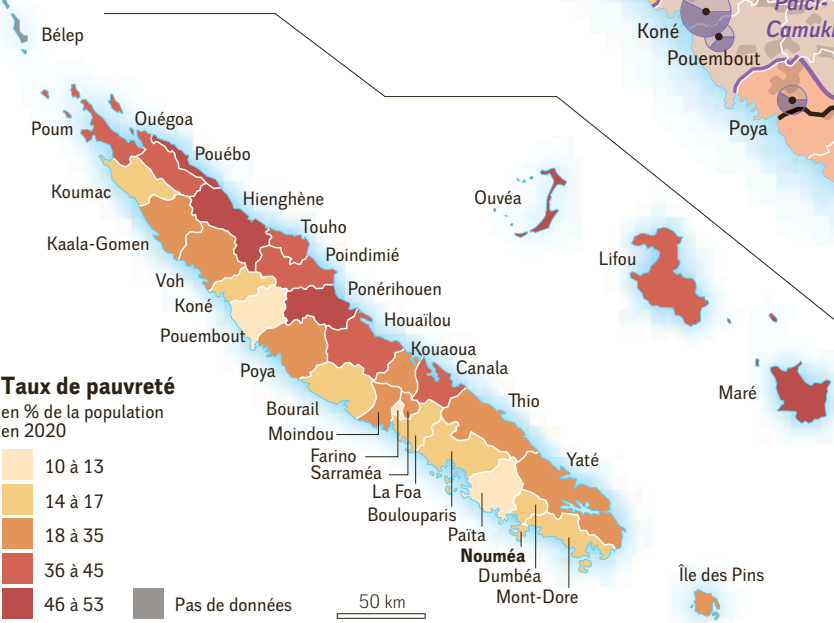
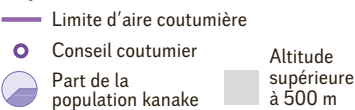
Européens	Kanaks	
9,7	35,9	Ouvriers
19,2	34,5	Employés
32,2	14,5	Professions intermédiaires
22,2	3,8	Cadres et professions intellectuelles supérieures
15,7	5,0	Artisans, commerçants et chefs d’entreprise
1,0	6,3	Agriculteurs exploitants

Population communale en 2019

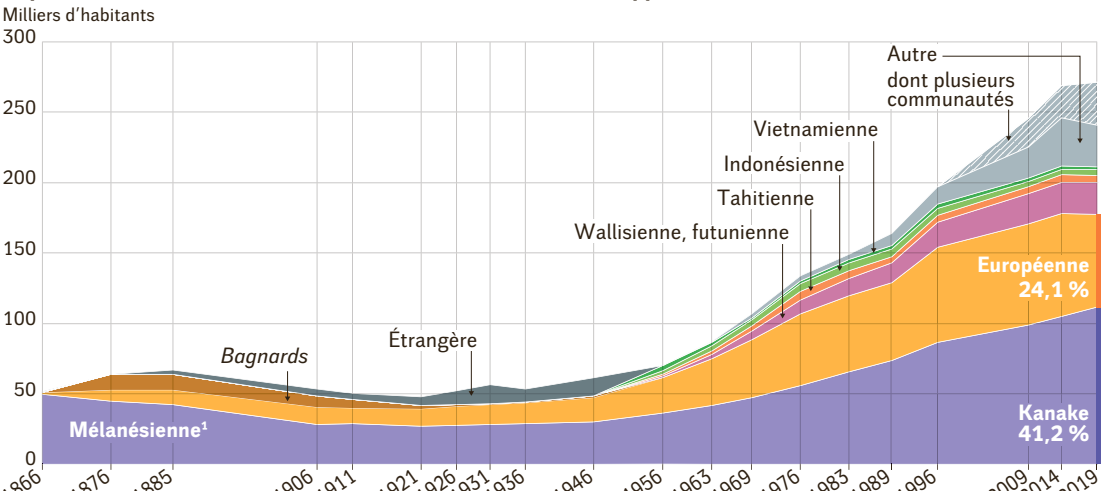


Les limites de communes figurent en trait blanc.
— Limite de province

Population kanake



Population de la Nouvelle-Calédonie, selon la communauté d'appartenance



Sources : Institut de la statistique et des études économiques Nouvelle-Calédonie (ISEE) ; Jean-Louis Rallu, «La population de la Nouvelle-Calédonie», *Population*, n° 4-5, Paris, 1985.

Des reporters

Rapporter les images au plus près de l'action, le point de vue des manifestants plutôt que celui de la police : les reporters de rue ou « street reporters » contribuent depuis quinze ans à changer le regard sur les mouvements sociaux. Comment, et au prix de quelles contradictions, ces journalistes engagés s'insèrent-ils dans un univers audiovisuel dominé par l'argent ?

PAR LAURENT GAYER *

ILS sont de toutes les manifestations, occupations et actions coup de poing. Équipés de caméras, parfois simplement fixées sur leur casque, ou de téléphones portables, ils couvrent de l'intérieur les luttes sociales et environnementales – ainsi que leur répression. Leurs « directs » et leurs vidéos postés sur les réseaux sociaux proposent une immersion au cœur des premières lignes de la contestation, parfois sur le modèle des jeux vidéo de tir à la première personne (FPS). Parce qu'ils documentent gestes et propos violents de la part des forces de l'ordre, les journalistes de rue ou « street reporters » ont aussi contribué à médiatiser – et à judiciairiser – la question des violences policières en France ces dernières années.

Leur irruption dans l'espace audiovisuel remonte au « mouvement vert » iranien de 2009 et aux révolutions arabes de 2011. En France, elle coïncide avec l'apparition, quelques années plus tard, de nouvelles applications mobiles de diffusion en direct sur les réseaux sociaux (Periscope, Facebook Live). Le mouvement Nuit debout puis celui contre la loi dite « El Khomri » (ou « travail ») constituent la matrice de cette scène médiatique indépendante. Marquées par le débordement des organisations syndicales, par l'avènement du « cortège de tête » – groupe de manifestants non affiliés à des organisations(1) – et par un regain de conflictualité lors des défilés, les mobilisations de l'année 2016 s'ac-

compagnent d'une couverture inédite. Aux « périscopeurs » qui filment en direct les assemblées de Nuit debout, à l'instar de Rémy Buisine, s'ajoutent bientôt des agences indépendantes spécialisées dans la couverture des manifestations, telles que Line Press, fondée par Laurent Bortolussi, et Taranis News, lancée par Gaspard Glanz.

Privilégiant les séquences d'affrontement avec les forces de l'ordre, ces médias en ligne ont été accusés, tant dans la presse de droite que dans celle de gauche, de mettre en spectacle l'émeute et de décontextualiser les mobilisations, en noyant leurs revendications dans un brouillard de gaz lacrymogène. Mathieu (les personnes désignées par un prénom ont requis l'anonymat), qui filme les cortèges depuis 2019, nuance ce jugement : « *Ce sont les algorithmes de Facebook et YouTube qui m'ont politisé. Au moment de la loi travail, j'avais 18 ans, un âge où souvent les jeunes se foutent de la politique. J'ai commencé à suivre des comptes militants, et les algorithmes m'ont recommandé des sites comme Taranis News. Ça m'a fait entrer dans la contestation avant même d'aller en manifestation.* » Les agences indépendantes ont également mis le pied à l'étrier à de jeunes reporters autodidactes ou issus de formations non reconnues par la profession. Avant de fonder sa propre agence et de devenir l'une des figures les plus en vue du milieu, Clément Lanot a fait ses classes chez Line Press.

Le mouvement des « gilets jaunes » a constitué une autre étape importante.



ACHIM RIETHMANN. – « Mégaphones », 2023

Accent mis sur l'auto-organisation, critique virulente des médias dominants : ce mouvement bigarré a bien souvent éveillé l'intérêt pour la politique de ceux qui se revendiquent aujourd'hui « street reporters », autant que leur désir de documenter les luttes. « *La couverture médiatique mainstream me semblait tellement à côté de la plaque*, explique Camille, âgée de 23 ans et reportrice indépendante depuis 2019. *J'ai commencé à filmer pour montrer ce qu'étaient vraiment les manifestations des "gilets jaunes". Il y avait une ambiance très festive, très solidaire, quelque chose que je n'avais pas connu avant, au collège ou au lycée. Et puis, bien sûr, il y avait la répression policière.* »

Alors que les blessures graves de manifestants se multiplient au fil des « actes », la volonté de témoigner de ces violences devient le moteur d'un engagement par l'image. Laurent Bigot, qui a découvert puis rejoint le mouvement des « gilets jaunes » à Bordeaux et à Toulouse, se souvient : « *Au début, j'ai fait une ou deux vidéos avec mon téléphone portable pour montrer l'ampleur des cortèges, mais c'était juste pour envoyer à des amis. Et puis très vite l'angle des violences poli-*

cières s'est imposé parce que, à chaque manifestation, on assistait quasiment à des scènes de guerre. » Pour cet ancien haut fonctionnaire, seules des images prises « au contact » pouvaient attester la violence et les illégalismes des forces de l'ordre : « *Tu auras beau dire que tu es un ancien sous-préfet, ça ne sert à rien. Il faut aller filmer au-devant, là où c'est chaud. Il faut que tu les constates toi-même, les violences policières.* »

« Pas un terrain pour les fillettes »

MÊME s'il prend parfois des accents virilistes, cet engagement corps et âme n'est pas étranger aux reportrices – pas plus que le goût de l'adrénaline. Certes minoritaires, elles s'imposent, notamment en animant des chaînes YouTube ou des comptes X très suivis. Et s'exposent aux mêmes risques. Plusieurs femmes ont été brutalisées ces dernières années, et certaines témoignent avoir subi des insultes sexistes de la part des policiers. Des tensions émaillent également les rapports de genre entre journalistes indépendants. Au-delà de l'agressivité qu'affichent certains de leurs collè-

Cette détermination à monter en première ligne, au risque de s'exposer aux coups de matraque et aux projectiles, entretient un fort sentiment de distinction vis-à-vis des journalistes traditionnels, qui préfèrent se tenir plus en retrait. Comme l'explique Léo, lui aussi politisé dans les rangs des « gilets jaunes » : « *Ceux qui ont la carte de presse et qui ont fait des écoles, on les voit jamais devant.* » Les risques sont bien réels et tout reporter indépendant a un jour ou l'autre été blessé dans une charge policière, par un tir de grenade ou par des projectiles lancés par les manifestants. L'acuité des risques implique de se protéger, chacun y allant de ses solutions pour assurer sa sécurité. Certains revêtent un harnachement complet – casque, masque à gaz intégral, gilet tactique, protège-tibia, coquille –, d'autres privilégient le duo lunettes de piscine-masque FFP2, qui permet de résister aux gaz sans trop dénoter des manifestants. Mais assurer sa protection n'induit pas uniquement un investissement matériel. Cela passe aussi par une maîtrise de soi, afin de ne pas céder aux provocations policières et de ne pas prêter le flanc aux accusations d'outrage.

gues masculins pour accéder au meilleur angle de vue, les jeunes reportrices interrogées déplorent des propos condescendants, voire ouvertement machistes : « *C'est pas un terrain pour les fillettes ici, dégage !* », s'est un jour entendu dire une jeune photographe – avant que le matamore ne détale à la première charge policière, tient-elle à préciser. En manifestation et parfois au-delà, les reporters

(1) Mathieu Brier, Naïké Desquesnes et Perrine Poupin, « Les voix du cortège de tête », *Revue Z*, n° 10, Montreuil, 2016.

* Directeur de recherche au Centre de recherches internationales (CERI) - Sciences Po.

Comme d'autres travailleurs, les journalistes subissent l'externalisation de leurs tâches et le nivellement vers le bas de leurs conditions de travail. À force d'encourager la production d'articles standardisés, attendus, recopiés sur des dépêches d'agences, les entreprises de presse ont facilité le remplacement des rédacteurs par des exécutants mal payés. En attendant les robots...

UNE ENQUÊTE DE
VINCENT BRESSON *

SE rêver reporter, puis passer des journées à usiner du texte sans faire de terrain, ni fournir la moindre source. Telle est l'expérience vécue par Clara Landrieux(1) pendant huit mois à la sortie de son école de journalisme. Lancée sur un marché du travail peu florissant, la jeune femme peine à décrocher un poste. Alors, quand un ami lui parle d'une agence de presse nommée 6Medias et d'un « travail alimentaire » astucieux pour s'insérer dans le métier, elle tente sa chance. La phase de recrutement se résume à un test écrit « quasi automatiquement » validé, selon la vintenaire. S'ensuit une formation d'une journée durant laquelle Clara doit se montrer capable d'écrire huit articles en quelques heures.

Une fois l'essai transformé, les journalistes de 6Medias signent, à la pige, des « papiers » sur les sites

de titres de presse renommés comme *Le Point*, *Gala* ou *Géo*. La plupart du temps, le lecteur ignore que la production de ces textes fait l'objet d'une sous-traitance. Quand celle-ci n'est pas spécifiquement indiquée, tout laisse en effet croire qu'il s'agit d'un texte écrit par un journaliste de la rédaction. Aux yeux des chefferies, le recours à cette forme d'ubérisation se justifierait afin de mieux coller aux attentes du lectorat. « *Dans le milieu, on ne parle pas d'ubérisation mais de producteurs de contenus*, corrige d'emblée un ancien rédacteur en chef Web d'un journal ayant fait appel à cette main-d'œuvre à l'efficacité redoutable. « *Car la réalité, c'est qu'on ne gère pas un site Internet comme on gère un journal. Sur le Web, le contenu qui cartonne est souvent de basse qualité. Il flirte avec le people, la reprise de dépêches AFP, les faits divers crados ou la titraïlle racoleuse. On va par exemple titrer "Un enfant évite de peu de se faire écraser" car on sait que sur Discover, le flux d'informations de Google, l'article va s'enlever. Mais on ne va pas préciser que l'histoire s'est déroulée au Pérou, sinon cela pourrait générer moins de clics.* » Le responsable se défend d'avoir importé cette pratique dans son ex-rédaction. Il y a quelques années, explique-t-il, le service publicité avait besoin d'une plus grande audience sur le site pour décrocher de nouveaux contrats. La direction a tranché en faveur d'une agence de presse externe, contrairement à ce que voulait le rédacteur en chef Web. « *J'ai proposé d'embaucher des gens, mais ça prend du temps. Je reste persuadé que ce n'est pas ce qu'il fallait faire.* »

Dans l'univers de l'information gratuite financée par la publicité, le clic est le nerf de la guerre(2). Et pour le générer, autant s'en tenir à de vieilles recettes. C'est là qu'interviennent les petits soldats du journalisme de 6Medias et d'autres agences comme Com'Presse ou ETX Majelan, trio qui domine ce marché. Leur mission : écrire un « papier » par heure afin de multiplier les contenus et les chances qu'un article trouve son public... et les publicités qui l'accompagnent.

Un rythme frénétique. « *Tu dois enchaîner toute la journée, comme à l'usine*, se désole Clara. *Quand tu as fini un papier, tu prends le suivant.* » Cette vision d'un journalisme flexible, sans information ajoutée, entraîne un renouvellement rapide du personnel. La rédactrice a abandonné après avoir reçu une nouvelle remarque blessante d'un supérieur. D'autres rédacteurs à la chaîne contactés n'ont pas tenu huit mois. « *Nous avons eu un seul prud'homme en douze ans et, fait rarissime, nous l'avons gagné* », fait valoir M. Rémi Duval, directeur général de l'entreprise.

La cadence infernale s'accompagne d'un sentiment de relégation parmi les « outsiders » de la profession, quand écrire se limite souvent à « bâtonner », c'est-à-dire à raccourcir et à reformuler des dépêches d'agences de presse ou à copier-coller des informations glanées chez la concurrence, puis à réécrire l'ensemble sans mentionner la source, en fonction des sujets impo-

sés par les clients. Les « insiders », eux, bénéficient de plus de temps pour écrire ou, chance suprême, pour enquêter. Quand le format le leur permet, leur travail débouche sur une publication imprimée, perçue comme plus valorisante par une partie de la profession. Les jeunes journalistes n'ont pas toujours conscience de ce marché du travail à deux vitesses. « *Dans la vision du métier qu'on nous enseigne en école, cet écosystème précaire n'existe pas*, relève Clara. *Cette ubérisation s'est installée sournoisement.* » La journaliste pointe aussi une rémunération bien trop faible. Plusieurs anciens de 6Medias font état de journées de travail d'une durée de sept à huit heures et demie, payées 101 euros brut, hors treizième mois et inté-

(1) Son nom a été changé à sa demande.
(2) Lire Sophie Eustache et Jessica Trochet, « De l'information au piège à clics », *Le Monde diplomatique*, août 2017.



* Journaliste.

D'UNE PROFESSION

en première ligne

indépendants ont cependant tendance à se rassembler dans des groupes affinitaires mixtes unis par de solides liens d'amitié et de solidarité.

Plus que le genre, ce sont les différences de statut et les rapports contrastés au « métier » qui divisent un milieu hétérogène. Certains reporters indépendants se sont professionnalisés au fil des ans, en rejoignant des médias en ligne (Brut, Loopsider, QG, Le Média) ou en fondant leur propre agence. Désormais salariés, ils sont titulaires d'une carte de presse, qui assure une certaine protection mais aussi une plus grande liberté de mouvement – par exemple pour s'extraire plus facilement en cas de nasse. Les « street reporters » revendiqués cultivent une posture plus critique à l'égard de la corporation. Exerçant ou se destinant à d'autres activités – boulanger, brancardier, travailleur saisonnier en boîte de nuit ou employée dans la restauration, pour ne mentionner que celles des personnes rencontrées dans des cortèges –, ils perçoivent souvent la professionnalisation comme un renoncement à leurs valeurs. « *Quand tu es dans le stress de l'obligation de vendre, tu ne vas plus sur une action parce qu'elle te semble légitime mais parce qu'elle peut potentiellement créer du buzz, peu importe la cause*, explique Camille, étudiante en master d'affaires publiques. *En te professionnalisant, tu perds ta liberté et ta sincérité.* »

S'ils vilipendent les médias dominants, les reporters de rue ne cessent pourtant de les fournir en contenu, et démontrent au passage que les effets de la « plate-formisation » ne sont pas à sens unique : pour les grands médias, il s'agit autant d'ajuster leur offre aux plates-formes numériques que de s'approprier les formats et les tendances qu'elles favorisent. Formatées par les réseaux sociaux, les vidéos diffusées par les « street reporters » sur X, Facebook et TikTok durent entre cinq et trente secondes. Leur mise en

ligne intervient de manière quasi simultanée avec l'événement filmé (charge policière, interpellation de manifestants, blessure d'un policier, etc.). Agences de presse et chaînes télévisées surveillent les réseaux sociaux pour repérer les vidéos virales. En quelques minutes, ces médias devenus friands de contenus glanés sur les plates-formes numériques peuvent contacter les auteurs. L'esthétique immersive de ces vidéos, leur caractère souvent spectaculaire et la promesse d'authenticité que recèle leur relatif amateurisme (souvent souligné sur les chaînes télévisées par la mention « images amateurs ») expliquent cet engouement. À cela s'ajoute leur prix : il est bien moins coûteux de se tourner vers les reporters indépendants (dont chaque vidéo se monnaie autour de 300 euros, pour une diffusion non exclusive) que de déployer une équipe sur le terrain, laquelle risque à tout moment l'incident

avec des manifestants chauffés à blanc par le traitement médiatique des mobilisations. Même les reporters de rue les plus hostiles aux chaînes institutionnelles peuvent commercer avec elles. Ils s'en justifient alors par le caractère non intentionnel de ces échanges. « *On a un peu braqué Hanouna* », s'amuse l'un d'entre eux, en expliquant comment, en collaboration avec un camarade plus versé dans ces transactions, il est parvenu à arracher plusieurs milliers d'euros à la chaîne C8 durant le mouvement contre la réforme des retraites de 2023, après avoir menacé de poursuivre le média pour usage non autorisé de plusieurs de ses vidéos dans l'émission « Touche pas à mon poste ».

Pour autant, la circulation de ces séquences ne se réduit pas à des logiques commerciales. Ces images, mais aussi le son qui les accompagne,

présentent une valeur probatoire pour différents types d'enquêteurs (2). Les reporters indépendants se trouvent régulièrement sollicités dans le cadre de procédures judiciaires impliquant des manifestants ou des membres des forces de l'ordre accusés de violence, souvent par les parties mais aussi par des instances de contrôle des forces de l'ordre, comme l'inspection générale de la police nationale (IGPN). Selon l'avocat Arié Alimi, qui fait lui-même un usage intensif du matériau audiovisuel, la reconnaissance du statut pro-

batoire des vidéos ne va toutefois pas de soi : « *Les juges sont souvent très embêtés par les images. Ils ont un logiciiel d'appréciation de la preuve qui repose sur la confiance à l'égard de la parole policière.* » À cela s'ajoutent le conservatisme de nombreux magistrats et leur méfiance envers la vidéo. « *Mais les juges ont commencé à s'habituer*, note M. Alimi, *et puis il y a une évolution parce qu'ils se rendent compte que la parole des policiers est battue en brèche* » – notamment par la prolifération de vidéos de violences policières.

Les images sont indociles

LES contenus audiovisuels des reporters indépendants alimentent également un nouveau genre d'investigation journalistique : l'enquête vidéo en source

ouverte, pratiquée par *Libération*, Mediapart ou *Le Monde*, ce dernier lui consacrant même une « cellule » spécifique. Désormais diversifié, le genre s'est imposé en France par la reconstitution de faits de violence policière. Des reporters indépendants ont apporté des éléments décisifs dans la reconstitution du tir de grenade ayant coûté un œil au « gilet jaune » Manuel Coisne ou, plus récemment, de celui ayant grièvement blessé Serge Duteuil-Graziani à Sainte-Soline (3).

Les images sont pourtant notoirement indociles ; polysémiques, elles se prêtent à des usages contradictoires et à de spectaculaires retournements de sens. Les contenus audiovisuels des « street reporters » ne font pas exception à la règle. Ils échappent aux intentions de leurs auteurs, et servent parfois la police dans ses propres enquêtes à charge. C'est là un usage de leur travail dont les reporters indépendants sont moins enclins à s'honorer, parce qu'il leur rappelle combien ils contribuent – certes, à leur corps défendant – à resserrer les mailles du filet de la surveillance.

LAURENT GAYER.

(2) Fabien Jobard et Guillaume Le Saulnier, « Maintien de l'ordre et "guerre des images" », *MEI - Médiation et information*, n° 53, Paris, 2023. Lire également Ulrike Lune Riboni, « Sans les images ? », *Le Monde diplomatique*, août 2023.

(3) Pour un exemple, cf. cellule Enquête vidéo, « Un policier mis en examen dans l'affaire d'un "gilet jaune" éborgné à Paris », *Le Monde*, 5 mai 2023.



ACHIM RIETHMANN. – « Kämpfer I » (Combattant I), 2023

les journalistes

ressement – soit environ 2000 euros brut mensuels. Son concurrent ETX Majelan paye un peu mieux mais, comme le précise une ancienne pigiste qui a travaillé pour *Femme actuelle* en 2023, « *notre statut est celui d'un CDD d'usage* [renouvelable à l'infini sans délai de carence], censé être illégal en presse écrite ».

Des rédacteurs en chef et une dizaine de journalistes autour d'une table s'écharpent quant à l'importance des sujets à traiter : voilà peu ou prou l'image d'Épinal. Mais dans de nombreux magazines, ces espaces d'échanges ont tendance à se vider au profit d'une équipe éparpillée. « *La rédaction à laquelle j'appartenais depuis plusieurs années a disparu lors du rachat du titre par le groupe Reworld*, explique Jean-Jacques Fil-leule (3). *Elle n'a jamais été reformée. Le média a ensuite été confié à une agence de presse, puis à une autre. Il a été placé sous la responsabilité d'un chef nommé par Reworld, qui chapeaute une équipe de pigistes fonctionnant en télétravail.* » Ce journaliste continue de travailler pour le titre, mais il a perdu 30 % de son salaire dans l'opération. « *Certains papiers sont vraiment à la limite de l'amateurisme* », estime-t-il, cependant que l'infographie et les cartes se trouvent réduites à la portion congrue.

« Ce que Spotify est à la musique »

Les agences de presse sous-traitantes ne s'arrêtent pas au seuil du Web. Lorsque les publications imprimées les sollicitent, l'objectif consiste également à éviter la signature de contrats à durée indéterminée (CDI) ou même déterminée (CDD) en externalisant la production. De nombreuses directions de magazines voient dans le recours à une main-d'œuvre à bas coût une manière de compenser la baisse des

ventes. « *Le diable peut avoir beaucoup d'arguments, mais je ne crois pas du tout à la pérennité du modèle des magazines ubérisés* », tempère Hervé Poirier. L'ancien directeur et rédacteur en chef de *Science & vie* a quitté le magazine après le rachat en 2019 du groupe Mondadori France par Reworld Media. Avec d'autres journalistes écœurés, il a fondé un média concurrent, *Epsilon*.

« *Il faut vivre avec son temps. Il faut arrêter de relayer le discours de ceux qui se plaignent, cela ne sert à rien*, s'agaçait M. Pascal Chevalier, fondateur de Reworld lors d'une interview accordée à *CB News* (27 février 2021). *Au final, notre métier, c'est d'être ce que Spotify est à la musique (...): une plate-forme de contenus.* » M. Gauthier Normand, directeur général, ajoute dans le même entretien : « *C'est le lecteur qui décide de la qualité du contenu. La méthode de production, nous ne souhai-tions pas nous attarder dessus.* »

Cette ubérisation inspire les concurrents. Et pas seulement les groupes cotés en Bourse comme Reworld, mais aussi le groupe familial Marie Claire, propriétaire de *Cosmopolitan* et de *La Revue du vin de France*. Au sein du mensuel féminin *Marie Claire*, une partie de l'équipe redoute la mise en œuvre du projet de « *mutualisation et externalisation de la fonction de secrétaire de rédaction* ». « *Dans le groupe, certains médias sont déjà externalisés* : Cuisine et vins de France ou Magicmaman, précise Françoise Feuillet, la déléguée du Syndicat national des journalistes-Confédération générale du travail (SNJ-CGT). *Maintenant, ce sont des titres plus importants qui pourraient être touchés, comme le nôtre, mais aussi Avantages et Cosmopolitan.* » La direction ne se contente pas d'imiter la recette de Reworld, elle fait appel au même prestataire, Com'Presse. Cette entreprise spécialisée dans le « contenu médiatique » affirme, sur son site Internet, produire entre cent cinquante et deux cents

magazines par an pour une multitude de médias (l'émission « Secrets d'histoire », des hors-séries de *Science & vie* et du *Point*, *Nous deux*, *Mon jardin & ma maison*...) grâce à un réseau de plus de trois cents journalistes payés au feuillet à des tarifs très divers. 6Medias en revendique une centaine et ETX Majelan ne communique pas de chiffre.

Du côté de l'intelligence artificielle

Ces évolutions s'inscrivent dans un mouvement de fond qu'elles prolongent dans des proportions et des formes nouvelles. En 2004, l'agence de presse Reuters avait déjà délocalisé une partie de sa rédaction en Inde pour couvrir l'actualité de deux mille petites et moyennes entreprises américaines cotées à la Bourse de New York (4). Cette pirouette permettait de profiter de salaires plus bas et de coûts qui, de l'aveu même du média, étaient de 60 % moins élevés.

Plusieurs journalistes suspectent le groupe La Dépêche du Midi d'avoir mis en place une « combine » originale : fonder sa propre agence de presse pour sous-traiter... à soi-même. La Dépêche News – une entreprise qui dépend du groupe de la famille Baylet – a permis à *La Dépêche du Midi* de recruter trente à quarante journalistes à des conditions salariales moins favorables depuis 2017, alors que, dans les faits, ils travaillent pour le titre régional du Sud-Ouest. « *Initialement, on n'avait pas le droit au même nombre de jours de RTT que les salariés recrutés sous l'ancienne formule*, raconte, sous couvert d'anonymat, une journaliste toujours dans le groupe. *Depuis 2022, cette situation a été régularisée, mais je gagne toujours au moins 400 euros brut de moins que si j'avais été recrutée par La Dépêche et non par son agence de presse.* » Claire Raynaud,

l'une des premières salariées engagées sous la nouvelle formule, estime à 30 % la décote de son salaire par rapport à celui d'une personne recrutée directement. Elle a entamé une longue procédure aux prud'hommes qu'elle a remportée en première instance. Le 30 juin 2023, la cour d'appel de Toulouse a reconnu qu'il « *existe bien un lien de subordination non seulement avec la société La Dépêche News, qu'aucune partie ne remet en cause, mais également avec la société Groupe La Dépêche du Midi* ». Lors d'une audition devant le Sénat, le 3 février 2022, M. Jean-Michel Baylet, directeur général du groupe, expliquait : « *Si l'on souhaite que les journaux perdurent, il faut bien rationaliser.* » Engagée sur la même voie, *La Voix du Nord* avait souhaité, après un plan de départs fin 2022, créer une agence de presse externe. Avant de reculer face à la levée de boucliers suscitée par le projet. À la place, un statut de rédacteur sédentaire a été mis en place – moins bien rémunéré (5).

« *À force de laisser les entreprises de médias chercher des moyens rapides pour faire de l'audience, elles vont regarder du côté de l'intelligence artificielle (IA)*, prédit un ancien responsable ayant fait appel à une agence de presse ubérisante. *Un jour, on n'aura même plus besoin de journalistes mais d'éditeurs Web qui vérifient ce qui a été pondu par la machine. Une entreprise comme 6Medias sera alors peut-être elle-même remplacée par l'IA.* » Et le journalisme d'écriture automatique atteindra son pinacle.

VINCENT BRESSON.

(3) Son nom a été changé à sa demande.

(4) Randeep Ramesh, « The outsourcing of journalism », *The Guardian*, Londres, 7 octobre 2004.

(5) Cf. « *La Dépêche du Midi* engage-t-elle des journalistes low cost ? », *La Revue des médias*, 14 novembre 2023. <https://larevuedesmedias.ina.fr>



EUROPE	AFRIQUE	ASIE	LITTÉRATURE
<p>L’UKRAÏNE, LA RÉPUBLIQUE ET LES OLIGARQUES. Comprendre le système ukrainien. – Sébastien Gobert</p> <p>Tallandier, Paris, 2024, 352 pages, 21,50 euros.</p> <p>Cette synthèse remarquable sur le système politique ukrainien depuis 1991 enrichit la grille de lecture la plus courante, qui oppose l’Ouest européen à l’Est russophile (aujourd’hui occupé par l’armée russe). Car au pays des oligarques, les choses sont plus compliquées. Souvent propriétaires de banques et de médias, parfois députés, ces capitaines d’industrie naviguent entre Russie et Occident au gré de leurs intérêts. Assurant une forme de pluralisme, leurs concurrences sont arbitrées par le chef de l’État qui en tire son autorité, à coups de subventions et de nominations. M. Viktor Ianoukovitch (2010-2014) en a abusé, précipitant la «révolution» de Maidan (2014), que l’auteur présente comme une révolte des millionnaires et des petits entrepreneurs contre la rapacité des milliardaires. Depuis 2021, l’ex-comédien Volodymyr Zelensky prétend mettre à bas cette république oligarchique, au prix de l’interdiction de médias d’opposition et de procédures extrajudiciaires. Mais la guerre de grande ampleur de 2022 lancée par Moscou semble détruire plus efficacement la base matérielle de leur pouvoir.</p> <p>HÉLÈNE RICHARD</p> <p>LE TEMPS DES LOUPS. L’Allemagne et les Allemands (1945-1955). – Harald Jähner</p> <p>Actes Sud, Arles, 2024, 368 pages, 24,80 euros.</p> <p>Plus de 500 millions de mètres cubes de décombres; 40 millions de déplacés; 2 millions de femmes violées; 1,6 million d’orphelins : de tels ordres de grandeur suffisent-ils à rendre la situation de l’Allemagne, dans l’immédiat après-guerre, plus intelligible au lecteur d’aujourd’hui? Sans doute pas. C’est pourquoï, à partir d’extraits de livres, de journaux (intimes), d’émissions radiophoniques, de films, de réclames, le journaliste Harald Jähner fait feu de tout bois dans cette sorte d’étude de mœurs qui porte en particulier sur la bourgeoisie intellectuelle. Il décrit l’anomie : la folle vie dans les ruines; le marché noir et les petits larcins généralisés; le retour des maris dans des foyers que les femmes et les enfants faisaient tourner; l’installation difficile d’Allemands venus des territoires conquis par les Soviétiques. De nouvelles vies s’inventaient, délestées des contraintes. Quant à l’indifférence des Allemands d’alors pour les millions de victimes du national-socialisme, Jähner rappelle que survivre concentrait toute l’attention et que, deux ans après la capitulation, la guerre froide transformerait les ennemis en alliés.</p> <p>PAUL LAGNEAU-YMONET</p> <p>SOCIÉTÉ</p> <p>LES AGENCES PHOTO. Une histoire française. – Françoise Denoyelle</p> <p>Les Éditions de Juillet, Chantepie, 2024, 652 pages, 25 euros.</p> <p>Il manquait une étude fournie et érudite sur les agences photographiques françaises. L’historienne Françoise Denoyelle la propose enfin au chercheur comme à l’amateur éclairé. Chaque époque traitée comprend une présentation, à laquelle succèdent des fiches décrivant chaque société. On y retrouve des agences connues (France-Presse, Gamma-Rapho, Roger-Viollet, Sygma...), mais aussi celles tombées dans l’oubli (Hug Block, Rap...). Cette mise en lumière (85 agences de 1900 à aujourd’hui) profite à une multitude de personnalités, directeurs d’agence (tel Charles Rado) ou photographes (telle Nora Dumas). Parmi ces derniers, de nombreux journalistes. Des pages sont en outre consacrées aux bureaux d’agences américaines (Associated Press, Keystone, Magnum...). Que reste-t-il, aujourd’hui, de cette foisonnante activité, qui transformait Paris en « capitale mondiale de la photographie »? « Les agences françaises, fétus de paille face à Getty Images, emportées par le tsunami du flot ininterrompu des réseaux sociaux, résistent. » Elles sont « les porte-voix de ceux qui questionnent toujours ». Certes, mais jusqu’à quand tiendront-elles?</p> <p>ANNE MATHIEU</p> <p>CHÔMEURS, VOS PAPIERS! – Marie-Patrick Clouet, Vincent Dubois, Jean-Hadrien Pillon, Claire Vivès et Luc Sigalo Santos</p> <p>Raisons d’agir, Paris, 2023, 160 pages, 13 euros.</p> <p>Pôle emploi n’a pas seulement changé de nom : la création en 2024 de France Travail – chargé de suivre toutes les personnes sans activité – constitue en quelque sorte l’aboutissement des politiques du chômage des dernières décennies. Depuis les années 2000 en particulier, la frontière entre contrôle et accompagnement du demandeur d’emploi se brouille, s’atténue, voire disparaît. Dans cette synthèse très efficace, les auteurs ne s’en tiennent pas à une dénonciation du traitement dégradant des usagers : ils démontrent l’absurdité et l’inefficacité des dispositifs dits d’«activation», car comme l’admet un cadre d’une ancienne agence Pôle emploi, la perspective de « la sanction n’a jamais été un levier de motivation ». Et la dernière partie de l’ouvrage en explicite l’enjeu politique : comment la pression sur l’«armée de réserve» des allocataires profite aux patrons dans le rapport de forces avec les salariés. Alors qu’un nouveau durcissement des conditions d’indemnisation des périodes de recherche d’emploi se profile, il n’est pas inutile de rappeler que la cause des chômeurs demeure celle des travailleurs.</p> <p>LUDOVIC SIMBILLE</p>	<p>COMPRENDRE LES ENJEUX BANCAIRES EN AFRIQUE CENTRALE. Perspectives économiques des temps présents. – Cédric Jovial Ondaye-Ebauh</p> <p>L’Harmattan, Paris, 2023, 114 pages, 13 euros.</p> <p>Le système bancaire, dont la particularité repose avant tout sur la mise à disposition de capitaux aux acteurs économiques, souffre d’importantes limites en Afrique centrale. En effet, la faiblesse des crédits alloués aux entreprises, commerçants et artisans entrave le développement des pays et ce malgré d’importantes réformes, dont celle du «crédit bureau» qui oriente les financements vers les publics vulnérables, en particulier ceux ne disposant pas de compte bancaire. La relation entre les institutions financières et la société civile est en permanence mise à l’épreuve, fragilisée par les conflits violents de la dernière décennie. Comment retrouver la confiance dans ces institutions et dégripper ce système pourtant indispensable au développement économique et sociétal? Autant de défis auxquels l’auteur tente de répondre en plaçant l’innovation des politiques économiques au cœur des contextes locaux.</p> <p>CÉLINE VALENSI</p> <p>DE L’HUILE SUR LE FEU. La France et la guerre contre le terrorisme en Afrique. – Raphaël Granvaud</p> <p>Lux, Montréal, 2024, 392 pages, 22 euros.</p> <p>Cet exposé limpide analyse les contradictions et la débâcle de l’opération «Barkhane» au Sahel. Un échec tel qu’il mena à l’expulsion des militaires français du Mali, du Burkina Faso et du Niger après une série de coups d’État. Parmi les choix qui ont causé le plus de dégâts : l’emploi de groupes touaregs comme supplétifs, qui en profitèrent pour régler des comptes face à d’autres communautés locales, les poussant dans les bras des djihadistes, ou encore le refus de laisser les États sahéliens ouvrir des discussions avec certains groupes rebelles islamistes, en violation de leur souveraineté. La responsabilité de la déroute incombe à l’Élysée, cette guerre ayant été menée presque hors de tout contrôle démocratique. Aucun bilan n’a d’ailleurs été dressé – du moins publiquement – de cette faillite, que les autorités françaises persistent à nier, contre l’évidence.</p> <p>TANGI BIHAN</p> <p>AMÉRIQUES</p> <p>LE POUVOIR DES MAINS INVISIBLES. Faire et défaire le capitalisme au Mexique. – Clément Crucifix</p> <p>Karthala, Paris, 2024, 204 pages, 22 euros.</p> <p>«Avant c’était El Progreso (le progrès), aujourd’hui c’est El Pobrezo (le pauvre).» Désormais «site d’une fièvre du crédit» qui s’y propage depuis plusieurs années, le village reculé d’El Progreso plante l’un des décors de cette enquête de terrain au long cours. Le récit se veut une analyse in situ des effets concrets du capitalisme financier sur les sociétés rurales de la Sierra del Norte de Puebla, au centre-sud du Mexique. Et montre comment, à travers des programmes de microfinance, la «mise en dette» de la population l’a encore plus appauvri. Et accablée. Autrefois «j’étais pauvre mais j’étais heureuse», confie une habitante à l’anthropologue Clément Crucifix, qui a pu observer les effets délétères du surendettement sur la vie des populations locales. «Personne ne connaît mes clients mieux que moi», fanfaronne l’un des agents de crédit. Ce qu’il considère comme un gage de qualité de son travail est aussi un moyen de pression. Lorsqu’il rend visite à des habitants en retard de paiement, cela lui permet d’«ajouter de l’épaisseur émotionnelle entre le client et sa dette»...</p> <p>MERIEM LARIBI</p>	<p>JAPON, L’ENVOL VERS LA MODERNITÉ. Entre tradition et renouveau. – Pierre-Antoine Donnet</p> <p>L’Aube, La Tour-d’Aigues, 2024, 344 pages, 26 euros.</p> <p>Dans une Asie orientale sous tension, le Japon s’engage progressivement sur la voie du réarmement. Si le pacifisme n’est plus de mise au niveau gouvernemental depuis le mandat de M. Koizumi Junichiro (premier ministre de 2001 à 2006), l’opinion publique semble également en train de basculer. Ainsi, d’après les sondages, une légère majorité de la population (51%) serait aujourd’hui favorable à un amendement de l’article 9 de la Constitution, qui permettrait une intervention militaire sur un théâtre extérieur en cas d’attaque étrangère. Il s’agit là d’une rupture quant au rapport des Japonais à leur politique de défense, analyse Pierre-Antoine Donnet, ancien rédacteur en chef central de l’Agence France-Presse (AFP), et correspondant à Tokyo de 1993 à 1999. Il décrit avec précision le point de vue japonais. On regrettera toutefois qu’il n’ait pas mis à profit sa connaissance de la Chine et des États-Unis (où il a également été en poste) pour éclairer les intentions respectives des deux géants dans la région. Cela aurait permis de mettre en perspective les choix japonais.</p> <p>ÉMILIE GUYONNET</p> <p>BIOGRAPHIES</p> <p>FRÉHEL. – Nicole et Alain Lacombe</p> <p>L’Échappée, Paris, 2024, 368 pages, 22 euros.</p> <p>«Fermez vos gueules, j’ouvre la mienne!» Elle était du peuple même si elle fréquentait les princes et les rupins. Marguerite Boulch’, fille de Bretons, dite Fréhel, est née en 1891 à Paname. Ses chansons racontent aussi son enfance. «J’attendais qu’il pleuve pour me frotter la figure avec la pluie...» Histoires d’amour tragiques, éther et cocaïne, tuberculose et prostitution : elle chantait dans toutes les tavernes et estaminets de la ville, y compris à la foire du Trône. Elle s’échappa dix ans en Europe de l’Est et fréquentait les cours russe et roumaine. De retour, relancée par le directeur de l’Olympia, elle fit même du cinéma. Cette réédition trace un portrait émouvant de Fréhel, «voix arrachée du ventre comme une lente et douloureuse volute...», et raconte la vie nocturne des chansonniers et auteurs de Paris, de 1900 à 1940. Fréhel, accompagnée à l’accordéon, chantait Du gris dans un monde sans micro, où seules la puissance et l’authenticité faisaient faire le public à qui cette fleur des fortifs jetait à la figure son malaise.</p> <p>CHRISTOPHE GOBY</p> <p>GABRIEL ERSLER. Des Brigades internationales aux prisons soviétiques, l’autre Orchestre rouge. – Jean-Charles Szurek. Avec la collaboration d’Anne Halbwachs, Monique Halpern et Jerzy Toruńczyk</p> <p>Hermann, Paris, 2023, 624 pages, 24 euros.</p> <p>Antifasciste juif polonais, Gabriel Ersler (1913-2005) rallie en 1937 les Brigades internationales en Espagne, où il devient communiste. À la suite de la défaite des républicains en 1939, il est interné dans le camp de Gurs, dont il s’échappe. Après l’invasion de l’URSS par la Wehrmacht, il est chargé de réorganiser la Main-d’œuvre immigrée (MOI) en zone Sud et construit un réseau de renseignements. Un jour, Moscou ne répond plus. Il se met en route pour l’Union soviétique, où, pris pour un espion, il passe douze années en prison; il survit grâce à la lecture de classiques. En mai 1956, le juge d’instruction le convoque : «Comrade! Mes félicitations! C’était une erreur, le passé c’est le passé, les choses ont changé.» Il rejoint la Pologne pour contribuer à l’édification du socialisme. La vague d’antisémitisme du gouvernement l’en chasse en 1968. Hostile à tout nationalisme, il ne restera pas en Israël, où il a tenté de s’installer. Il obtient la nationalité allemande et s’établit à Aix-la-Chapelle. Ce livre correspond à cinquante-trois heures d’entretien.</p> <p>SONIA COMBE</p>	<p>Un monde qui n’est plus</p> <p>Les Effinger de Gabriele Tergit</p> <p>Traduit de l’allemand par Rose Labourie Bourgois, Paris, 2023, 956 pages, 30 euros.</p> <p>LE 5 mars 1933, jour d’élections – il n’y en aura plus, ensuite, pendant une décennie –, des coups retentissent à la porte de l’appartement de Gabriele Tergit, romancière et chroniqueuse judiciaire. Ce sont les sections d’assaut (SA), groupe paramilitaire nazi, qui viennent l’arrêter. Elle est juive. Elle a déjà fait paraître avec succès <i>Berlin 1931</i>. <i>L’inflation de la gloire</i> (qui vient d’être réédité, dans la collection de poche des éditions Bourgois, traduit par Pierre Deshusses). La porte est heureusement blindée (1). Le lendemain elle fait sa valise et part pour la Tchécoslovaquie. Première étape d’un exil qui durera quinze ans. Tergit le consacrera à l’écriture des <i>Effinger</i>, son œuvre majeure. Sorti en 1951, le livre ne rencontrera que l’indifférence et il faudra attendre la fin des années 1970 pour qu’il soit traduit en plusieurs langues.</p> <p>C’est un pavé, près de mille pages qui racontent l’histoire d’une famille de 1878 à 1948. C’est une saga, faite de personnages au caractère marqué et de longs dialogues. Le genre, des <i>Thibault</i> (Roger Martin du Gard, 1922-1940) aux <i>Boussardel</i> (Philippe Hériat, 1939-1968), des <i>Buddenbrook</i> (Thomas Mann, prix Nobel en 1929) aux <i>Hommes de bonne volonté</i> (Jules Romains, 1932-1946), est idéal pour embrasser une époque, saisir les rapports de classes confrontées aux soubresauts de l’histoire. Ici, on voit quatre générations qui vécurent sous trois empereurs. «<i>Ce que je souhaiterais, c’est que tous les Juifs allemands disent : “Oui, c’est ainsi que nous étions, c’est ainsi que nous avons vécu entre 1878 et 1939”, et qu’ils mettent le livre entre les mains de leurs enfants en disant : “Pour que vous sachiez comment c’était”</i>», affirmait la romancière en 1948. Le premier intérêt des <i>Effinger</i> est donc documentaire. On y accompagne ses héros, les membres de deux familles, l’une de banquiers, l’autre d’industriels, confrontés successivement à la première guerre mondiale, à la grippe espagnole, à la crise économique, aux débuts du nazisme. L’époque qu’ils traversent voit l’Allemagne connaître une industrialisation rapide. On suit plus particulièrement trois personnages : Lotte, qui à un moment fuit en Tchécoslovaquie après avoir été radiée du théâtre qui l’employait, son père Paul Effinger, flamboyant entrepreneur, le grand-oncle Waldemar Goldschmidt, intellectuel et juriste, porteur sans doute du point de vue le plus moral du livre. Tergit mêle effervescence romanesque, sociologie, politique; elle offre une reconstitution prenante des mœurs, des inquiétudes, des mentalités de ces entrepreneurs et de ces jeunes filles intenses – qui vont découvrir le socialisme et le féminisme. Histoires d’amour, histoires d’argent, questions nouvelles et menaces ignorées, ces Juifs-là se définissaient comme allemands, patriotes, et rêvaient de voir leurs enfants réussir à leur tour. C’est aussi ce vieux rêve, grandissant de l’empire de Guillaume I^{er} à la République de Weimar et que le nazisme vint mettre à bas, que raconte avec passion <i>Les Effinger</i>.</p> <p>HUBERT PROLONGEAU.</p> <p>(1) Le très frappant <i>Février 33. L’hiver de la littérature</i>, d’Uwe Wittstock (Grasset, 2023), évoque remarquablement ce que vécurent alors, comme Tergit, de nombreux écrivains.</p>



DU MONDE

De si jolis bunkers

Le Futur
de Naomi Alderman

Traduit de l'anglais par Jessica Shapiro,
Gallimard, Paris,
2024, 528 pages, 24 euros.

ON est dans une dystopie. Mais qui se déroule aujourd’hui, ou presque. À la tête des empires de la tech qui rayonnent sur les cinq continents depuis la côte californienne, Lenk Sketlish, Zimri Nommik et Ellen Bywater sont les trois personnes les plus riches du monde. L’apocalypse est toute proche : les défis climatiques à relever pour préserver la civilisation sont immenses ; tout cela n’intéresse guère ces entrepreneurs en éternelle quête de performance, grands fans des romans d’Ayn Rand. De toute façon ils ont leur porte de sortie, leur futur assuré, sous contrôle, bien balisé. Des bunkers impénétrables et auto-suffisants, isolés du reste du monde, les attendent, quelque part sur des îles privatisées, ou en Nouvelle-Zélande. Ces forteresses « post-apo » n’accueilleront qu’une poignée de leurs proches, heureux élus qui auront le privilège d’assister à la fin du monde au bord de la piscine avec air conditionné en prime. L’exfiltration est réglée comme une horloge, et les magnats attendent le jour fatidique, presque avec enthousiasme.

Sauf qu’il n’y a pas qu’un seul avenir en préparation. Martha est le bras droit du puissant Lenk. Et elle s’y connaît un peu en gourous. Elle a grandi au sein d’une secte crépusculaire et, toute sa vie, attendu la fin du monde. Au fil de ses contributions d’inspiration biblique sur des forums survivalistes, elle se lie d’une profonde amitié avec Albert Dabrowski, fondateur de Medlar, aujourd’hui aux mains d’Ellen Bywater, qui l’a évincé. Avec l’aide de l’enfant d’Ellen et Sellah Nommik l’épouse de Zimri, ils élaborent un plan pour de nouveaux lendemains. Ces activistes de la dernière minute, figures de progressistes contemporains, aimeraient croire qu’en reprenant la main sur les empires numériques de leurs proches, ils pourraient changer le cours des choses et endiguer les périls qui guettent l’humanité. Lai Zhen, une



influenceuse survivaliste, amante de Martha, se retrouve indirectement mêlée à leur plan...

De la Grèce antique, on se souvient surtout d’Athènes, ses philosophes, ses citoyens et ses esclaves ; de Rome, ses empereurs, ses légions, ses ingénieurs... Que retiendra-t-on de notre époque ? Sans doute le pouvoir de la Silicon Valley, des ultra-riches, des influenceurs – et les projets des survivalistes. C’est tout ce petit monde qui est mis en scène dans le cinquième roman de l’Anglaise Naomi Alderman, également conceptrice de jeux vidéo, et dont *Le Pouvoir* (Calmann-Lévy, 2018) a rencontré un très vif succès. Celle qu’a saluée Margaret Atwood décrit ici une humanité sur le qui-vive, prête à l’effondrement. Elle saisit une société ultraconnectée, où la technologie accélère l’ancien cours des choses et redéfinit les liens des individus. Cette satire brillante invite à modifier ses paramètres. Alderman croit à la nécessité spécifiquement humaine de la confiance mutuelle, et à ses beautés... C’est une révolution de l’ombre qu’elle raconte, celle que l’on a tous dans un coin de la tête, celle que l’on espère voir advenir avant qu’il ne soit trop tard. Avant que les seigneurs de la tech ne privatisent tous nos lendemains.

NICOLAS MELAN.

ÉCONOMIE

L’ÉCOSUR UN PLATEAU. Le monde expliqué par un économiste gourmet et curieux. – Ha-joon Chang

Pearson France, Paris,
2023, 272 pages, 22 euros.

Chocolat, citron, banane, ail et piment : l’économiste hétérodoxe sud-coréen Ha-joon Chang, passionné de cuisine, déconstruit les théories économiques dominantes en partant d’anecdotes sur des ingrédients ou des plats issus du monde entier. On apprend ainsi, à travers l’histoire du corned-beef, que le Royaume-Uni n’a pas toujours défendu le libre-échange : ces conserves très économiques ont longtemps été le seul moyen pour les classes populaires de manger de la viande : inaccessible autrement, à cause de l’imposition de barrières douanières sur la viande bovine importée d’Amérique du Sud, afin de développer l’industrie nationale. Chang espère offrir de « nouvelles idées » sur les possibilités de « mieux “manger” l’économie à l’avenir ». Pour l’universitaire, « les bons économistes » sont « ceux qui peuvent abandonner un ingrédient sacré (comme la “liberté économique”) », ou « redécouvrir des ingrédients oubliés ».

ANNE-DOMINIQUE CORREA

ARTS

LE LIVRE POUR SORTIR AU JOUR DE JOCELYNE SAAB. – Saad Chakali, Jean-François Neplaz et Mathilde Rouxel

Éditions Commune, Marseille,
2023, 194 pages, 25 euros.

Des rétrospectives récentes de l’œuvre de Jocelyne Saab ont salué son apport considérable au cinéma et à l’histoire. La journaliste et artiste libanaise, née en 1948, restera marquée par la Nakba palestinienne. Elle va en couvrir les ondes de choc dans la région et dans son propre pays, caméra au poing, en se plaçant résolument du côté de la gauche libanaise. Saab sera la seule à accompagner le départ de Beyrouth de Yasser Arafat et ses fedayins, juste avant les massacres de Sabra et Chatila, dans *Le Bateau de l’exil* (1982). Courts et longs métrages, fictions et documentaires, reportages, vidéos d’art, elle expérimentait les formes et formats tout en restant fidèle à une esthétique de l’engagement. Un coffret de quinze films, et un livret, vient d’être édité par Les Mutins de Pangée, et ce *Livre pour sortir*, qui présente des analyses de l’œuvre – par la poétesse et peintre Etel Adnan, le metteur en scène Roger Assaf, etc. –, est accompagné d’un DVD, *Beyrouth jamais plus* (1976) et *Une vie suspendue* (1985).

MARINA DA SILVA

IDÉES

TECHNIQUE AUTORITAIRE ET TECHNIQUE DÉMOCRATIQUE. – Lewis Mumford

La Lenteur, Saint-Michel-de-Vax,
2024, 114 pages, 15 euros.

En 1963, l’historien Lewis Mumford (1895-1990) synthétise sa critique de la production industrielle, qu’il développera dans *Le Mythe de la machine*. Il situe l’apparition d’une technique autoritaire au IV^e siècle avant notre ère, lorsque des dieux-rois mobilisèrent les efforts de milliers d’hommes par la coercition, dans des constructions à grande échelle. Longtemps contrainte, la technique démocratique, « méthode de production à échelle réduite », ingénieuse, autonome et durable, pourrait aujourd’hui disparaître. Dans un deuxième texte, *L’Héritage de l’homme* (1972), il soutient l’antériorité des capacités humaines à rêver, abstraire et inventer, sur celle de fabriquer des outils, et analyse le glissement, à partir du XVIII^e siècle, du sens donné au terme « progrès » – de l’humanisation vers la mécanisation. Bien que confiant dans une prise de conscience généralisée capable de renverser le processus, il préconise de suivre le conseil de l’astronaute John Glenn, qui, après un grave dysfonctionnement des contrôles automatisés de sa capsule spatiale, s’écria : « *Que l’homme prenne désormais les commandes !* »

ERNEST LONDON

LA SOCIÉTÉ DE LA FATIGUE. – Byung-chul Han

PUF, Paris, 2024, 80 pages, 11 euros.

Dans cet essai qui a rencontré un notable succès outre-Rhin, et qui est l’objet d’une nouvelle édition et traduction (après celle parue chez Circé en 2014), le philosophe Byung-chul Han, d’origine coréenne et professeur à l’université des arts de Berlin, développe ses observations sur les mutations majeures de nos sociétés. Il avance qu’aux injonctions contraignantes et disciplinaires de l’ordre social s’est substituée l’imposition de la performance et de l’« entreprise de soi-même ». Si une société de la contrainte est porteuse d’une négativité qui engendre doute et résistance, la société de performance résulte d’une positivité s’imposant comme prise d’initiative et exigence de motivation, produits d’une attitude d’acceptation globale. « *La positivité du pouvoir est beaucoup plus efficace que la négativité du devoir* », résume l’auteur. Faute de cette négativité, il en appelle, après un périple en compagnie de Walter Benjamin, d’Hannah Arendt, de Martin Heidegger, de Friedrich Nietzsche ou de Peter Handke, à ce qu’il nomme la « *fatigue fondamentale* ». Celle qui, exact inverse de la fatigue d’épuisement, pourrait être la manifestation d’une entropie créatrice.

GILLES LUCAS

DOMESTIQUER LE CORPS SOCIAL. Expérimentations sur les femmes, les enfants et les aliénés au temps d’Alfred Binet. – Loïg Le Sonn

Presses universitaires du Septentrion,
Lille, 2023, 362 pages, 25 euros.

Loïg Le Sonn reconstitue le parcours, l’environnement social et intellectuel d’Alfred Binet de 1880 à 1911, date de sa mort. Souvent considéré comme l’un des fondateurs de la psychologie sociale, Binet est ici envisagé comme un penseur de la domestication des masses. Il ne finit pas les études de médecine qu’il commence après sa licence en droit. Un héritage lui permet néanmoins de poursuivre ses recherches. Choisisant ses sujets dans des asiles d’aliénés, des écoles, des prisons, il évalue les capacités de femmes, de mineurs, d’aliénés, qu’il peut interroger à loisir. Binet ne recule pas devant l’exercice de certaines violences, comme lorsqu’il plonge le doigt d’un enfant dans l’eau brûlante pour observer sa réaction. Il élaborera avec Théodore Simon un célèbre test d’intelligence : des travaux qui seront utilisés dans l’éducation nationale pour trier les élèves dans un but officiellement altruiste.

HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD

ÉCOLOGIE

LA RUÉE VERS LA VOITURE ÉLECTRIQUE. Entre miracle et désastre. – Laurent Castaignède

Écosociété, Montréal, 2023,
184 pages, 16 euros.

La généralisation de la voiture électrique apparaît aujourd’hui comme l’une des clés de la transition écologique, selon les annonces gouvernementales, de l’Europe à la Chine. Mais Laurent Castaignède, ingénieur et conseiller en impact environnemental, tempère cet enthousiasme. Car les défis sont multiples : technique, la quête d’une large autonomie grâce à des batteries performantes demeure un enjeu majeur, d’autant que la moitié des modèles proposés sont des véhicules utilitaires sportifs (SUV) ; financier, le déploiement à grande échelle du parc requiert l’installation de postes de charge sur l’ensemble du réseau routier ; minier, quand les besoins en métaux devraient contribuer pour moitié à l’explosion du secteur extractif d’ici à 2040 ; industriel, avec l’adaptation de « toute une chaîne de fournisseurs » et la création de nombreuses usines, alors que la Chine produit les trois quarts des batteries et raffine la « majorité des métaux les plus convoités ». « *Dubitatif* » sur l’origine de l’électricité nécessaire, l’auteur en appelle à la « *démobilité* » et esquisse des pistes pour envisager la voiture électrique comme un « progrès social » et environnemental.

FLORENT PAILLERY

LITTÉRATURE

Échappées belles

UNE jeune femme des temps anciens pour laquelle les hommes se battent, et qui va se venger de leur violence. Une jeune femme d’aujourd’hui qui n’est plus obligée de travailler pour gagner sa vie et qui découvre l’ennui. Deux déploiements romanesques du fantastique lié au féminin, écrits à un siècle ou presque de distance, par deux écrivains japonais.

Le court roman de Yokomitsu Riichi (1923) s’inspire d’une chronique chinoise évoquant la domination d’une reine chamane sur une partie de l’archipel japonais, au III^e siècle de notre ère (1). L’auteur appartient au mouvement « néo-sensationaliste ». Ébloui par le *Salammô* de Gustave Flaubert alors tout juste traduit, il imagine les tragiques aventures de la jeune princesse Himiko, enlevée le jour de son mariage, et en butte au désir brutal des chefs de clan d’un Japon archaïque. Émerge alors chez Himiko la volonté farouche de les détruire et d’asseoir son pouvoir : « *La tristesse dont sa poitrine débordait explosa brusquement, changée en fureur : la haine accumulée contre la force brute des mâles cruels qui faisaient la loi sur terre devenait révolte.* » Dans sa robe rouge d’apparat, elle entend désormais maîtriser sa destinée, et monte les prétendants les uns contre les autres.

La sauvagerie du monde est partout à l’œuvre. Les personnages évoluent entre forêts et demeures seigneuriales. Séquencées comme dans un film, les scènes d’amour et de désir, de violence et de mort se déroulent dans un décor somptueusement coloré, où bœufs noirs sauvages et cervidés sont omniprésents, intégrés dans les combats ou dévorés dans des banquets qui tournent à des bacchanales. Comme si l’humanité ne s’était pas encore extraite d’une gangue commune à la vie animale ; ce qu’illustre l’épisode d’une gigantesque battue aux cerfs, pendant laquelle les deux amants en fuite se cachent sous l’amoncellement des cadavres ; quand on les découvre au milieu des animaux abattus, « *une belle femme rouge a jailli de la poitrine d’un cerf* » s’exclameront les chasseurs, et elle devient « *la belle aux cerfs* ». En somme, une sorte d’Enkidu à l’envers de celui de l’épopée de Gilgamesh, un personnage vivant au milieu des gazelles qui va rejoindre les humains... Un « roman fauve », comme le qualifie son traducteur. Onirique, fulgurant.

La jeune romancière Hiroko Oyamada (2) propose un tout autre personnage de femme, qui semble être une

moderne antithèse du premier : Asa, la trentaine, quitte sans regret son travail mal rémunéré ; elle suit son mari à la campagne, dans la maison prêtée par sa belle-mère. La voilà oisive, dans la vacuité la plus totale : « *Chaque journée est devenue aussi assommante que la précédente... C’est comme si le temps glissait entre les doigts, qu’on ne parvenait plus à le saisir* ». Mais dans l’ennui quotidien, elle découvre de curieux interstices : en suivant dans la campagne un animal inconnu, elle tombe dans un des trous qu’il creuse le long de la rivière. Telle Alice au pays des merveilles (auquel un des personnages fait d’ailleurs référence), elle semble passer à travers le terne miroir de sa vie et accepter l’étrangeté d’un univers de bizarreries : le grand-père de son mari arrose sans discontinuer son jardin, elle se découvre un beau-frère caché par la famille, solitaire joyeux et raisonneur, les enfants profitant de l’été

HISTOIRE

État jésuite pour Indiens convertis

« LES ouvrages consacrés à l’extraordinaire expérience religieuse et sociale réalisée par les pères de la Compagnie de Jésus au Paraguay pendant plus d’un siècle et demi sont extrêmement nombreux », note Jean-Paul Duviols (1). En fallait-il vraiment un de plus ? Oui : car ce livre-ci est érudit et passionnant. S’appuyant sur des témoignages, des lettres et des écrits d’époque, émanant en particulier des missionnaires – « toujours prêts à périr sous une grêle de flèches ou sous les massues des sauvages » –, il permet une plongée au cœur des « réductions » – « le royaume de Dieu sur la terre » – et de leurs sujets, les Indiens Tupi-Guarani. « *Bien disposés* », « *dociles à l’évangélisation* », lit-on ici. Mais... « *impossible d’obtenir que, dans leur absolue paresse, ils sèment du maïs dans un ou deux champs de dix-huit pas* », apprend-on là. Ce sont « *de grands enfants, ils ne savent pas faire bon usage de leur liberté* »... Ils sont punis par le fouet, la prison et le cep.



Trente « missions », près de 150 000 indigènes pendant la période la plus faste... Les partisans de la « légende dorée » et ceux de la « légende noire » s’affrontent encore : République indépendante dont le but était la protection des autochtones ou univers concentrationnaire dans lequel « *tout était réglé, jusqu’à l’habillage* » ? Sans prendre parti, l’ouvrage propose les éléments du débat – et une superbe iconographie.

MAURICE LEMOINE.

(1) Jean-Paul Duviols, *L’Aventure jésuite au Paraguay (1610-1767)*, Chandeigne - Maison de l’Amérique latine, Paris, 2023, 320 pages, 29 euros.



MÉDIAS

LES MÉDIAS CONTRE LA GAUCHE. – Pauline Perrenot

Agone, Marseille, 2023, 310 pages, 15 euros.

L’opinion de l’auteure était faite, mais à la lire on peut difficilement la contredire. «La gauche» dont il est ici question inclut l’ensemble des catégories populaires, grossièrement sous-représentées dans les médias. Pas la gauche néolibérale qui, tel un poisson dans l’eau, s’ébroue dans le «journalisme de classe» et «de cour» décrit à grand renfort d’exemples désopilants ou de démonstrations serviles (citations, couvertures de journaux, transcriptions d’entretiens). C’est bien l’ensemble du «cercle de la raison» qui est pris à partie, hybridation d’intellectuels, de journalistes, de sondeurs et de patrons. Mais avec le temps et la droitisation, ce cercle de notables et de convenables s’est mis à propager les idées ou thèmes de «débat» qui remplissent «le Caddie de l’extrême droite sans qu’elle ait besoin de faire son marché». Y compris sur France Inter – Léa Salamé est souvent citée –, dont la cible prioritaire est devenue la gauche de gauche. Le traitement médiatique de la politique étrangère n’est pas abordé, peut-être parce que le clivage droite gauche est moins pertinent quand il s’agit d’analyser la propagande occidentaliste et le désir de guerre.

SERGE HALIMI

HISTOIRE

CONTES DES FRONTIÈRES. Faire et défaire le passé en Ukraine. – Omer Bartov

Plein jour, Paris, 2024, 482 pages, 26 euros.

Après *Anatomie d’un génocide*, l’historien israélo-américain Omer Bartov poursuit sa plongée dans l’histoire de la petite ville de Buczacz (Boutchatch), aujourd’hui située en Galicie ukrainienne mais longtemps ballottée entre République des Deux Nations – l’union du royaume de Pologne et du grand-duché de Lituanie, entre 1569 et 1795 – et Autriche-Hongrie. En faisant parler les acteurs d’un monde disparu, en analysant l’imaginaire des communautés juive, polonaise et ruthène (ukrainienne) sur le temps long, en parallèle avec la destinée de sa propre famille, émigrée en Israël dans les années 1930, il rend compte de la formation des identités nationales des populations des confins de l’Europe. Ainsi, à la fin du *xix^e* siècle, «les États-nations polonais et ukrainien, tels qu’ils étaient imaginés, n’avaient pas l’espace idéologique pour accueillir les Juifs de quelque tendance que ce soit, du moins tant qu’ils garderaient une trace de leur identité religieuse et ethnique». Alors que la Russie poursuit sa guerre en Ukraine, le travail d’Omer Bartov souligne la nécessité de soulever la chape de plomb mémorielle tombée sur ces terres disputées.

LAURENT GESLIN

INFOGRAPHIE DE L’EMPIRE NAPO-LÉONIEN. – Frédéric Bey, Nicolas Guillerat et Vincent Haegel

Passés/Composés, Paris, 2023, 158 pages, 29 euros.

Ce grand et beau travail est le fruit de la collaboration de trois auteurs : Vincent Haegel, responsable de la bibliothèque de Versailles, Frédéric Bey, spécialiste des guerres napoléoniennes – il a consacré des monographies aux batailles d’Austerlitz, de Iéna et de Friedland –, et Nicolas Guillerat, graphiste et «data designer». Il synthétise des dizaines (voire des centaines) de pages de livres d’histoire sous forme de graphiques, cartes, schémas, camemberts, diagrammes ou tableaux présentés de manière attrayante, voire ludique – et si certains sont très complexes, les textes les éclairent. Comment l’empereur s’informait-il ? Quelles comparaisons établit entre la marine impériale et la Royal Navy ? Qu’en était-il de la démographie, des épidémies, de l’économie ? La famille, les batailles, la retraite de Russie, les deux exils, mais aussi bien les résistances à l’Empire, l’examen de son bilan – une double page peut donner matière à au moins une heure de cours en lycée... On regrettera seulement que certains textes aient été écrits en tout petits caractères.

PHILIPPE ARNAUD

CINÉMA

LES PREMIERS JOURS. – Stéphane Breton

En salles le 14 juin. 1 h 14.

Comment filmer l’énergie des commencements, le capharnaüm des origines, l’aube des temps ? Sur une côte chilienne entre désert et océan, des hommes ramassent des ballots d’algues. Dans un décor à la *Mad Max* – épaves rouillées, vieux pick-up branlants, molosses en liberté, ferrailles en tout genre... – et l’infime beauté de ces contrées évoquant d’étranges westerns, dans le fracas du ressac contre les roches sombres, ces drôles d’habitants vivent, travaillent, pensent et créent. Une barque les rejoint parfois, les ravitaillant en eau et en poisson. Le vent, le bruit des outils, des caillasses et des carrosseries, les moteurs, les aboiements, les vagues, tout cela forme un opéra insolite, lui aussi créateur de possibles, muant les sons, tous les sons, en une musique électro-acoustique dotée d’une belle hardiesse rock et d’une pensée en devenir. Ainsi, dans cet univers déglingué, cette vie primitive et silencieuse agence les matières et leur musicalité, façonnant un paysage d’art brut. Signée du réalisateur de *Chère humaine* (2015) et de *Filles du feu* (2017), se référant ici à Jean Epstein et à Jacques Tati, une démarche ethnographique et documentariste frémissante. Vivante.

JOËL PLANTET

POÉSIE

Les chants des combattantes

DEBOUT, poignard à la main, la louve se tient face à l’ennemi, prête à défendre l’enfant, elle-même et ce qui viendra... C’est ainsi, en la paraphrasant, qu’on imagine l’Argentine Alfonsina Storni (1892-1938) (1). Mère à 20 ans, elle signe son premier recueil de poésie en 1916. «*Passée par le tamis de toutes les douleurs*», elle a fui le troupeau pour gagner la montagne et défend sa liberté devant les «*brebis*» qui jugent immorale celle qui n’a jamais donné un père à son fils. Alfonsina Storni s’inscrit d’emblée dans le mouvement d’émancipation féminine surgi en ce début de *xx^e* siècle sur le continent – c’est à Buenos Aires que se tient, en 1910, le premier congrès international des femmes. Fréquentant les cercles littéraires, s’essayant au théâtre, Storni enseigne auprès d’enfants défavorisés, intervient dans la presse, et fait de la cause des femmes, de leur éducation et de leur liberté, l’âpre combat d’une vie. D’une santé psychique fragile, la solitaire farouche s’effondre lorsque lui est diagnostiqué un cancer incurable. Son suicide par noyade dans le «*cœur fougueux*» de la mer fait écho aux images de ses écrits et contribue à sa légende. Elle a inspiré une chanson, *Alfonsina y el mar*, immortalisée en 1969 par Mercedes Sosa, et devenue un classique.

Peu avant sa mort, Alfonsina Storni se tient aux côtés de la Chilienne Gabriela Mistral (1889-1957) pour un cycle de conférences organisé par l’université de Montevideo. Gabriela Mistral n’a eu de cesse, elle aussi, de mener deux combats : contre le patriarcat, et pour la défense d’un enseignement public obligatoire (2). Elle sera d’ailleurs invitée en 1922 au Mexique pour contribuer à la politique d’éducation. Dès lors, Gabriela Mistral, issue d’un milieu modeste, est propulsée dans une carrière diplomatique qu’elle conjugue avec l’exigence solitaire de la littérature. Paru en 1938, *Essart* (3) est placé sous le signe du deuil – sa mère vient de mourir – tout en louant une joie intense devant toute manifestation de vie, baignée d’un mysticisme fait d’occultisme, d’hindouisme et de bouddhisme,

à l’écoute des éléments. Elle en versera les droits aux institutions qui accueillirent les orphelins de la guerre d’Espagne. *Pressoir* (4), son dernier recueil, publié trois ans avant sa disparition, témoigne des désastres de la seconde guerre mondiale, du suicide de son fils adoptif, et de celui des époux Zweig, survenu à Pétrópolis (Brésil), ville où Mistral exerçait la fonction de console. Seize années après *Essart*, la question féminine est toujours centrale. Au sein de l’ensemble «*Folles femmes*», la silhouette de Gabriela Mistral évolue parmi les ombres de figures brisées et de ferventes héroïnes : «*L’Abandonnée*», «*L’Anxieuse*», «*La Fugitive*», «*Celle qui marche*» telles sont les «*sœurs*» de la Chilienne qui, dans un épilogue testamentaire, fait d’un arbre sa dernière demeure.

Gabriela Mistral reçut le prix Nobel de littérature en 1945 – une première pour l’Amérique latine. Elle est aujourd’hui l’icône des féministes sud-américaines et l’une des protagonistes de *Premières à éclairer la nuit* (5), l’ouvrage que Cécile A. Holdban construit autour de la correspondance imaginaire de quinze poétesses du *xx^e* siècle aux destins tragiques. Mistral y côtoie notamment l’Iranienne Forough Farrokhzad, la Russe Anna Akhmatova, l’Argentine Alejandra Pizarnik ou encore l’Italienne Antonia Pozzi. Toutes admirables.

CARLOS PARDO.

(1) Alfonsina Storni, *Les Cendres. Poésies choisies*, édition bilingue, traduction de Béatrice Pépin, Tango Girafe, Paris, 2023, 192 pages, 16 euros. Les Éditions Cap de l’Étang ont précédemment publié plusieurs volumes de ses œuvres, dans une traduction de Monique-Marie Ithy.

(2) De son vrai nom Lucila Godoy Alcayag, elle avait opté pour un pseudonyme rendant hommage à ses deux poètes préférés, Gabriele d’Annunzio et Frédéric Mistral.

(3) Gabriela Mistral, *Essart*, traduction d’Irène Gayraud, Éditions Unes, Nice, 2021, 192 pages, 23 euros.

(4) Gabriela Mistral, *Pressoir*, traduction d’Irène Gayraud, Éditions Unes, 2023, 192 pages, 23 euros.

(5) Cécile A. Holdban, *Premières à éclairer la nuit*, Arléa, Paris, 2024, 206 pages, 21 euros.

GÉOPOLITIQUE

Des moyens de faire la guerre

«*Le 24 février 2022, aux premières heures de la matinée, j’ai senti au plus profond de moi-même que la parenthèse de l’après-guerre s’était refermée.*» Le géopolitologue Dominique Moïsi décrypte un monde dominé surtout par ses émotions, comme l’illustre «*le divorce que révèle et creuse la guerre en Ukraine*», notamment entre Européens (1).

Voir des chars russes se diriger vers Kiev aurait réveillé des souvenirs inquiétants : Budapest en 1956, Prague en 1968. La résilience des Ukrainiens aurait fait de M. Volodymyr Zelensky un «*Churchill contemporain*», et incité Allemands et Français à se porter au secours des Européens de l’Est. Loin de la «*mort cérébrale*» prédite par M. Emmanuel Macron en 2019, l’Organisation du traité de l’Atlantique nord (OTAN) s’en est trouvée réveillée : «*Vladimir Poutine souhaitait “finlandiser” l’Ukraine, il n’a obtenu qu’une “otanisation” de la Finlande et de la Suède (...). Grâce à lui, la mer Baltique devient un lac atlantique*». Mais si Moïsi est sensible aux «*émotions pro-ukrainiennes*» encore ressenties dans la majorité de l’Europe, il ne mésestime pas qu’aujourd’hui peu de ses citoyens sont prêts à «*mourir*» pour Kiev.

Il souligne également que la guerre à Gaza aura été, pour le monde arabo-musulman et plus globalement pour les pays du Sud, «*la preuve éclatante du deux poids, deux mesures occidental*». Les manifestations récentes de colère contre la présence française dans les pays du Sahel sont mises au compte de ce «*facteur émotionnel antioccidental*», même si elles auraient été attisées par Moscou.

Faut-il se préparer en France à la guerre, se demande le journaliste spécialisé dans les questions militaires et de défense Jean-Dominique Merchet, qui relève la «*hantise de l’esprit muni-chois*», mais pointe surtout «*l’illusion de la puissance française*» (2) : dans une guerre de haute intensité, son armée pourrait tenir un front d’au maximum quatre-vingts kilomètres ; il lui faudrait un mois pour déployer une seule division ; et elle ne pourrait se maintenir dans la durée, avec chaque jour 1 % de morts et 4 % de blessés... Volontiers

condescendantes à l’égard des autres armées européennes, les forces françaises aiment pourtant à se présenter comme un modèle, ce qui leur permet de figurer dans les clubs alliés les plus sélectifs (puissances nucléaires et spatiales, aptes aux opérations amphibies ou équipées de porte-avions, de forces spéciales, etc.). Mais, insiste Merchet, c’est une «*armée bonsaï*», aux capacités «*échantillonnaires*», sans masse suffisante en hommes et en matériels, avec des manques criants dans des domaines-clés tels que les missiles sol-sol et sol-air, ou les drones ; et qui rencontre des difficultés de recrutement. La dissuasion nucléaire elle-même, si elle sanctuarise l’Hexagone, contribue de surcroît à l’isoler de ses partenaires européens, qui s’en remettent surtout au «*parapluie*» américain. À propos des interventions en Afrique, mais aussi d’un outre-mer français de plus en plus contesté et difficile à défendre en tant que tel, Jean-Dominique Merchet estime qu’il «*serait temps de faire le deuil de notre imaginaire colonial*».

Ancien coordinateur des opérations militaires extérieures, le général Didier Castres plaide lui aussi pour «*un regard dépassionné sur l’Afrique*», et une mise à jour du logiciel intellectuel de l’Occident (3). Dans un contexte d’«*affolement du monde*» et d’incertitude permanente, où la guerre redevient un scénario plausible, il faut «*penser l’impensable*», en «*finir avec l’angélisme*», «*changer de regard sur l’Autre*». Vaste programme ! Le général voit cependant dans le «*patrimoine génétique de l’armée française*» – culture expéditionnaire, rusticité (ou capacité de vivre à la dure), maîtrise de l’usage de la force et agilité à se reconfigurer – une chance pour le pays.

PHILIPPE LEYMARIE.

(1) Dominique Moïsi, *Le Triomphe des émotions. La géopolitique entre peur, colère et espoir*, Robert Laffont, Paris, 2024, 240 pages, 19 euros.

(2) Jean-Dominique Merchet, *Sommes-nous prêts pour la guerre ? L’illusion de la puissance française*, Robert Laffont, 2024, 224 pages, 18 euros.

(3) Didier Castres, *La Fin de l’imaginable. Les nouvelles frontières des conflits*, Nouveaux débats publics, Paris, 2023, 170 pages, 18 euros.

REVUES

❑ **FOREIGN AFFAIRS.** La remise en cause de l’hégémonie américaine ne conduirait pas à la dédollarisation mais au renforcement du billet vert, toute période de doute géopolitique renforçant les actifs réputés «*sûrs*», encore souvent libellés en dollars. Comment Pékin tire profit de la politique américaine au Proche-Orient. (Vol. 103, n° 4, juillet-août, bimestriel, 80,95 dollars par an. — New York, États-Unis.)

❑ **MONTHLY REVIEW.** «*Prométhéen*» : c’est ainsi que, dès les années 1980, une partie de la gauche dénonce un marxisme jugé trop peu conscient des enjeux environnementaux. Un mythe que la revue déconstruit ici minutieusement. (Vol. 76, n° 2, juin, mensuel, 4,50 euros. — New York, États-Unis.)

❑ **THE TIMES LITERARY SUPPLEMENT.** Au tour de Sigmund Freud de s’allonger sur le divan. Pourquoi, à plusieurs reprises dans sa vie, le fondateur de la psychanalyse a-t-il brûlé ses écrits personnels ? (N° 6324, 14 juin, hebdomadaire, 4,50 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

❑ **PROSPECT.** Une enquête réunit de nouveaux éléments à charge contre News Corp., dix ans après le scandale des écoutes téléphoniques réalisées illégalement des journaux du groupe de M. Rupert Murdoch. (N° 328, juin, mensuel, 8,99 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

❑ **NEW LEFT REVIEW.** Un entretien avec Sahra Wagenknecht sur la situation allemande, mais aussi sur les objectifs et la stratégie du nouveau parti de «*gauche conservatrice*» qu’elle a cofondé en janvier dernier. (N° 146, mars-avril, bimestriel, 12 euros. — Londres, Royaume-Uni.)

❑ **THE CHINA QUARTERLY.** «*Une fois que la ligne politique a été déterminée, il faut trouver les personnes pour la mettre en œuvre.* (...) D’où l’importance de la succession.» Il n’existe pas d’ambition politique sans cadres pour la faire exister, soulignait ainsi Deng Xiaoping en 1979. (Vol. 258, juin, 273 euros par an, accès en ligne — Cambridge, Royaume-Uni.)

❑ **NEW BLOOM MAGAZINE.** Bientôt la possibilité pour les populations autochtones de Taïwan d’utiliser leur nom d’origine (en alphabet latin) sans y voir accoler de nom chinois (en sinogrammes) (Gratuit en ligne. — Taïwan.)

❑ **THE DIPLOMAT.** L’engagement de la Pologne dans le conflit ukrainien conduit Varsovie à s’appuyer sur Séoul pour ses approvisionnements en équipements militaires. Comment les rivalités croissantes dans le Pacifique se cristallisent autour de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. (N° 115, juin, mensuel, abonnement annuel : 30 dollars. — Washington, DC, États-Unis.)

❑ **POLITIQUE AFRICAINE.** L’analyse de la recrudescence des conflits dans la Corne de l’Afrique fait apparaître un lien entre la violence armée et la reconfiguration des États centraux sous l’effet des politiques néolibérales. (N° 173, 2024/1, trimestriel, 20 euros. — Paris.)

❑ **NOUVEAUX ESPACES LATINS.** L’état de la démocratie sur le sous-continent : l’impact des crises économiques, des déceptions politiques, des violences et de la criminalité organisée, ainsi que de la militarisation des sociétés sur la vie démocratique régionale. (N° 318-319, trimestriel, avril-août, 15 euros. — Lyon.)

❑ **LA CHRONIQUE D’AMNESTY INTERNATIONAL.** En Syrie, des camps de prisonniers administrés par des groupes armés d’opposition, soutenus par les États-Unis, détiennent des milliers de personnes dans des conditions inhumaines. (N° 451, juin, mensuel, 3,50 euros. — Paris.)

❑ **REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE.** Ce hors-série «*Afrique*. Des indépendances à la souveraineté» examine les limites de la zone de libre-échange africaine, l’engouement pour la justice internationale, le néo-souverainisme, etc. (Hors-série, avril, trimestriel, 25 euros. — Paris.)

❑ **L’ÉCONOMIE POLITIQUE.** À mesure que des pays du Sud tentent de sortir de la dépendance au dollar, que l’euro s’installe dans le paysage des devises internationales et que se développent les monnaies numériques, la suprématie du billet vert est-elle réellement menacée ? (N° 102, mai-juillet, trimestriel, 12 euros. — Paris.)

❑ **REVUE D’ÉCONOMIE FINANCIÈRE.** Les politiques anti-inflation en Europe : un bilan assorti de quelques préconisations en faveur du plafonnement des prix dans le secteur de l’énergie et d’un contrôle des marges indues dans le commerce de détail sur le modèle croate. (N° 153, premier trimestre, trimestriel, 35 euros. — Paris.)

❑ **ESPRIT.** Sur les Jeux olympiques, de leur contribution à la «*politique de l’apolitisme*» à leur influence sur le paysage urbain, des conditions d’intégration de nouvelles disciplines au rôle de l’événement dans l’extension du contrôle par le numérique. (N° 510, juin, mensuel, 20 euros. — Paris.)

❑ **RAISONS POLITIQUES.** Un recueil d’études consacrées au philosophe américain Michael Walzer et à son essai *Sphères de justice* (1983), portant notamment sur son concept d’«*identité complexe*» et sur la notion d’appartenance. (N° 94, mai, trimestriel, 20 euros. — Paris.)

❑ **GENÈSES.** Le tirage au sort, promesse d’un renouveau démocratique ? Ce dossier pose la question à travers la Rome antique, le régime de Venise au *xiii^e* siècle et le Sénégal de 1947. (N° 134, printemps, trimestriel, 20 euros. — Paris.)

ART

Guerre culturelle à l'italienne

M^{me} Giorgia Meloni et ses proches veulent en finir avec l'hégémonie culturelle supposée de la gauche, un projet toujours cher au populisme réactionnaire. Changer les responsables et diminuer les (déjà maigres) budgets ne suffit pas. Il faut imposer un « nouveau récit », célébrant les valeurs nationalistes et néofascistes. Une entreprise au long cours, qui passe par la réécriture de l'histoire.

PAR ANTOINE PECQUEUR *

C'EST l'un des membres du gouvernement les plus proches de la présidente du conseil Giorgia Meloni. Autrefois militant dans plusieurs organisations néofascistes, dont le Mouvement social italien (MSI), journaliste et directeur de médias, M. Gennaro Sangiuliano a toujours défendu une ligne conservatrice. Il entend désormais élaborer une culture d'extrême droite (1). Conformément à ses attributions. Le 17 mars dernier, le ministre de la culture revient dans sa ville natale. Naples commémore ce jour-là l'unité italienne. Mais M. Sangiuliano s'y rend, lui, pour célébrer le lancement d'une rétrospective consacrée à John Ronald Reuel Tolkien au Palais royal, que le gouvernement fait tourner dans tout le pays. En novembre à Rome, M^{me} Meloni – elle-même grande admiratrice de l'écrivain – a inauguré l'exposition... qui n'a rien de spectaculaire. L'essentiel tient aux textes qui l'accompagnent et exaltent « la beauté du Seigneur des anneaux enracinée dans la foi chrétienne ».

« Le gouvernement se réapproprie les espaces culturels pour servir son idéologie. La culture est devenue un champ de bataille. C'est de la folie », s'inquiète le metteur en scène Romeo Castellucci. Il y a quelques années, M^{me} Meloni avait eu le mauvais goût de classer cette personnalité internationale parmi les « artistes autoproclamés qui insultent les symboles du christianisme » (2). L'écrivain Paolo Rumiz n'hésite pas, lui, à comparer les menées de l'actuel pouvoir à la marche sur Rome de Benito Mussolini en 1922 : « Le gouvernement prend les musées, occupe la télévision pour propager son nationalisme. »

Qu'en est-il vraiment ? Comme tous les gouvernements, celui de M^{me} Meloni dispose d'un pouvoir de nomination à la tête des plus grandes institutions ; et comme nombre d'entre eux, il l'exerce en privilégiant des gens de confiance. Ce qui désole l'ancien directeur du salon du livre de Turin, l'écrivain Nicola Lagioia : « Peu importe leur niveau de compétence, le but est qu'ils soient sur la même ligne politique. » Le nouveau directeur de la Biennale de Venise, Pietrangelo Buttafuoco, un ancien du MSI, est un homme de lettres reconnu. Sicilien converti à l'islam – car « l'identité de la Sicile est effrontément islamique » –, il déroute ses pairs comme ses adversaires, qui ont pu parfois le lire dans le quotidien *La Repubblica*, classé à gauche. Que va-t-il faire de la biennale ? Il n'a pas souhaité nous le confier, réfugié selon ses mots « dans un silence productif ».

Plutôt qu'à Venise, le ministre de la culture donne la priorité à Naples, capitale de la Campanie acquise au Parti démocrate. Le gouvernement a pris un décret qui oblige les directeurs étrangers d'opéra à quitter leur poste à 70 ans pour évincer le directeur du théâtre San Carlo, le Français Stéphane Lissner. « Une décision stupide, estime le clarinettiste solo de l'établissement, Luca Sartori. Avant la venue de Lissner, le théâtre avait un rayonnement régional. Aujourd'hui, nous accueillons les plus grandes voix. »

Le tribunal de Naples a annulé la révocation de Lissner. Pour les musées, nul besoin de décret, car les directeurs étrangers nommés en 2016 arrivaient, eux, au terme de leur deuxième mandat en décembre 2023. Ancien conseiller du ministre de la culture sous Silvio Berlusconi, M. Angelo Crespi a ainsi remplacé l'Anglais James Bradburne, qui a révolutionné la scénographie de la pinacothèque de Brera à Milan. Et à Capodimonte, sur les hauteurs de Naples, le Français Sylvain Bellenger a cédé sa place à l'ancien directeur de la galerie des Offices de Florence Eike Schmidt. Un Allemand, mais citoyen italien depuis novembre dernier. Par ailleurs candidat [aujourd'hui défait] à la mairie de Florence avec le soutien de la coalition gouvernementale dont il comprend la ligne : « L'Italie est le pays où est né l'opéra. Il est troublant de voir nommer des directeurs étrangers dans ces institutions. »

* Journaliste.



BLU. – Fresque murale dans le quartier de Quarticciolo, Rome, 2019

En janvier, trois cents personnes ont manifesté dans la capitale italienne contre la nomination du metteur en scène napolitain d'extrême droite Luca De Fusco à la tête de la fédération du Théâtre de Rome, qui regroupe différentes scènes de la ville. Dans le cortège, on croisait surtout des artistes ou des travailleurs du spectacle vivant, comme la comédienne Sonia Bergamasco, qui dit recevoir « beaucoup de soutien du public. On m'arrête dans la rue pour me dire qu'il faut se battre, même si nous n'avons malheureusement pas la même tradition de manifestations qu'en France. (...) La crise des théâtres à Rome ne date pas de ce gouvernement. La gauche a aussi une grande responsabilité ». M. Castellucci déplore quant à lui « une culture figée depuis trop longtemps, avec ses musées, son patrimoine. Il n'y a pas d'espace pour la création contemporaine ». Ministre de la culture démocrate à deux reprises entre 2014 et 2022, M. Dario Franceschini approuve : « Quand j'ai pris mes fonctions, j'ai créé une direction de l'art contemporain. Jusqu'alors, il n'y en avait pas. »

En réalité, les récentes décisions gouvernementales interviennent après des décennies de régression en matière culturelle. « Dans l'après-guerre, rappelle le compositeur Filippo Del Corno, ancien conseiller culturel de la ville de Milan, les pouvoirs publics ont utilisé la culture comme outil d'émancipation sociale. Le gouvernement d'Aldo Moro a créé le poste de ministre de la culture en 1974. Mais ensuite tout s'est dégradé. » Producteur de films, jusqu'à peu président de la Biennale de Venise, Roberto Cicutto se souvient « des années Berlusconi, quand la production audiovisuelle a augmenté en nombre, mais diminué drastiquement en matière de qualité ». Dès lors, la radio-télévision nationale (RAI) s'est consacrée largement au divertissement et a négligé sa mission de service public. Sur ses quatre orchestres symphoniques, un seul est resté en fonctions.

L'ARRIVÉE au pouvoir de M^{me} Meloni a entraîné le départ de plusieurs présentateurs et l'arrivée de proches du gouvernement. Lorsque au cours d'un entretien en février le rappeur Dargen D'Amico a commencé à évoquer les bienfaits de l'immigration, la présentatrice l'a interrompu : « Assez, parlons musique ! » Quant à Antonio Scurati, auteur d'une série romanesque autour de Mussolini, la RAI a brutalement déprogrammé son intervention concernant la libération de l'Italie fin avril.

Aujourd'hui, le budget du ministère représente 3,5 milliards d'euros, soit 0,4 % du budget national : il a baissé de 124 millions d'euros entre 2023 et 2024. Les musées pâtissent d'un sous-effectif permanent. Il atteindrait 75 % à Capodimonte, où n'exerce qu'un seul conservateur historien d'art pour 49 000 œuvres. Les salaires sont modestes. « Je gagne environ 2 000 euros brut, indique Luca Sartori, la moitié de ce que reçoivent mes collègues dans des orchestres français ou allemands. » En octobre dernier, les treize opéras du pays ont fait grève pour dénoncer les conditions d'emploi du personnel.

« Si Meloni est désormais obligée de mener une politique étrangère consensuelle, estime Gianni Riotta de *La Repubblica*, elle assume par contre une ligne fasci-

sante dans sa politique culturelle. » Au-delà des nominations, M. Sangiuliano chercherait à écrire un récit, à créer un nouvel imaginaire, et mènerait dans ce but des opérations de récupération. En janvier, lors d'une réunion de Fratelli d'Italia, il se risquait ainsi à qualifier Dante de « fondateur de la pensée de la droite italienne ». « Dante avait déjà été récupéré par les fascistes, qui voyaient dans le premier chant de l'Enfer l'arrivée de Mussolini », rappelle l'historien de la littérature Giorgio Inglese. Le philosophe Paolo Pecere se souvient, lui, des « années 1980, lorsque les mouvances fascistes fréquentées par Giorgia Meloni s'attachaient déjà à l'œuvre de Tolkien, à son culte de l'homme ; à sa dimension religieuse, faute de pouvoir légalement reprendre la rhétorique mussolinienne », ou quand le front de la jeunesse du MSI organisait des « camps hobbits ».

L'exposition sur Tolkien rencontre pour l'instant un succès mitigé. Mais le gouvernement a d'autres projets, comme celui d'ouvrir un musée de la culture italienne à Bologne, ou un nouveau à Rome consacré aux massacres des foibe – ces cavités naturelles situées dans la zone frontalière entre Italie, Slovénie et Croatie où furent jetés nombre d'italophones, exécutés à la fin de la seconde guerre mondiale par les partisans yougoslaves (3).

Pendant les seize premiers mois du mandat de M^{me} Meloni, M. Vittorio Sgarbi a exercé les fonctions de secrétaire d'État, aux côtés de M. Sangiuliano. Auteur de nombreux ouvrages sur les peintres italiens de la Renaissance, ce critique d'art est aussi connu pour ses émissions télévisées, ses outrances verbales, ses multiples condamnations et ses liens supposés avec la Mafia. Il a démissionné en février après avoir été mis en cause pour des conférences rémunérées (une pratique interdite pour les membres de l'exécutif) et la dissimulation des origines frauduleuses d'un tableau. Dans son appartement romain, il épanche sa frustration : « Sangiuliano fait des nominations, des discours insensés pour inventer une culture de droite. Il veut remplacer la classe intellectuelle, mais c'est mission impossible ! Il faut laisser aux gens la liberté de penser comme ils veulent. »

Il nous emmène sur son toit-terrasse et, dans la nuit romaine, sort une torche pour éclairer la coupole voisine de l'église Sant'Ivo alla Sapienza : « Regardez ce chef-d'œuvre de [Francesco] Borromini. L'Italie n'était alors pas une démocratie, mais elle permettait aux artistes de créer librement. » M. Sgarbi a conçu le projet d'une exposition intitulée « Art et fascisme », quatre cents œuvres présentées du 14 avril au 1^{er} septembre au musée de Rovereto, dans le nord du pays. « C'est la première fois qu'on organise une exposition sans craindre de faire figurer le mot "fascisme" dans son titre. Il ne faut pas cacher la vérité : nous avons vingt ans de production dans l'art, l'architecture, des choses magnifiques que le fascisme a soutenues. Mais les meilleurs artistes sont ceux qui sont restés inventifs, sans se soumettre à l'ordre. »

(1) Le ministre Gennaro Sangiuliano n'a pas donné suite à nos demandes d'entretien.

(2) Paolo Trentini, « L'ira della Meloni : "Che schifo il teatro di Castellucci" », 2 avril 2016, www.giornale.trentino.it(3) Lire Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin, « Trieste, la conscience d'une frontière », *Le Monde diplomatique*, septembre 2023.

REVUES

❑ **REVUE PROJET.** Élaborer un « langage de transition » composé des mots de l'écologie ? L'abus du recours à un vocabulaire négatif (« khmers verts », « écologie punitive », etc.) empêche de penser des politiques environnementales justes et efficaces. (N° 400, juin-juillet, bimestriel, 13 euros. — La Plaine Saint-Denis.)

❑ **LA PENSÉE.** Hommage au philosophe communiste et résistant Georges Politzer, fusillé au Mont-Valérien en 1942. Le sociologue Bernard Pudel analyse le Parti communiste français (PCF) des années 1930 comme un « intellectuel collectif » au sein duquel Politzer invente la position d'intellectuel dirigeant. (N° 418, avril-juin, trimestriel, 20 euros. — Paris.)

❑ **LE QUINZIÈME JOUR.** Un état des outils d'observation des océans ; une critique éthique de l'idéologie de la performance ; une enquête sur le plus gros centre interdisciplinaire de recherche biomédicale en Belgique. (N° 288, mai-août, trimestriel, sur abonnement. — Liège, Belgique.)

❑ **LA DÉCROISSANCE.** Pourquoi il faut lire le philosophe Bernard Charbonneau plutôt que de suivre les Jeux olympiques devant un écran. Comment l'intelligence artificielle accroît la bêtise ? M^{me} Marine Le Pen contre la décroissance. (N° 210, juin, mensuel, 4 euros. — Lyon.)

❑ **ACTU SANTÉ.** La revue du service santé des armées françaises raconte plusieurs mois de soutien médical aux populations de Gaza, au sein des hôpitaux. (N° 168, mensuel, mars, sur abonnement – abonnement@ecpad.fr — Ivry-sur-Seine.)

❑ **LA DÉFERLANTE.** Le consentement doit-il figurer dans la loi ? Des aidantes pas aidées : les associations féministes croulent sous les demandes. Une BD sur la grande reportrice Andrée Viollis. (N° 14, mai, trimestriel, 19 euros. — Paris.)

❑ **OPTIONS.** Un numéro consacré à l'intelligence artificielle générative : « Les emplois les plus impactés sont (...) potentiellement les plus qualifiés, avec en première ligne les femmes. » (N° 679, printemps, trimestriel, 19 euros. — Montreuil.)

❑ **AUTRE TERRE MAGAZINE.** Comment les organisations non gouvernementales (ONG) d'Afrique ou d'Amérique du Sud évaluent-elles les avancées des Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies en 2015 ? (N° 22, été 2024, trimestriel, gratuit. — Herstal, Belgique.)

❑ **COURANT ALTERNATIF.** Dans un dossier critique consacré aux Jeux olympiques de Paris, le mensuel communiste libertaire décrit le recours massif à la précarité et à la surexploitation des sans-papiers dans l'organisation de l'événement international. (N° 341, juin 2024, 5 euros. — Reims.)

❑ **INPRECOR.** La revue trotskiste fête ses 50 ans en interrogeant des rédacteurs qui ont marqué son histoire. (N° 721, juin, mensuel, 5,50 euros. — Paris.)

❑ **ÉCHOS DU MONDE.** Un dossier sur les pesticides : l'Union européenne est la première région exportatrice de ces substances toxiques. Leurs fabricants sur le Vieux Continent dépensent 10 millions d'euros par an en lobbying. (N° 329, juin, trimestriel, 6,50 euros. — Paris.)

❑ **CAMPAGNES SOLIDAIRES.** Gigot « de sept heures »... mais de 22 000 kilomètres : comment l'agneau néo-zélandais arrive-t-il si peu cher en France, comment pendant ce temps la filière française ovine s'effondre ? (N° 405, mai, mensuel, 6 euros. — Bagnolet.)

❑ **TRANSRURAL INITIATIVES.** Un dossier sur les jardins. Où en est-on des stéréotypes et des inégalités de genre dans l'enseignement agricole ? Des start-up se lancent dans le cooviturage en milieu rural : une fausse bonne idée ? (N° 501, janvier-avril, bimestriel, 10 euros. — Paris.)

❑ **SPORT ET PLEIN AIR.** Roucoulettes à Paris, Cargo à Lyon ou Marseille united sport pour tous.tes (Must), un tour de France des clubs sportifs LGBTQIA+. L'activité physique régulière aiderait dans un parcours de transition. (N° 681, juin-juillet, mensuel, 3 euros. — Pantin.)

❑ **LA TOPETTE.** « Première ville de France où il fait bon vivre », « première ville la moins stressante » : la capacité d'Angers à figurer en tête des « classements à la noix ». Au sommaire également, l'horticulture en Anjou ou l'enseignement de l'empathie dès la maternelle. (N° 16, juin-août, trimestriel, 3 euros. — Angers.)

❑ **LE POSTILLON.** Quand une erreur de calcul grippe le fonctionnement des remontées mécaniques de la station des Deux Alpes. La patinoire, lieu de sociabilité populaire. Les femmes de ménage des administrations publiques grenobloises victorieuses face à leur employeur Elior-Derichbourg. (N° 72, printemps, bimestriel, 4 euros. — Grenoble.)

❑ **ÉTINCELLES.** Si les biographies d'anarchistes ou de trotskistes peuplent les catalogues d'éditeurs indépendants, on découvre ici une galerie de portraits de militants communistes purs et durs, de Georges Hage à Léon Landini en passant par Henri Alleg. (N° 58, mai, trimestriel, 8 euros. — Lens.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

Le burger, passion française

PAR CAMILLE BEAUVAIS ET GATIEN ÉLIE *

« **L** reste quinze secondes ! » Un présentateur survolté déambule entre les îlots. Sur l’estrade enfumée, face au public, cinq candidats, la goutte au front. Penchés sur leur plaque de cuisson, ils empilent des couches d’ingrédients. Chacun rivalise d’audace pour convaincre un jury de chefs et emporter la neuvième Coupe de France du burger, décernée lors du salon du snacking.

Des buns multicolores, du cheddar, des sacs de bacon précuit et du bœuf. Porte de Versailles à Paris, le burger règne en maître : la plupart des stands du parc des expositions proposent les pièces détachées qui le composent. « *Ce n’est pas vraiment de la cuisine... c’est de l’assemblage* », estime la cheffe Marie-Anna Delgado. Un « *morceau d’usine* », écrit Didier Pourquery dans *Une histoire de hamburger-frites* (Robert Laffont, 2019). Le Snacking d’or revient, lui, à des poches plastiques de préparation fromagère, avec moins de 5 % de cheddar mais facile à introduire dans un pistolet à sauce.

Si le burger est chez lui au salon, il a aussi conquis food-trucks, halles branchées, brasseries et même grands restaurants. Avec une marge nette de près de 20 %, deux fois celle des plats de la restauration ordinaire, ce sandwich fait figure de « cash-machine » (1). Très vite rentabilisé, vite préparé, vite avalé, il figure aujourd’hui à la carte de trois lieux de restauration sur quatre en France ; en 2023 dans l’Hexagone, on en aurait vendu 1,5 milliard pour 10 milliards d’euros ; aucun plat n’est davantage livré. Seuls les États-Unis font mieux, ou plus (2).

En 1961, l’ouverture du premier fast-food à Paris, un Wimpy, ne marque pourtant pas les esprits. Le « hamburgersteak » en France ? Même le géant McDonald’s n’y croit pas. La chaîne n’y ouvre son premier restaurant-filiale qu’en 1979, à Strasbourg. Puis le hamburger reste dénigré. « *Sainte Vierge Marie... il faut avoir tué père et mère pour avaler ça !* », s’étrangle Maïté sur FR3 en 1992. En 1999, la Confédération paysanne démonte le chantier du « McDo » de Millau. Et en 2004, *Super Size Me* – dans lequel le documentariste Morgan Spurlock prend dix kilos à ne plus se nourrir qu’au McDo – attire 170 000 spectateurs français.

Vingt ans après, pourtant, articles et reportages racontent le grand remplacement du jambon-beurre. Plus encore que le kebab ou le tacos, le burger s’impose dans l’Hexagone. Un inexorable triomphe de la graisse ? « *La texture lisse et huileuse produite par les liquides gras sur les surfaces buccales* » stimulerait le cortex orbitofrontal, qui attribue la « *valeur de récompense aux aliments* », expliquent désormais les neurosciences (3). Mais la gastronomie française n’a pas attendu ces avancées pour s’adapter. Dès 2014, Larousse publiait *Burgers de chefs*, cent recettes dont celle de Guy Martin, à base de homard et de pêches blanches. En 2023, sur M6, l’émission « Très très bon » du très très légitime François-Régis Gaudry couronnait la meilleure adresse spécialisée de Paris.

* Enseignants d’histoire-géographie.

Du pain, du fromage et du bœuf, quand on y songe, les ingrédients du burger relèvent d’un certain savoir-faire français. Le géant Jacquet a triplé sa production de buns entre 2004 et 2014 (4). L’artisan boulanger Gontran Cherrier propose une « *gamme monochrome* ». Le groupe berrichon Rians conforme des palets de chèvre à la taille des petits pains. La chaîne PNY (Paris-New York) se fournit, elle, « *en salers, française et rustique par excellence (...), élevée dans le respect du patrimoine agricole français* ». Proximité, tradition, authenticité. « *Tout peut être francisé par le talent des jeunes générations avides de torpiller le repas “à la française” en cours de muséification* », récapitule le géographe Gilles Fumey (5).

Les millennials ont grandi au McDonald’s. Ils y ont fêté leurs anniversaires. Une génération désormais en mesure de satisfaire ses caprices quand bon lui semble. Mais la poule aux œufs d’or ne pond pas assez vite. Pas assez fort. « *En France, 67 % des repas sont encore consommés à la maison. Seuls un tiers le sont hors du domicile – contre 51 % aux États-Unis...* » Persuadé qu’« *un Américain sommeille en chacun de nous* », M. Nicolas Nouchi, consultant pour Strategat, exhorte les jeunes entrepreneurs réunis au salon du snacking à ringardiser la « *gamelle au bureau* » et à faire snacker les télétravailleurs. Avec trois mots d’ordre.

PREMIUMISATION : monter en gamme pour augmenter les marges. Synonyme : gentrification. Exemple : « *Vlande de bœuf race jersiaise, voile de cheddar, sauce Savora, bacon croustillant, pickles de concombre, accompagné de ses pommes de terre “coin de rue”, en accord parfait avec notre Pic Saint Loup domaine Christophe Peyrus, 22 euros (sans le vin)* » (Père & Fils Burger, rue de Grenelle à Paris).

HYBRIDATION : désorienter le consommateur pour mieux le capturer. Exemple : « *J’étais à New York. La particularité, c’est que vous ne savez plus tout à fait où vous êtes, en restauration rapide ou en restauration à table. Il faut qu’un consommateur vive cette dynamique expérimentielle et se dise : “J’y suis, je ne sais pas ce que je veux, mais j’ai tout ce que je veux”* » (Nicolas Nouchi).

LIVRAISON : transformer la pulsion en achat. Synonyme : ubérisation. Exemple : « *Depuis le Covid, le consommateur français s’est mis dans le mind-set [état d’esprit] de recevoir un burger chaud à la maison. Quand on se fait livrer, ce n’est jamais l’extase, mais c’est le moment d’impulsion qu’on va aller chercher* » (Nicolas Nouchi).

Qu’ils soient premium ou bas de gamme, sept burgers sur dix sont faits avec de la viande hachée de bœuf (6). La France ne compte que 0,8 % de végétariens et 0,3 % de véganes (7). Si la consommation de viande bovine ne faiblit pas, la part vendue sous forme hachée ne cesse, elle, de croître. Et pour cause : faute de temps et de savoir-faire, les ménages confient désormais la préparation des morceaux dits « nobles » (entrecôtes, filets, araignée...) aux cuisines des restaurants. Et à la maison, faute de moyens financiers, ils se rabattent sur le haché.



FLORENCE LE VAN. – « Déjeuner d’exception », 2019

Le succès du burger s’inscrit aussi dans ce contexte... et amplifie le mal-être de la filière. Car du point de vue du boucher, l’affaire est mauvaise. « *D’ordinaire, sur une vache à viande, 40 % de la bête part en haché : des bas morceaux, qui nécessiteraient des cuissons longues et des recettes fastidieuses*, explique Myriam Loloum, ingénieure agronome et directrice de la filière viande à l’Union des éleveurs bio (Unebio). *Si l’on monte à 60 %, comme on le fait actuellement, on tape dans les muscles, qui valent cher mais qui, sous forme hachée, ne pourront être vendus au prix fort.* »

De cette perte de valeur, les éleveurs restent préservés, pour l’instant. Toujours moins nombreux, le rapport de forces leur est favorable. Les abattoirs, eux, font la grimace : ils broient les beaux morceaux pour répondre à la demande croissante. Or, dans le même temps, ils composent avec la diminution du cheptel français. « *Les abattoirs tournent actuellement aux deux tiers de leur capacité*, constate Myriam Loloum. *Aux abois, ils cherchent du volume pour rentabiliser leur outil de production.* » On achète des vaches à lait au prix des races à viande, on importe du bœuf de Pologne ou on guette les nouveaux accords avec le Marché commun du Sud (Mercosur).

En attendant, les conséquences de l’engouement pour le burger ainsi que du (presque) tout-haché s’observent sous forme de concentration et de plans de licenciements dans les abattoirs. Alors le syndicat national des bouchers tente de faire inscrire la découpe bouchère à la française au patrimoine de l’Organisation des Nations unies pour l’éducation, la science et la culture (Unesco).

« *C’est pour vous le steak haché ?* » En 1978, l’émission « *À la bonne heure* » de TF1 installe ses caméras dans une boucherie. « *Non, répond une cliente, c’est pour une personne âgée, qui a du mal à mâcher... qui est malade.* – *Et vous, demande la journaliste, vous préférez prendre du bifteck ?* – *Bah oui, quand on peut mâcher ! C’est des mauvaises habitudes de prendre de la viande hachée.* » Longtemps réservé aux enfants ou

aux personnes dans l’incapacité de mastiquer, le produit s’est imposé, et à ce rythme « *notre espèce n’aura bientôt plus de dents* », ironise Myriam Loloum.

La viande du burger est molle, vite avalée, vite digérée. Innervée, broyée, nappée : de l’animalité, il ne reste finalement que peu de chose. Dans le « *smash burger* » à la mode, il n’y a plus ni sang ni consistance : la boule de viande est écrasée sur une plaque chauffante et caramélisée. « *Le burger, c’est le plat carné de ceux qui n’aiment pas la viande* », observe le metteur en scène Alexandre Moïescot, dont le projet *Carne* mêle enquête et création théâtrale. Manger de la viande en s’épargnant le sentiment de manger la bête : la « *sarcophagie* » toucherait principalement les jeunes générations. Mais, plus généralement, le burger symbolise le rapport contemporain à l’animal (8). L’aboutissement d’une histoire longue de l’élevage, de l’inexorable éloignement entre bétail et consommateur.

« *Il reste cinq secondes.* » Le public de la porte de Versailles applaudit. Colosses aux bras tatoués, les candidats viennent exposer leur réalisation dans un petit décor photogénique – peaux de vache, lit de paille et crânes de taureau – avant de les remettre au jury. Devant les cadres du groupe Bigard-Charal-Socopa – parrain de l’événement –, l’animateur conclut, ravi : « *L’esprit du bœuf est parmi nous !* »

(1) Léonor Lumineau, « Le burger, la nouvelle cash-machine des restaurants », *Capital*, Paris, 10 juillet 2015.
(2) Cf. le dossier « L’affaire est dans le burger ! », *L’Officiel de la franchise*, n° 238, Paris, mars 2024, ainsi que l’émission « Grand bien vous fasse », France Inter, 7 juin 2019 (« Petite mythologie du hamburger-frites »).
(3) Putu A. Khorisantono et al., « A neural mechanism in the human orbitofrontal cortex for preferring high-fat foods based on oral texture », *The Journal of Neuroscience*, vol. 43, n° 47, Washington, DC, 22 novembre 2023.
(4) Dominique Diogon, « Les buns, du pain béni », *La Montagne*, Clermont-Ferrand, 15 février 2015.
(5) Gilles Fumey, « Le snacking, nourriture noble », 25 avril 2024, www.snacking.fr
(6) D’après une enquête menée par Deliveroo en 2020 auprès de ses utilisateurs et citée dans *L’Officiel de la franchise*, op. cit.
(7) Cf. Jocelyne Porcher, « Un monde végétain : pourquoi et pour qui ? », *Études rurales*, n° 210, Paris, juillet-décembre 2022.
(8) Lire Pascal Lardellier, « Le steak caché des fast-foods », *Le Monde diplomatique*, novembre 2003.

SOMMAIRE

PAGE 2 :	Courrier des lecteurs.
PAGE 3 :	L’Europe conservatrice qui vient, par FRÉDÉRIC LEBARON .
PAGE 4 :	Les trains régionaux, un retard français, par VINCENT DOUMAYROU .
PAGES 5 À 13 :	DOSSIER : FRANCE, DE LA CRISE AU CHAOS POLITIQUE. – Aux yeux du monde, par GRÉGORY RZEPSKI . – Nous y sommes, suite de l’article de BENOÎT BRÉVILLE, SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT . – L’élite de l’extrême droite, par FRANÇOIS DENORD ET PAUL LAGNEAU-YMONET . – Vous avez dit « sentiment d’abandon » ?, par BENOÎT COQUARD ET CLARA DEVILLE . – À Montargis, des émeutes aux urnes, par CÉDRIC GOUVERNEUR . – Les beaux esprits contre la France moche, par FABRICE RAFFIN . – Sur les réseaux sociaux, des hommes, des vrais, suite de l’article d’ ANNE JOURDAIN . – Une fièvre d’ordre, par FRANÇOIS BÉGAUDEAU .

PAGES 14 ET 15 :	Moi, Albert Arié, égyptien, juif et communiste, par HÉLÈNE ALDEGUER ET ALAIN GRESH .
PAGES 16 ET 17 :	Ce qu’on appelle génocide, par RAZMIG KEUCHEYAN . – La justice internationale dans le chaudron de Gaza, suite de l’article d’ ANNE-CÉCILE ROBERT . – Origines d’un crime contre l’humanité (A.-C. R.).
PAGES 18 ET 19 :	La négociation qui aurait pu mettre fin au conflit en Ukraine, par SAMUEL CHARAP ET SERGUEÏ RADCHENKO . – Céréales, une entente tacite en mer Noire, par IGOR DELANOE .
PAGES 20 ET 21 :	Nouvelle-Calédonie, une histoire de la colère, par MARIE SALAÜN ET BENOÎT TRÉPIED .

PAGES 22 ET 23 :	Des reporters en première ligne, par LAURENT GAYER . – On ubérise bien les journalistes, par VINCENT BRESSON .
PAGES 24 À 26 :	LES LIVRES DU MOIS : « Les Effinger », de Gabriele Tergit, par HUBERT PROLONGEAU . – « Le Futur », de Naomi Alderman, par NICOLAS MELAN . – Mémoires gay de l’« autre Europe », par JEAN-ARNAULT DÉRENS . – Échappées belles, par BERNARD DAGUERRE . – État jésuite pour Indiens convertis, par MAURICE LEMOINE . – Les chants des combattantes, par CARLOS PARDO . – Des moyens de faire la guerre, par PHILIPPE LEYMARIE . – Dans les revues.
PAGE 27 :	Guerre culturelle à l’italienne, par ANTOINE PECQUEUR .